

Un an après le plan de redressement

Les difficultés de Boussac ne sont pas surmontées

LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Argentine, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Thaïlande, 100 B. ;
 Allemagne, 1 DM ; Belgique, 10 sch. ; Brésil, 120 Cr. ; Canada, 50 C. ; Danemark, 5 Kr. ;
 Espagne, 20 pes. ; Grèce, 100 Dr. ; Italie, 100 L. ;
 Japon, 100 Y. ; Liban, 100 L. ; Luxembourg, 120 F. ;
 Pays-Bas, 100 G. ; Portugal, 100 Esc. ; Royaume-Uni, 10 s. ;
 Suisse, 1 Fr. ; U.S.A., 60 cts ; Yougoslavie, 10 s. din.

Tarif des abonnements page 11
 5, RUE DES ITALIENS
 75007 PARIS - CEDEX 09
 C.C.P. 6307-23 Paris
 Tél. Paris n° 630672
 Tél. : 246-72-23

LA HAUSSE DU PRIX DU PÉTROLE ET SES CONSÉQUENCES

Les divergences qui s'accroissent au sein de l'OPEP portent à la fois sur le volume de la production et sur les tarifs

Ballon d'essai

L'Arabie Saoudite, comme les autres membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, est lancée, depuis la conférence de Doha, dans un jeu subtil, une preuve de force en douceur, pour déterminer qui a le plus de poids dans la fixation des prix. Que l'Arabie Saoudite ait une position particulière, elle n'en a pas moins une position d'importance. Elle n'est pas directe-ment des pays en cause mais de vues, tel le « Middle East Economic Survey », trop bien informés pour n'être pas crédibles, et, finalement, officieuses pour l'un ne puisse exclure une manœuvre.

La position saoudienne est délicate : si l'Arabie Saoudite prétend imposer les pays du tiers-monde à la modération de la hausse de la « brut », elle peut aussi être pensée par eux d'avoir affaibli le premier organisme de pays en voie de développement à avoir fait piler les pays industrialisés. Elle affirme vouloir obtenir, en échange de sa compréhension, la geste des États-Unis dans le jeu du pétrole-argent, mais, en cas d'échec, cela peut entraîner une scission parmi les pays arabes eux-mêmes. N'est-ce pas surprenant que deux des pays qui lui sont le plus proches — Koweït et Qatar — se soient trouvés, à Doha, dans le camp opposé ?

L'évolution du marché lui-même peut n'être pas aussi favorable au royaume saoudien que certains le pensent. Sa rigidité est grande. Les compagnies pétrolières, comme les États, ont des contrats d'achat de pétrole qui portent sur plusieurs années et ne peuvent changer rapidement de fournisseurs pour se tourner vers le moins cher.

Au demeurant, l'Arabie Saoudite a déjà largement dépassé les quotas de production qu'elle s'était fixés. Ces derniers mois, elle a produit plus de 9 millions de barils par jour : une livraison quotidienne de 10 millions représenterait une augmentation de 10 %, seulement, et non de 20 %. Serait-ce déterminant pour empêcher onze pays de l'OPEP de vendre 10 % plus cher ?

On s'attend à une détente de la demande au cours des premiers mois de 1977, en raison de l'importance des stocks accumulés en prévision de la hausse des prix. Mais il ne manque pas d'experts pour prévoir une reprise importante dès l'été. C'est notamment le point de vue de M. Walter Levy, l'un des principaux spécialistes américains ; selon lui, la demande de produits pétroliers du monde non communiste devrait s'accroître en 1977 de 8,5 %, pour atteindre 55,5 millions de barils par jour. Ce qui pourrait provoquer dès cette année une pénurie. Les compagnies pétrolières Exxon et Shell prévoient une hausse moins importante, mais la situent tout de même à 5,5 et 5,9 %. Une telle reprise renforcerait la position des pays pétroliers d'une forte hausse.

L'information du « Middle East Economic Survey », dans de telles conditions, est-elle autre chose qu'un ballon d'essai destiné à évaluer les réactions des autres membres de l'OPEP ? A un moment où l'évidence est difficile d'appliquer un système de double prix à certains pays à envisager la tenue d'une nouvelle conférence ? Il semble symptomatique que, au moment même où était publiée cette information, le secrétaire général de l'Organisation ait évoqué, à Vienne, la possibilité de ne pas procéder, le 1^{er} juillet prochain, à la hausse supplémentaire de 5 % prévue par les Onze.

Dans l'imbroglio actuel, une seule chose est certaine : l'OPEP serait fort étonnée si elle ne voyait pas le royaume saoudien et les États-Unis, mais l'Arabie Saoudite elle-même tire une grande partie de sa force et de son influence de sa présence modératrice à l'intérieur de l'OPEP. Une rupture semble donc peu probable. C'est à l'intérieur de l'Organisation que se poursuivra le combat ponctué de déclarations contradictoires. Jusqu'à l'instauration d'un prix unique ?

Moins de quinze jours après la réunion de l'OPEP à Doha, qui déboucha sur l'instauration d'un double prix de « brut », le monde pétrolier est de nouveau en ébullition. Selon la revue économique Middle East Economic Survey (MEES), éditée à Beyrouth, l'Arabie Saoudite aurait décidé — contrairement aux promesses de M. Yamani — d'augmenter sa production de 10 % environ pour la porter à 10 millions de barils par jour (contre 9,1 actuellement). Plusieurs pays parmi ceux que l'on classe habituellement parmi les « durs » auraient fait savoir que, dans ce cas, ils réduiraient leur propre production.

Plusieurs pays ont annoncé le 27 décembre leur intention de respecter les décisions prises par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole à Doha le 17 décembre. Le Venezuela a fait savoir qu'il augmenterait son pétrole de 10 % au 1^{er} janvier 1977 et qu'il ne consentirait pas de rabais aux pays d'Amérique centrale. Quant à la Compagnie nationale des pétroles iraniens (NIOC), elle relèvera samedi le prix de son « brut » de 19 dollars le baril (10 %). Un porte-parole de la NIOC a précisé que les prix du « brut » iranien léger et lourd seraient respectivement de 12,81 et 12,52 dollars le baril.

Mais les difficultés du système actuel de double prix ont été soulignées par le secrétaire général de l'OPEP, M. Feyide, lors d'une conférence de presse tenue à Vienne au siège de l'Organisation : « Si la demande mondiale se maintient au niveau actuel, il n'y aura pas de difficulté. Si elle fléchit, nous pourrions être confrontés à des facteurs nouveaux. Mais c'est quelque chose que nous ne pouvons prédire », M. Feyide envisageait même la possibilité de ne pas procéder, en juillet, à l'augmentation supplémentaire de 5 % prévue à Doha. « Il sera peut-être nécessaire, a-t-il précisé, de procéder à de nouveaux alignements ».

Alors que le secrétaire général de l'Organisation soulignait que « l'unité, la solidarité et l'existence de l'OPEP demeurent intactes » et que « l'Arabie Saoudite s'était engagée à ne pas accroître sa production de manière à tirer avantage du système de double prix », le Middle East Economic Survey, revue hebdomadaire spécialisée dans les affaires pétrolières, écrivait le contraire : « L'Arabie Saoudite accroît sa production pétrolière d'un million et demi de barils par jour en moyenne pendant le premier trimestre prochain ».

Citant des « sources saoudiennes autorisées », l'hebdomadaire, publié à Beyrouth, indique que la production actuelle de 8,5 millions de barils par jour sera portée à environ 10 millions de barils à partir de janvier. Le MEES précise également que les prix du « brut » saoudien ont été fixés à 12,09 dollars par baril pour l'Ara-

bian light, 12,48 dollars pour l'Arabian heavy et 11,37 dollars pour l'Arabian heavy. Toujours selon le MEES, les « onces » de l'OPEP (notamment la Libye, l'Algérie, le Venezuela, le Koweït, le Qatar, l'Irak, la Syrie et le Nigeria) sont tombées d'accord pour « contrer toute augmentation de production saoudienne par une réduction de leurs productions respectives ». Ces réactions débouchent sur une nouvelle réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). De nombreuses rumeurs ont circulé à ce propos ces derniers jours. C'est ainsi que l'on prêtait à l'Iran l'idée de demander la convocation d'une nouvelle conférence de l'OPEP pour le début de 1977. Mais cette information, en provenance de Koweït, a été démentie à Téhéran. — B. D.

Le président Carter va réduire les impôts des Américains pour relancer la croissance

Dans une lie, au large de la Georgie, le président élu des États-Unis, M. Carter, étudia, avec ses collaborateurs, les mesures de relance qui pourraient être prises dès son installation à la Maison Blanche, le 20 janvier. Ce programme comporterait, conformément aux promesses faites pendant la campagne électorale, des allègements fiscaux, qui pourraient atteindre 15 milliards de dollars (75 milliards de francs), soit environ 1 % du produit national brut et 4 % des recettes budgétaires des États-Unis.

Cette relance, alors que l'économie des États-Unis présente certains signes d'amélioration répond en tout cas aux souhaits des autres pays industrialisés, qui ont notamment été exprimés dans le dernier rapport de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques). La plupart des États occidentaux, encore en proie à l'inflation et au déséquilibre commercial, attendent d'être « tirés » par les « locomotives » de l'économie mondiale : les États-Unis, l'Allemagne fédérale et le Japon.

M. Carter a adopté le principe d'une réduction d'impôts destinée à encourager la reprise de l'économie américaine, mais le montant de cette réduction n'a pas encore été fixé. Le dégrèvement fiscal pourrait atteindre 15 milliards de dollars — dont la plus grande partie bénéficierait aux consommateurs — selon l'entourage du nouveau président. Selon le président élu, qui devrait préciser le 29 décembre son programme de relance, « l'élection de la situation économique paraît légèrement plus positive que nous ne le pensions précédemment ». En novembre, les commandes de machines-outils ont progressé, pour le septième mois consécutif, atteignant 24,4 milliards de dollars, contre 23,5 en octobre, rapport à octobre. Ce résultat mensuel, qui est près de 2,5 fois

supérieur à celui de novembre 1975 (102,1 millions), est le plus élevé enregistré depuis trente mois. Par ailleurs, l'industrie américaine a tourné à 77,5 % de sa capacité de production en novembre, contre 76,5 % en octobre (76 % en novembre 1975), indique la firme McGraw Hill.

D'autre part, selon M. Klein, qui fut principal conseiller économique de M. Carter durant la campagne électorale, « les pays riches à continuer leur sortie de la récession de 1974-1975. (...) Les États-Unis, le Japon et l'Allemagne occidentale seront dans la position la meilleure pour adopter des politiques stimulantes, telles que réductions d'impôts, programmes de dépenses publiques et politiques monétaires plus libérales ».

L'ÉLECTION DU PARLEMENT DE STRASBOURG

Du bon usage du suffrage universel

par MICHEL DEBRÉ

Le suffrage universel fut une grande conquête. Il est le symbole d'une victoire : celle du principe électif qui a une double signification.

Appliqué à tout homme, il affirme sa dignité de citoyen. Le droit de choisir le pouvoir, c'est-à-dire les hommes qui exerceront le pouvoir ou, dans certains cas exceptionnels, le droit de décider directement de la loi, représentent l'expression la plus haute de l'ensemble des libertés qui composent la Liberté. Là est la suprême garantie. Ce droit de choisir, votre droit de décider, ne peut être aliéné. Ainsi les hommes qui ont été choisis n'exercent le pouvoir que pour un temps. Leur mandat est limité, sinon le recours au suffrage universel serait duperie.

Le principe électif a une autre valeur. Il établit la légitimité démocratique de l'autorité. Aucun commandement, dit point de vue

de la morale sociale, n'est habilité à s'exercer sur l'ensemble des hommes s'il ne découle du suffrage, c'est-à-dire s'il n'est voulu par le corps électoral. L'accord populaire n'est sans doute qu'un élément de la légitimité du pouvoir. Mais cet élément est capital et irremplaçable, seul dans les siècles et les sociétés qui croient en l'origine divine de l'autorité. Liberté de l'homme, légitimité démocratique du pouvoir : une affirmation solennelle consacre cette double victoire. Elle se nomme souveraineté nationale.

La nation est, en effet, la condition nécessaire du respect des droits de l'homme et de l'exercice du pouvoir démocratique. Il faut une profonde solidarité pour que s'épanouisse, sans contrainte de religion ni d'origine sociale ou provinciale, le droit de tous et de chacun à s'exprimer, à fonder un foyer, à choisir son métier, à affirmer ses chances de promotion, voire à diriger les autres. Que manque la solidarité, et aussitôt l'exercice de ces droits est menacé. Il n'y a plus cette égalité juridique fondée sur l'unité politique, c'est-à-dire les sentiments les plus profonds de l'homme à l'égard de sa communauté sociale.

(Lire la suite page 5.)

De l'Europe des technocrates à l'Europe populaire

par CHARLES DEBBASCH (*)

Voici que s'ouvre dans notre pays un nouveau brûlot politique entre partisans et adversaires de la supranationalité. Le président de la République, en saisissant le Conseil constitutionnel du problème, ramène le débat à son vrai niveau, c'est-à-dire à celui d'une appréciation juridique qui s'imposera aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles (article 62 de la Constitution). L'élection du Parlement européen au suffrage universel direct est-elle ou non contraire à la Constitution ? Dans cette affaire, comme dans bien d'autres, le raisonnement juridique peut prendre la voie des plaideurs, avec son acis

* Docteur honoraire de la faculté de droit et de sciences politiques d'Alsace, président de l'Université de droit, d'économie et des sciences d'Alsace-Marseille.

d'embûches et de chausse-trappes ; il peut aussi s'orienter vers une appréciation plus sereine où l'arbre de la procédure ne dissimule pas la forêt de la justice ou de la vérité. Le débat de fond est, en effet, ici d'une extrême clarté. La France est engagée dans la construction européenne et de façon irréversible. Le peuple a ratifié, soit par l'intermédiaire de ses représentants, soit directement, cette politique et sa traduction juridique. Les traités européens ont été régulièrement ratifiés par le Parlement français, qui les a modifiés à de nombreuses reprises. Le référendum du 23 avril 1972 leur a donné une sanction populaire immédiate. Sans doute, certains scrupules juridiques ont pu, naguère, s'exprimer.

(Lire la suite page 5.)

UN ARISTOCRATE DU JUDAÏSME

Le paradoxe de Nahum Goldmann

Nahum Goldmann préside depuis quarante ans le Congrès juif mondial, ce qui l'a fait surnommer, d'ailleurs à tort, le « pape des juifs ». Il appartient à cette catégorie d'hommes d'État qui éprouvent plus de plaisir à convaincre qu'à vaincre. Ou, plus précisément, qui croient qu'on ne parvient pas à vaincre si l'on n'a pas auparavant convaincu. Même s'ils comptent beaucoup pour ce faire sur les atouts que procurent l'astuce, la ruse, voire la mauvaise foi : les succès dont Nahum Goldmann est le plus fier sont sans doute ceux qui ont été obtenus grâce à des procédés ou à des arguments qui faisaient ses partenaires parfois, ne leur ouvrant d'autre choix que de s'incliner devant la supériorité de son intelligence. Sans doute ne serait-il pas fâché de se voir appliquer le jugement d'un de ses amis sur Talleyrand : « La différence entre Metternich et Talleyrand, c'est que Metternich mentait à tout le monde et ne trompait personne, tandis que Talleyrand ne mentait jamais et trompait tout le monde. » Dans les conversations qu'il a enregistrées en français avec Léon

Abramowitz, Nahum Goldmann ne pêche donc pas, on le devine, par excès de modestie. Mais on a peine à lui en vouloir, tant éclate à chaque ligne sa perspicacité, tant est manifeste son dévouement obstiné à la cause de ses frères. Et puis, il y a l'humour, dont il fait, avec un art consommé du détachement, enrober le tout, et qui lui permet non seulement de dissimuler son contentement de soi, mais d'être parfaitement direct sans, le plus souvent, blesser ni casser. On ne saurait croire les services que lui ont rendus les histoires juives, dont il possède un trésor inépuisable. Pour une bonne histoire, assure-t-il, Roosevelt était prêt à vendre la moitié des États-Unis.

Dans le sillage du sionisme, Goldmann fait figure d'orthodoxe de Ben Gourion, qu'il n'hésite pas à qualifier de « dictateur de fait » d'Israël. Ce fut pourtant, admet-il, « l'un des meilleurs politiciens que j'aie jamais connus... une promesse de lui ne valait absolument rien ».

ANDRÉ FONTAINE.

(Lire la suite page 18.)

PIERRE JAKEZ HELIAS
 le cheval d'orgueil
 600 000 ex. vendus
 Un classique à offrir



PLON

COLLECTION TERRE HUMAINE
 DIRIGÉE PAR JEAN MALAURIE

AU JOUR LE JOUR

Les aventures de Chirac

Peut-être est-ce parce qu'il est guidé par une étoile mystérieuse que M. Chirac vient d'être élu à la présidence de la République. Mais, à tout le moins, il a l'air d'être un homme d'État qui éprouve plus de plaisir à convaincre qu'à vaincre. Ou, plus précisément, qui croient qu'on ne parvient pas à vaincre si l'on n'a pas auparavant convaincu. Même s'ils comptent beaucoup pour ce faire sur les atouts que procurent l'astuce, la ruse, voire la mauvaise foi : les succès dont Nahum Goldmann est le plus fier sont sans doute ceux qui ont été obtenus grâce à des procédés ou à des arguments qui faisaient ses partenaires parfois, ne leur ouvrant d'autre choix que de s'incliner devant la supériorité de son intelligence. Sans doute ne serait-il pas fâché de se voir appliquer le jugement d'un de ses amis sur Talleyrand : « La différence entre Metternich et Talleyrand, c'est que Metternich mentait à tout le monde et ne trompait personne, tandis que Talleyrand ne mentait jamais et trompait tout le monde. » Dans les conversations qu'il a enregistrées en français avec Léon

En tout cas, il est certain qu'il y a une étoile mystérieuse qui guide M. Chirac.

En tout cas, il est certain qu'il y a une étoile mystérieuse qui guide M. Chirac. Mais, à tout le moins, il a l'air d'être un homme d'État qui éprouve plus de plaisir à convaincre qu'à vaincre. Ou, plus précisément, qui croient qu'on ne parvient pas à vaincre si l'on n'a pas auparavant convaincu. Même s'ils comptent beaucoup pour ce faire sur les atouts que procurent l'astuce, la ruse, voire la mauvaise foi : les succès dont Nahum Goldmann est le plus fier sont sans doute ceux qui ont été obtenus grâce à des procédés ou à des arguments qui faisaient ses partenaires parfois, ne leur ouvrant d'autre choix que de s'incliner devant la supériorité de son intelligence. Sans doute ne serait-il pas fâché de se voir appliquer le jugement d'un de ses amis sur Talleyrand : « La différence entre Metternich et Talleyrand, c'est que Metternich mentait à tout le monde et ne trompait personne, tandis que Talleyrand ne mentait jamais et trompait tout le monde. » Dans les conversations qu'il a enregistrées en français avec Léon

BERNARD CHAPUIS.

ASIE

M. Hua Kuo-feng lance un appel à «l'ordre, l'unité et la stabilité»

Dans un discours prononcé samedi, mais dont le texte intégral n'a été diffusé que le mardi 28 décembre, M. Hua Kuo-feng a lancé un appel à «l'ordre, à l'unité et à la stabilité», après avoir évoqué les activités de «la bande des quatre», qui avait formé

«un parti dans le parti» et préparé «un coup d'Etat contre-révolutionnaire de droite».

M. Hua Kuo-feng a ajouté, sans plus de précision, que la Chine aurait connu «une guerre civile d'importance» et «une agres-

sion étrangère» si la tentative des «quatre» n'avait pas été déjouée.

Le successeur du président Mao a condamné d'autre part «l'hégémonie des deux superpuissances, l'Union soviétique et les Etats-Unis».

De notre correspondant

Pékin. — La version intégrale du long discours prononcé samedi 25 décembre par M. Hua Kuo-feng devant la conférence nationale sur l'agriculture, diffusée ce mardi 28 décembre par Chine nouvelle, apporte de nombreuses précisions sur les intentions de la direction chinoise. Il s'agit du premier exposé d'ensemble sur la politique de cette direction. Si la critique de «la bande des quatre» y occupe une place considérable, due aux circonstances, les perspectives d'avenir y sont définies de manière concrète. Dans la mesure où le texte, vieux de vingt ans, du président Mao publié dimanche par le *Quotidien du peuple* (le *Monde* du 28 décembre) constituait le volet idéologique du programme des dirigeants, le discours de M. Hua Kuo-feng en représente le volet politique et économique.

Chine nouvelle annonce, d'autre part, que la conférence nationale sur l'agriculture ouverte le 10 décembre, a terminé, lundi, ses travaux. Le nouveau président du P.C. emprunte à son prédécesseur une phrase extraite du discours prononcé le 25 avril 1956 pour définir ce qu'il appelle lui-même «la politique de base dans tous les domaines de travail. Nous devons nous efforcer de mobiliser tous les facteurs positifs — directs ou indirects — au sein du parti comme en dehors de lui, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, afin de faire de notre pays un puissant pays socialiste». Tout le discours est dans cet esprit résolument orienté vers les consignes d'«unité», d'«ordre» et de «stabilité» (ce dernier mot reparait pour la première fois dans le vocabulaire officiel depuis la chute de Teng Hsiao-ping).

Indonésie

● EN INDONÉSIE, vingt-deux personnes ont été blessées durant le week-end de Noël, lors d'une série d'attaques à l'arme blanche contre deux temples, un bar et un cinéma, à Medan, dans le nord de Sumatra, a annoncé, lundi 27 décembre, la presse de Djakarta. Ces attaques pourraient être l'œuvre de musulmans orthodoxes hostiles à l'activité des missionnaires chrétiens. — (Reuters.)

nécessaires à la réalisation du programme de modernisation et de développement de l'économie présentée il y a deux ans par Chou En-lai devant la quatrième assemblée.

Mais il faut d'abord liquider les séquelles de la crise que vient de traverser le régime, et dont les échos qui viennent de la province témoignent qu'elle laisse subsister en divers endroits une certaine agitation.

Pas de purge

sur une grande échelle

M. Hua Kuo-feng commence donc par un long procès de la «bande des quatre» qui s'il n'apporte que peu d'éléments nouveaux, vise surtout à dénoncer les dirigeants déchu comme des fauteurs de troubles, insensibles aux souffrances du peuple, et même traîtres à la nation puisqu'ils sont pour la première fois spécifiquement accusés — mais sans autre précision — d'avoir voulu s'appuyer sur «les bas instincts de l'oppression» pour établir leur pouvoir. Sans doute «les quatre» souffrent-ils d'une réelle impopularité dans l'opinion. Il reste que le travail auquel ils ont pu se livrer pendant ces années a laissé des traces profondes que la direction veut effacer. De là la force avec laquelle M. Hua affirme que «la tâche centrale pour 1977» doit être «l'approfondissement du mouvement de masse pour dénoncer et critiquer la bande des quatre».

Théoriquement il ne doit pas être question de purge sur une grande échelle. Le nouveau président du P.C. estime que les «quatre» ne comptent qu'une poignée de «partisans jurés et obstinés». Même ceux qui ont participé à la conspiration se voient offrir le pardon, à condition qu'ils avouent leurs fautes et rompent nettement avec le passé. Quant à ceux, nombreux, qui se sont laissés influencer, il leur est demandé tout de suite de se consacrer à l'éducation. Chacun, au demeurant, sera traité «selon son cas». Si Mme Chiang Ching-kuo, Wang Hong-wei, Chang Chun-chiao, Yao Wen-yuan et quelques dizaines de personnes sont entrés dans la catégorie des

«ennemis» avec lesquels toute réconciliation est exclue, la volonté du pouvoir est en revanche que la possibilité de s'amender et de rentrer dans le droit chemin, à titre de simples citoyens sinon de communistes, reste offerte à la majorité des «complices».

Mais les mesures annoncées par M. Hua Kuo-feng pour permettre au régime de prendre un nouveau départ sont les plus significatives. En ce qui concerne le parti, ce mouvement doit porter sur le domaine de l'idéologie et sur le style de travail. Le président du P.C. dit souhaiter plus de démocratie mais insiste particulièrement pour l'insistance sur «les principes d'organisation et de discipline».

Prochaine publication de la suite des œuvres de Mao

Dans le domaine idéologique, la stratégie de la direction se précise avec l'annonce que le cinquième volume des *Œuvres choisies* du président Mao paraîtra dans le premier semestre de 1977. Cela rejette la pensée du fondateur du régime, ses successeurs font, au contraire, appel à des œuvres antérieures et sélectionnées du président défunt pour servir de contre-poids à une idéologie attribuée aujourd'hui à la «bande des quatre», mais dont la vérité historique oblige à dire qu'elle s'est tout de même largement développée sous l'égide sinon l'inspiration du Grand Timonier.

M. Hua Kuo-feng a annoncé l'organisation, l'année prochaine, d'un congrès du peuple à un niveau des provinces, municipalités et régions autonomes. De nouveaux membres seront élus aux comités révolutionnaires, «qui devront être en mesure de jouer un rôle plus actif», encore que «sous la direction centralisée du parti», l'objectif est de

Chine

favoriser à la fois un certain renouvellement du personnel — en partie vieillissant — et une meilleure utilisation de toutes les ressources de transmission du pouvoir. Sans doute faut-il s'attendre qu'une session de l'Assemblée, — sinon le onzième congrès du parti — vienne confier ce dispositif de reprise en main de l'appareil.

Un chapitre de l'économie, enfin, M. Hua, après avoir rappelé les objectifs fixés par Chou En-lai en janvier 1975, fait surtout appel à une mobilisation des énergies, sans perdre de vue les principes socialistes, il a mis l'accent sur une augmentation rapide de la production et de la productivité. «A condition que l'orientation socialiste soit suivie et que la politique prolétarienne reste aux commandes, plus la production augmente et plus vite elle le fait, mieux cela est», a-t-il déclaré.

M. Teng Hsiao-ping — dont il n'est guère question dans ce discours — renierait-il ces propos ? Une telle recommandation peut prêter à bien des interprétations. L'invitation à «systématiser des normes et règlements rationnels» dans l'industrie et à «élérer la productivité du travail» montre que l'on va dans une direction qui n'est pas fondamentalement différente de celle préconisée antérieurement par l'ancien vice-premier ministre.

M. Hua Kuo-feng n'a dit que quelques mots de la politique internationale, pour affirmer sa fidélité à «la ligne révolutionnaire» et à l'orientation du président Mao. Pour la première fois cependant, depuis sa nomination à la présidence du P.C.C., il a dénoncé le «social impérialisme» de l'Union soviétique et les espoirs que celle-ci, comme l'«impérialisme» (américain), avait pu nourrir de voir la Chine plongée dans le chaos après la mort de Mao Tse-tung. C'est un durcissement par rapport aux propos qu'il avait tenus depuis deux mois. Il faut sans doute voir dans ces nouvelles déclarations, affirmant la «continuité» du régime en politique extérieure et le refus de négocier avec quiconque en position de faiblesse.

ALAIN JACOB.

La radio du Vatican accroît le nombre de ses émissions en chinois

La radio du Vatican a annoncé, lundi 27 décembre, qu'à partir du 1^{er} janvier elle portera de cinq à sept le nombre de ses émissions en langue chinoise chaque semaine. Le Vatican estime qu'il y a encore environ deux millions de catholiques en Chine malgré les persécutions.

D'autre part, la presse vaticane a fait récemment état de «requêtes pressantes» de catholiques du Vietnam pour des émissions en vietnamien. Mais il semble que Radio-Vatican n'ait pu encore mettre au point les programmes nécessaires. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

CORRESPONDANCE

Les relations entre Rome et Pékin

L'abbé Louis Wei Tsing-sing, prêtre chinois résident à Paris, nous adresse une lettre traitant des relations entre Rome et Pékin (1). Il écrit notamment :

N'est-ce pas la politique chinoise du Vatican qui constitue l'obstacle fondamental à cet éventuel dialogue ? (...) Le problème de Taiwan empêche l'ouverture du dialogue. Or, depuis 1949, les chrétiens chinois sont les victimes de regrettables conflits entre l'Eglise et l'Etat et entre le Vatican et la Chine.

De 1949 à 1951, la Chine populaire a toléré la présence irrégulière de Mgr Riberti, ex-intervenant à Nankin, avec l'espoir que le Vatican ferait lui aussi un pas en avant. Vain espoir. Mgr Riberti fut expulsé non en tant que représentant diplomatique de Rome, mais en tant simple ressortissant étranger.

Le Vatican est le seul Etat en Europe à accepter la présence d'une «ambassade» de Taiwan, et il existe à Taiwan une nonciature apostolique, partie inaliénable de la République populaire.

Le Vatican dialogue avec les pays de l'Est, et a des relations avec Cuba. Pourquoi pas avec Pékin ? Au lieu d'accuser l'Eglise de Chine de se séparer de Rome, mieux vaut dire que Rome a abandonné l'Eglise de Chine. Dans l'encyclopédie *Eccelesia suam* Paul VI avait manifesté sa volonté de dialogue avec le monde. En 1964, il avait, dans son discours de New-York, souhaité que toutes les nations soient admises à l'ONU. Mais, à la veille de Noël 1964, l'interdiction de Taïwan était élevée au rang de nonciature apostolique. En revanche, deux semaines plus tard, le 6 janvier 1967, le pape prononçait dans la basilique Saint-Pierre, en présence de l'«ambassadeur» de Taiwan, un discours en faveur de la

reprise de contacts avec Pékin. Le Vatican a voulu jouer sur les deux tableaux. Le 27 octobre 1971, l'observatoire romain regretta vivement l'expulsion de Taiwan de l'ONU, exprimant ainsi sa sympathie pour la théorie américaine des «deux Chineses».

Quelques jours avant l'admission de Pékin à l'ONU, le Vatican avait rappelé à Rome son pro-nonce à Taïpei. Mgr Cassidy, qui avait été nommé en octobre 1970, le siège demeurait donc vacant. Mais, depuis janvier 1973, Mgr Cassidy, nommé à Dacca, réside au Bangladesh tout en gardant son titre de pro-nonce en Chine. Cependant, en 1976, le Vatican a refusé d'envoyer une délégation aux obsèques de Tchiang Kai-shek, en dépit des demandes de la hiérarchie locale.

Il est souhaitable que Rome transforme la nonciature apostolique à Taïpei en délégation apostolique — sans caractère diplomatique — après de l'Episcopat et non de l'administration de Taiwan — un département chinois, partie inaliénable de la République populaire.

(1) Auteur notamment du livre *Le Saint-Siège et la Chine*, éditions Albin, Rouen (le *Monde* du 1^{er} octobre 1971).

Thaïlande

● DEUX CANONNIERES CAMBODGIENNES ont coulé, vendredi 24 décembre, un bateau de pêche thaïlandais et tiré sur un autre dans le golfe de Thaïlande, près de l'île de Koh-Rood, au large de la province de Trat, qui jouxte la frontière cambodgienne. A midi mardi 28 décembre un porte-parole de la marine à Bangkok. — (Reuters.)

LE BANGLADESH CINQ ANS APRES L'INDEPENDANCE

Le général Ziaur Rahman a renforcé son pouvoir et mis en sommeil la vie politique

De notre envoyé spécial

Dacca. — Installé au pouvoir depuis un peu plus d'un an, après une série de coups d'Etat, le régime du général Ziaur Rahman est sorti récemment d'une période de tergiversations. Le 29 novembre, on apprendit, en effet, que le président Sayem, en accord avec le chef de la junte, n'assurait plus la responsabilité de l'administration de la loi martiale ; le lendemain, l'arrestation de son prédécesseur, l'éphémère président Mosthaque Ahmed, et de plusieurs de ses amis politiques était annoncée. Un peu plus tard, le général Ziaur Rahman prononça un grand discours, à la fois bilan et programme. Cette évolution ne fait qu'entériner une situation de fait : la prépondérance du principal bénéficiaire du coup d'Etat du 7 novembre 1975 formé par des militaires nationalistes, «radicaux».

M. Abu Mohammad Sayem n'était devenu chef de l'Etat, quelques jours avant le coup, qu'en sa qualité de président de la Cour suprême. La Constitution prévoyait, en effet, qu'il assume cette charge en cas de vacance à la tête du pays. Ce juriste élevé dans la vieille tradition démocratique britannique et soucieux de légalité n'avait cependant pas caché son souhait de se voir décharger de cette responsabilité. Le bruit courait, depuis quelque temps, dans la capitale que son retrait était imminent. Il continuera toutefois à assumer une fonction présidentielle essentiellement honorifique.

Par modeste ou prudence, le général Ziaur Rahman n'avait officiellement pris, après le coup d'Etat, que le titre d'administrateur adjoint de la loi martiale, qu'il partageait d'ailleurs avec les chefs de la marine et de l'armée de l'air. Nul n'ignorait cependant qu'il était l'«homme fort» du Bangladesh et qu'il ne cessait d'accroître son influence. Réservé au point de paraître timide, il est sorti de son mutisme pour prendre des décisions hautement politiques. L'arrestation de l'ancien président Mosthaque Ahmed est dans la vie politique bangladaise un événement, même si peu de voix s'élèvent pour la déplorer. Après s'être fait porter au pouvoir par de jeunes officiers qui assassinèrent, le 15 août 1975, M. Mujibur Rahman et ses

proches, M. Mosthaque Ahmed, ancien ami collaborateur du «père de la nation», avait annoncé des élections générales se tiendraient en février 1977. Il espérait remporter la consultation, en ralliant autour de sa personne la clientèle de l'ancienne Ligue awami (interdite) et une large partie des milieux conservateurs et religieux, qui s'opposaient à la naissance du Bangladesh et s'en sont finalement accommodés.

La crainte de troubles sanglants

Ayant remis de l'ordre dans les affaires, encouragé un redémarrage de l'économie, imposé un cours nouveau à la diplomatie, le général Ziaur Rahman s'était apparemment désigné à respecter l'échec électoral. Il avait autorisé la reprise des activités politiques, du moins pour les formations qui ne sont pas interdites. Outre l'extrême gauche prochinoise — notamment M. Bashani, décédé récemment, et l'ethnomaïeur *Hindolay*, qui appréhendaient une «montée des forces réactionnaires», — de très larges secteurs de l'opinion, aussi bien parmi les milieux déshérités qui avaient retrouvé à la suite d'une relative stabilité des prix, les fonctionnaires et membres de la bourgeoisie urbaine, et les militaires — l'absence sociale et politique encore fragile du régime, — ne souhaitaient pas que le jeune Etat fût jeté dans une nouvelle bataille électorale. Une quarantaine de partis avaient demandé leur agrément à la commission des élections. La vieille génération politique — M. Mosthaque Ahmed en tête, — coupée des masses et discréditée mais pressée de retrouver les honneurs et les prébendes attachés aux fonctions officielles, avait quelques chances de l'emporter. Pouvait-elle cependant, procéder à des élections sans que le type d'institutions que le nouveau régime entendait donner au pays ait été défini ? Les rencontres avec les responsables politiques paraissent avoir convaincu le chef de la junte que la consultation réveillerait des passions et serait accompa-

gnée de troubles sanglants. D'autre part, au cours d'une récente visite à Dacca, M. McNamara, président de la Banque mondiale, qui fait fortement sentir son influence au Bangladesh, avait clairement déclaré que la sécurité et l'effort de redressement économique, acquis, devaient être avant tout sauvegardés. On apprendit donc, le 21 novembre, que la consultation était reportée à une date ultérieure parce qu'elle risquait de «briser l'unité du pays». En revanche, les conseils de village encore dominés par des membres de la Ligue awami, élus en 1972, seront renouvelés au cours de la première semaine de janvier 1977. La pyramide constitutionnelle sera donc reconstruite prudemment, en commençant par le bas.

Deux courants politiques éliminés

Pour avoir manifesté à ce sujet leur désaccord et s'être livrés à des «activités préjudiciables à l'Etat», l'ancien président et ses amis politiques de la Ligue démocratique, plusieurs membres de l'ancienne Ligue awami et un militant du parti communiste pro-soviétique ont été arrêtés (le *Monde* du 2 décembre). Les circonstances dans lesquelles M. Mosthaque Ahmed avait accédé au pouvoir et, plus encore, celles de son départ, alors qu'il y était encore, au début du mois de novembre 1975, les principaux dirigeants de la Ligue awami, ses compagnons de la lutte pour l'indépendance, avaient été sauvagement assassinés, les accusations de prévarication portées contre lui, son ambition, ne lui avaient guère attiré de sympathies. Mais il trouvait des encouragements auprès de milieux franchement réactionnaires, incapables d'apporter une réponse aux problèmes qu'affrontait le Bangladesh.

La décision du général Ziaur Rahman a le mérite de lever certaines ambiguïtés. C'est au prix de l'élimination de deux courants politiques importants que le général Ziaur Rahman a renforcé son emprise. A-t-il pour autant préservé

l'unité de l'armée et du pays à long terme ?

En juillet dernier, un tribunal militaire condamnant à mort le lieutenant-colonel (en retraite) Taher, et à de lourdes peines de prison plusieurs militants du parti socialiste national, formation qui joue un rôle décisif dans le soulèvement du 7 novembre. Ces hommes étaient accusés d'avoir voulu conspirer en vue de renverser «par la violence» le gouvernement (1). Mais, nationalistes «purs et durs», ils voulaient la mort de M. Tse-tung. C'est un durcissement par rapport aux propos qu'il avait tenus depuis deux mois. Il faut sans doute voir dans ces nouvelles déclarations, affirmant la «continuité» du régime en politique extérieure et le refus de négocier avec quiconque en position de faiblesse.

Secund acie aux lourdes implications politiques, la mise à l'écart de M. Mosthaque Ahmed est d'abord celle d'un «challenger» ambitieux, qui aurait pu jouer sur des divisions au sein de l'armée pour parvenir à ses fins. Du même coup, l'«homme fort» à Dacca montre aussi qu'il n'envisage pas de transmettre rapidement le pouvoir à des civils, comme il le faisait initialement entendre. Il est vrai qu'il est la personnalité nationale la mieux acceptée par la population, bien qu'il manque de charisme. Ainsi, le régime se démarque-t-il des milieux les plus étroitement conservateurs, rigoristes et très hostiles à l'Inde. Mais de quelle liberté bénéficieront les quelques formations politiques dont l'activité reste à demi tolérée ?

Quel qu'il en soit, un abécès est créé et une situation de fait est créée : la suprématie de la hiérarchie militaire. Le régime n'a pas pour autant encore indiqué toutes ses intentions en matière constitutionnelle, si tant est que celles-ci soient parfaitement arrêtées. Des officiers supé-

rieurs occupent divers postes de commandement, mais l'armée n'est pas encore assez puissante pour contrôler l'Etat. Les diverses décisions sont préparées et exécutées par une administration calquée sur celle du Pakistan, elle-même héritière de l'empire britannique des Indes. Des personnalités modérées font fonction de ministres.

En matière économique, le libéralisme prévaut, et la porte est grande ouverte aux investissements étrangers et nationaux, en particulier pour les activités orientées vers l'exportation, étant donné la faiblesse du marché local. Des «comités de vigilance» composés de membres de la direction et d'employés vont être constitués dans les établissements industriels pour s'opposer à toute agitation sociale. Dans le domaine, pourtant vital de l'agriculture, les choix manquent encore de cohérence, bien que l'accent soit mis sur le développement rural.

L'affaire du partage des eaux du Gange

En politique étrangère, la tension avec l'Inde donne, certes, l'occasion au nouveau régime qui ne peut espérer meilleur thème, de rallier la population. Les conséquences écologiques, économiques et sociales de la mise en service par l'Inde d'un barrage qui réduit le débit du Gange à son entrée en territoire bangladais ne sont guère contestables et se feront encore plus sentir dans les tout prochains mois, les pluies ayant été cette année moins abondantes que d'ordinaire dans le golfe du Bengale. Sans doute aurait-il été possible depuis longtemps de trouver un terrain d'entente. Il aurait fallu que New-Delhi acceptât de discuter sans imposer ses vues ni mettre les Bangladeshi devant le fait accompli en procédant, sans leur accord, à un prélèvement de l'eau à la saison sèche, et que ces derniers n'aient pas, dans leur irritabilité, imprudemment tenté de porter l'affaire devant des instances

comme la conférence des non-alignés à Colombo, et plus récemment la commission politique des Nations unies — de peu de secours,

puisque l'Inde ne veut pas entendre parler de la médiation d'une tierce partie. Les diverses décisions sont préparées et exécutées par une administration calquée sur celle du Pakistan, elle-même héritière de l'empire britannique des Indes. Des personnalités modérées font fonction de ministres.

En matière économique, le libéralisme prévaut, et la porte est grande ouverte aux investissements étrangers et nationaux, en particulier pour les activités orientées vers l'exportation, étant donné la faiblesse du marché local. Des «comités de vigilance» composés de membres de la direction et d'employés vont être constitués dans les établissements industriels pour s'opposer à toute agitation sociale. Dans le domaine, pourtant vital de l'agriculture, les choix manquent encore de cohérence, bien que l'accent soit mis sur le développement rural.

Autant qu'on puisse en juger, l'Inde, qui, par le passé, fut également maltraitée par ses minorités, ne souhaite pas que son territoire soit utilisé comme sanctuaire. Le *Bangladesh Times* a affirmé que Dacca disposait de preuves suffisantes d'«ingérence indienne». Le général Ziaur Rahman a récemment accusé son grand voisin de fournir assistance et entraînement aux insurgés, et Dacca a demandé une renouveau d'urgence des responsables de la surveillance des frontières.

Après avoir voulu mettre à l'épreuve le nouveau régime, les Indiens seront sans doute amenés à composer avec lui maintenant, puis-que aucune autre alternative — notamment démocratique — n'est envisageable. Il ne semble pas, au demeurant, qu'ils puissent trouver à Dacca des interlocuteurs moins défavorables.

GÉRARD VIRATTE.

(1) L'une des plus fortes personnalités du parti, M. Hinda al-Haqq, également impliqué dans le coup d'Etat, a été arrêté, à la fin du mois de novembre, à Dacca.

هكزام النحل

AFRIQUE

EUROPE

Zaire

inshasa n'a pas mené à bien la réconciliation annoncée avec l'Angola

Kinshasa. — « Sous le double effet de notre capitale se retrouvant avec le sourire les représentants des peuples des quatre coins du monde, parlant autour du même feu, le langage sacré de l'authenticité. » Quel genre de réconciliation au quotidien, au moment où s'achève l'année cruciale pour le continent noir, la diplomatie zairoise offre pas un tableau idyllique. Les relations avec l'Angola n'ont pas suffi à s'en convaincre. Plus de deux mois ont passé depuis le « rendez-vous de Brazzaville ». L'accord signé dans la ville le 28 février 1976, par les présidents Nto et Mobutu, prévoyait une réconciliation entre la Zaire et la République populaire d'Angola. Mais, au lieu d'une « normale » relation, on a vu se développer une véritable guerre civile. En février, les deux pays ont décidé de « faciliter leur dialogue ». Or, le communiqué de Brazzaville est resté lettre morte. Huit mois après, la Zaire n'a pas encore de cesse de déstabiliser l'Angola. En février, les deux pays ont décidé de « faciliter leur dialogue ». Or, le communiqué de Brazzaville est resté lettre morte. Huit mois après, la Zaire n'a pas encore de cesse de déstabiliser l'Angola.

De notre envoyé spécial

réglé globalement dans le cadre d'un accord triangulaire : Luanda, Kinshasa, Lusaka, la Zaire ayant un intérêt manifeste à ne pas laisser l'Angola se transformer en un pays à production minière zairoise et zambienne, vient à deux reprises en quelques semaines, d'être sabotée par les gendarmes de l'armée du Zaire.

L'heure est à la patience. MM. Nto et Mobutu, à Brazzaville, ont affirmé qu'ils ne toléreraient pas que l'Angola soit dirigée par un d'entre eux. Le chef de l'Etat zairois ordonne, en conséquence, la fermeture à Kinshasa des bureaux du P.N.L.A. — dont il fit même

tant bien que mal tenter de vivre ensemble, sous peine de s'opposer à l'accomplissement de la réconciliation diplomatique pour intervenir dans les prochains mois.

Deux mille écoliers ont défilé dans Kinshasa, le 24 novembre dernier, jour de la fête nationale. Ils brandissaient des banderoles dépourvues de toute aménité à l'égard des pouvoirs blancs d'Afrique australe : « Souffrez tout à l'Afrique combattante. Zimbabwé, Namibie, Asanie. » La presse se fait l'écho de cette solidarité, en exaltant la lutte des « forces saines » face aux « forces réactionnaires ». Toutefois, la Zaire n'a pas les moyens d'une politique intransigente à l'égard des régimes blancs, car elle dépend de leurs capitaux. Une partie du cuivre zairois transite en effet à travers la Rhodésie jusqu'au port sud-africain de Durban. Comme d'autres pays de la région, le Zaire entre-tout avec l'Afrique du Sud des relations économiques discrètes mais réelles.



brûler les archives, — de l'UNITA et du FLEC (Front de libération de l'Angola). Il interdit aux mercenaires hostiles au régime de Luanda de transiter par le Zaire et menace, en juin, d'expulser les cadres du P.N.L.A. qui s'y livrent à des activités politiques. Entre deux voyages à l'étranger, M. Roden Roberto réside à Kinshasa, où il vit depuis sa prime jeunesse. L'Angola soutient le Zaire d'argent, de matériel, de main-d'œuvre, de fournitures, de produits agricoles zairois cultivés sur les riches terres du Kivu. De plus, Pretoria, accordée de généreuses conditions de crédit, conjointement à l'Afrique du Sud et la Rhodésie (qui exporte sa viande) arrivent au sixième rang parmi les fournisseurs du Zaire, aux côtés de la Grande-Bretagne. Des ingénieurs et cadres sud-africains, employés par un groupe financier britannique, ont participé aux travaux de la Grande-Bretagne. Des ingénieurs et cadres sud-africains, employés par un groupe financier britannique, ont participé aux travaux de la Grande-Bretagne.

L'adage selon lequel « Pretoria nourrit ses voisins » se vérifie aussi à Kinshasa, où abondent les denrées sud-africaines : bananes, fruits, légumes. Leur abondance par avion est moins coûteuse que celle des produits agricoles zairois cultivés sur les riches terres du Kivu. De plus, Pretoria, accordée de généreuses conditions de crédit, conjointement à l'Afrique du Sud et la Rhodésie (qui exporte sa viande) arrivent au sixième rang parmi les fournisseurs du Zaire, aux côtés de la Grande-Bretagne. Des ingénieurs et cadres sud-africains, employés par un groupe financier britannique, ont participé aux travaux de la Grande-Bretagne.

On méditait sud-africain figurait dans la mission médicale, venue au Zaire étudier le mystérieux virus qui l'automne, fit plusieurs centaines de victimes dans la région de l'équateur. Une coopération multiforme s'est donc développée entre Kinshasa et Luanda. Aucun rapprochement n'est cependant intervenu. L'Angola, s'il souhaite bien entendu l'application de la règle de la majorité, n'a toutefois reconnu aux communistes de M. Vorster le titre d'Afrique du Sud, et il faut dire, il le reconnaît, pour leur sécurité, leur nationalité, leur authenticité.

Il se montre plus sévère pour les colonies rebelles de Rhodésie, selon lui, « la guerre est absolument inévitable ». Mais, là encore, il incline en faveur du respect des droits de la minorité blanche au sein du futur Etat. Le Zaire n'appartient pas au groupe des cinq pays dits de « première ligne » (Angola, Botswana, Mozambique, Zambie et Tansanie), affectés au premier chef par l'évolution politique en Rhodésie. Toutefois, le président Mobutu n'a pas été tenu à l'écart de la parole diplomatique en commun. C'est même par le truchement de M. Kissinger qu'il a été indirectement associé à la négociation. En villégiature à Lausanne, il a reçu, au début de novembre, les chefs des délégations noires à la conférence de Genève. « L'Afrique, assure-t-il, ne peut rester les bras croisés. » C'est sur la question rhodésienne que le Zaire manifeste la plus grande intransigence.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

République Sud-Africaine

Deux Africains ont été tués par la police dans la nuit de lundi à mardi 28 décembre à Langa, cité noire proche du Cap. D'autre part, bilan définitif des affrontements entre Africain à Nyanza et Guguletu (le Monde du 28 décembre) s'élève à vingt-quatre morts. — (A.F.P.)

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

L'échange de Zurich

Commentant la libération, le samedi 18 décembre, par l'aéroport de Zurich, du contestataire soviétique Vladimir Boukovski, le secrétaire général du parti communiste chilien Luis Corvalan, les hebdomadaires soulignent plus particulièrement l'attitude des responsables soviétiques. En acceptant un tel « troc », notent les observateurs, les dirigeants soviétiques reconnaissent une certaine similitude entre la répression politique qui s'exerce dans leur pays et celle qui a cours au Chili. Le jugement sévère porté par le parti communiste français sur le « marché d'esclaves » fait écrire à Georges Mamy, dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR : « La note la plus neuve, c'est que si la grande nouveauté, c'est la prise en compte, même si la monotonie de cette trop longue histoire s'aggrave, c'est que les valeurs blanches et de démons sceptiques : maintenant le parti de Georges Marchais ne peut plus se vanter d'être le seul à défendre la liberté libérale (en U.R.S.S.), il n'y a pas socialisme. »

Pour André Lesueur, dans VALEURS ACTUELLES, cette démarche s'explique à la « coopération » que dénoncent périodiquement les gauchistes. « Tout ce qui, dans le passé, pourrait embrasser le P.C., ajoute-t-il, est désormais exploité par lui au service de la nouvelle ligne, laquelle se caractérise par un extraordinaire effort d'indépendance envers l'U.R.S.S. »

L'ETINCILLE, hebdomadaire de l'Organisation communiste des travailleurs (O.C.T.), assure que « les militants ouvriers du P.C.F. et tous ceux qu'ils influencent, surtout les jeunes, croient sans doute de plus en plus mal le décalage entre les professions de foi sur les libertés et la pratique quotidienne du P.C.F. dans les luttes, où le blocage bureaucratique, le sectarisme, le non-respect de la démocratie ouvrière, comme vient encore de le confirmer l'issue de la grève de la presse et du labour, écarteront de plus en plus de travailleurs ». L'échange Boukovski-Corvalan donne l'occasion à l'hebdomadaire INFORMATION OUVRIERE d'indiquer que « le socialisme signifie la marche progressive vers l'égalité ». L'hebdomadaire poursuit : « En U.R.S.S. et dans les pays où l'impérialisme a été exproprié, la bureaucratie a réalisé, amplifié, développé sans cesse la concentration des richesses, des camps et des hôpitaux psychiatriques, cela pour préserver les positions des privilégiés contre la masse des ouvriers, des paysans et des intellectuels. »

CORRESPONDANCE

D'accord avec Marchais

Mme Ivana Tigris, secrétaire du comité Entr'aide d'Action pour la défense des droits de l'homme (72, rue de l'Abbaye, 77 850 Hérisy), nous écrit : « Chacun peut s'interroger sur la présence ou l'absence d'une personnalité dans l'histoire de Vladimir Boukovski contre Luis Corvalan. En effet, un certain nombre de personnalités en France et à l'étranger ont refusé de signer les télégrammes dans lesquels le comité Entr'aide et action priait le secrétaire général des Nations unies d'intervenir à la suite de la proposition chilienne, seule l'acceptation de celle-ci par le gouvernement soviétique aurait pu prouver que l'offre n'était pas qu'une manœuvre de propagande de la part de Pinochet. L'opération a été un succès : deux vies ont été sauvées. Une organisation pour la défense des droits de l'homme doit continuer à travailler dans les mêmes conditions. »

Non à la légitimation du pire

Nous avons reçu de M. H. Langher, de Fontainebleau, la lettre suivante : « Boukovski et Corvalan sont libres. Réjoignons-nous ! Mais les conditions de leur libération ne laissent pas d'être inquiétantes pour l'avenir. Cette transaction n'est-elle pas, en effet, la légitimation du chantage que des régimes oppresseurs de signes contraires peuvent exercer les uns sur les autres ? N'implique-t-elle pas que, désormais, les droits de l'homme sont de simples marchandises ? Je regrette de devoir vous écrire qu'il me paraît que la presse libre est tombée dans un piège. Cet affreux marchandage est la négation même des droits de l'homme, qui ne se marchandent pas. Corvalan, qui a refusé, d'abord, la transaction, a dû le reconnaître. Que peuvent attendre, désormais, les prisonniers politiques sans notoriété internationale et, dès lors, sans valeur d'échange ? Pis encore : que peuvent, désormais, attendre les prisonniers politiques étrangers au pays où ils sont détenus, puisqu'ils ne jouissent même pas de la protection de leur propre gouvernement ? Tel est, par exemple, le cas de Antonio Lillo-Mengus, — prêtre espagnol, arrêté le 1^{er} octobre 1974 à Santiago, torturé, enfermé au camp de Tres Alamos, où il a essuyé des emmenés sans plus laisser de trace. Qu'a fait le gouvernement espagnol pour son ressortissant ? N'est-ce pas la première obligation des diplomates de défendre les droits de l'homme de leurs concitoyens à l'étranger — indépendamment de leurs opinions politiques ? Mais, à l'époque, le régime franquiste était moins oppressif que celui du général Pinochet. Les deux oppressions se justifiaient mutuellement, elles pouvaient toutes deux avoir la conscience tranquille. Il faut dire non à cette légitimation du pire. Il faut réaffirmer que les droits de l'homme sont un absolu. La justice est un droit ; elle n'est pas une marchandise. »

A travers le monde

Italie

LE GENERAL GIUSEPPE ALOJA, ancien chef d'état-major, a été inculpé d'escroquerie pour un montant de 3 milliards de lire. Il est poursuivi pour avoir occupé en 1970-1971 les fonctions de président d'une société fictive mise en place dans le seul but de s'approprier l'argent d'industriels et de financiers italiens. — (A.F.P.)

Rhodésie

LE FERE PAUL EGLI, missionnaire suisse emprisonné depuis un mois à Gwelo (le Monde du 1^{er} décembre), a été libéré par la police rhodésienne, mais il sera jugé le 10 janvier. Les autorités rhodésiennes lui reprochent d'avoir aidé des maquisards. — (Reuter.)

Sénégal

LE PRESIDENT SENGHOR a ouvert, lundi 27 décembre, à Dakar, le congrès extraordinaire de l'Union progressiste sénégalaise (U.P.S.), le parti gouvernemental, en présence de mille six cents délégués. Au cours de ces assises, qui durent trois jours, l'U.P.S. doit se transformer en « parti socialiste ». — (A.F.P.)

Zambie

LUSAKA EXPULSE

S REPRÉSENTANTS DE L'UNITA

Lusaka (A.P. Reuter). Le gouvernement zambien a interdit à l'UNITA (Union pour l'indépendance de l'Angola) d'utiliser son territoire comme base de départ pour ses opérations militaires contre le régime de Luanda et demandé aux représentants de ce mouvement de quitter le pays, a annoncé M. Mulner, ministre des affaires étrangères, le 27 décembre, par le Times of Zambia.

Cette décision, explique M. Mulner, a été prise « conformément à la charte de l'Organisation de l'unité africaine » qui interdit aux Etats membres d'accorder asile à des mouvements combattant le gouvernement légal d'un autre membre de l'O.U.A.

Pendant la guerre civile angolaise, le gouvernement zambien avait été un des plus chauds partisans de l'UNITA, en raison surtout de la haine que lui inspiraient les interventions soviétiques et cubaines aux côtés de M. F.L.A. Le président Banda proclamait le droit de la coalition UNITA-F.N.L.A. à se servir des armes américaines puisque le M.F.L.A. était armé par l'Union soviétique. La Zambie avait été, le 16 avril 1976, l'un des premiers pays à reconnaître le nouveau régime angolais. Ne combat pas l'Union soviétique, la Zambie avait été, le 16 avril 1976, l'un des premiers pays à reconnaître le nouveau régime angolais. Ne combat pas l'Union soviétique, la Zambie avait été, le 16 avril 1976, l'un des premiers pays à reconnaître le nouveau régime angolais.

En septembre, la Zambie et l'Angola sont convenus d'échanger des ambassadeurs et de mettre sur pied une commission mixte chargée d'apaiser les tensions. Depuis quelques semaines, des milliers d'Angolais ont fui les combats qui se déroulent dans le sud de leur pays et se sont réfugiés en Zambie, selon Lusaka, il seraient actuellement au nombre de seize mille.

Une intransigence verbale envers l'Afrique australe

Pourtant, nul ne cherche à attirer l'attention sur ces querelles de voisinage. L'heure est plutôt, de part et d'autre, à la patience. « Le travail des commissions continues. Nous ne devons pas nous attendre à des résultats immédiats », déclarait, en novembre, M. Lopo do Nascimento, chef du gouvernement angolais. On se garde bien à Kinshasa d'afficher des sentiments hostiles envers le régime de Luanda. Le Zaire qui, au début de 1976, avait refusé l'admission de l'Angola à l'O.U.A., ne s'est pas opposé, en novembre, à son entrée aux Nations unies. Certes, les relations bilatérales restent — et resteront longtemps — nourries d'une méfiance qui entretient un désaccord idéologique profond. Mais ces deux grands africains, avec leurs 3 400 kilomètres de frontières communes, doivent

12 millions d'utilisateurs : il y a de bonnes raisons

Les Mini-Sharp vous en donnent plus

EUROPE

Après le débat sur « l'Aveu »

La controverse qui s'est instaurée autour de l'émission des « Dossiers de l'écran » consacrée le 14 décembre au film « l'Aveu » sur Antenne 2 a déjà fait l'objet de plusieurs « Libres opinions », notamment celles de Jacques Sternberg

POINT DE VUE

Les origines économiques de l'oppression

par J.-H. BRUNN (*)

J. PELIKAN et quelques rares voix après lui ont posé la question essentielle : comment se fait-il que les tares dénoncées par le film « l'Aveu », loin d'être spécifiques du régime instauré par Staline, se retrouvent dans tous les pays se réclamant du socialisme, même dans ceux qui jouissent d'une indépendance totale ou partielle à l'égard de l'U.R.S.S., tels que la Chine ou Cuba ? Un phénomène si général existerait-il quelque loi historique, économique ou sociale ?

Aucune réponse valable n'a été fournie, car les circonstances historiques, d'ailleurs fort diverses, ne peuvent expliquer la généralité, la répétition de ces déviations. Surtout aucun effort n'est fait pour analyser le phénomène selon la méthode marxiste, c'est-à-dire en recherchant dans les « infrastructures » économiques, dans les rapports de production, l'origine des « superstructures » juridiques et politiques de la société. N'est-il pas étrange qu'une méthode d'analyse qui correspond à l'un des principes essentiels du marxisme ne soit jamais appliquée aux fondements des régimes qui se réclament du socialisme ? Tout se passe comme si les marxistes craignaient que, en procédant sans réticence à cette analyse, ils ne soient conduits à s'avouer l'échec de l'idéologie socialiste à laquelle ils veulent rester attachés. Cet aveu qu'on refuse, est évidemment volontairement relégué du même état d'esprit que l'« ignorance » dans laquelle s'enferment obstinément les Knapas.

Les relations entre l'économie et la politique n'ont rien de mystérieux et l'histoire montre assez qu'elles sont totalement contraignantes. Marx avait parfaitement mis en évidence les liens existant entre l'économie libérale capitaliste et la démocratie qu'il qualifiait de bourgeoise, mais dont, avec raison, il usait au maximum. La libre expression des préférences opposées, des désaccords et des contradictions, la libre circulation des informations, des marchandises et des hommes, la liberté d'association ou de groupement, tout partie intégrante et nécessaire du système qui est fondé sur la concurrence, sur l'ajustement réciproque de l'offre et de la demande, sur la liberté de l'initiative économique. Une certaine représentation des catégories sociales participant à la production et aux échanges y est évidemment nécessaire.

Marx ne pouvait procéder à une analyse semblable en ce qui concerne la société socialiste, puisque celle-ci n'existait pas encore et que, fidèle à son attitude scientifique, il se refusait à l'imaginer ou à la décrire. Mais, après plus de cinquante ans d'histoire, cette analyse est aujourd'hui possible et ses résultats sont, hélas, d'une limpidité telle, au point qu'on s'étonne que Marx ne les ait point prévus.

Union soviétique

L'agence Tass et la « Pravda » critiquent vivement la presse française

Moscou (A.F.P.). — La Pravda, dimanche 26 décembre et l'agence Tass lundi, ont publié deux commentaires sur la presse française accusée d'ignorer la déclaration du monde sous la pression des autorités pour avoir dénoncé les machinations des monopoles pétroliers.

Tass écrit que « les monopoles de presse se servent du chantage des journalistes pour faire pression sur leurs collègues qui ont été traités ».

Dans un autre commentaire, Tass accuse lundi « la majorité des pays occidentaux » de « légitimer la discrimination » dans le domaine politique au moyen de « peines sévères prises pour les activités contraires aux intérêts et à la politique des milieux dirigeants ».

C'est notamment les Etats-Unis, l'Italie et la République fédérale d'Allemagne, l'agence dénonce la législation qui y est pratiquée. « Les hommes d'Etat des « droits démocratiques », sacrés, mais en même temps répression et persécution, de temps à autre la liquidation physique des millions de personnes », écrit encore Tass.

« La presse française a ses problèmes, mais ce n'est évidemment pas à la presse soviétique qu'elle doit en prendre pour exemple, n'a-t-elle pas toujours été informée des tentatives d'échange Soviétique-Corvina — qu'il revient de donner des leçons d'objectivité », rappelle encore Tass, qui se réfère à Philippe Simonnot de « Monde » n'a rien à voir avec une quelconque « pression des autorités ».

« M. Fedor Souryavov, président du présidium du Soviet suprême de la République de Biélorussie et vice-président du présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S. (Parlement), est mort, dimanche 26 décembre, dans un accident de voiture à l'âge de soixante-cinq ans, annonce l'agence Tass. — (A.F.P.) »

et de Mgr Riobé (« le Monde » daté 19-20 décembre). Ces prises de position ont, à leur tour, suscité de nouvelles réactions. Pour clore le débat, nous publions ici quelques extraits des lettres reçues de nos lecteurs et un « point de vue » portant sur le fond de la discussion.

LES PRINCIPAUX CHEFS DE LA POLICE ONT ÉTÉ REMPLACÉS

Madrid (A.F.P., U.P.I., Reuters). — Les chefs de la sûreté nationale espagnole, de la garde civile et de la police d'intervention ont été remplacés par décret royal publié lundi 27 décembre au Journal officiel. Ces mutations font suite à la manifestation revendicative des fonctionnaires chargés après maintien de l'ordre, qui avait eu lieu le 17 décembre devant le ministère de l'Intérieur (le Monde des 19 et 20 décembre).

M. Mariano Nicolas Garcia remplace M. Emilio Rodriguez Roman à la sûreté nationale. Le général Dams, Frère devient chef de la garde civile, fonction précédemment occupée par le général Antonio Campaño et le général José Tinto de Lara succède au général Ricardo Aguilar Carmona à la direction de la police d'intervention. USA

Pays-Bas

L'AFFAIRE MENTEN

Une commission d'enquête néerlandaise se rendra en U.R.S.S. en février

Amsterdam (A.F.P., A.P., Reuters). — Le collectionneur Pieter Nicolaas Menten, arrêté le 22 décembre après avoir été expulsé de Suisse (le Monde du 23 décembre), a été présenté lundi 27 décembre au procureur de la reine, qui a ordonné sa détention pour six jours. Le tribunal d'Amsterdam se prononcera ensuite sur la détention provisoire, qui ne pourra pas excéder quatre-vingt-dix jours.

Menten, qui est soupçonné d'avoir participé au massacre de plusieurs centaines de juifs polonais en Galicie en 1941, nie en bloc toutes les accusations. Son défenseur, M. Bernard Simon, a demandé l'autorisation d'accompagner les représentants de la justice néerlandaise qui vont enquêter en février en U.R.S.S.

L'engrenage

M. Robert Simon, ancien journaliste, répond à Jacques Sternberg. Il écrit :

Sternberg donne à entendre que nous avons nécessairement renoncé à nos principes, nous n'avons pas été prêts à faire preuve, notre égard, de sentiments humains et de soutien.

Le système ne permettait pas de tels écarts. On alors il était clair que le régime militaire, est allé retrouver, à la prison de Karadion, ceux dont il fut le porteur. Lors du récent enterrement du policier Mallios, il avait prononcé un discours incendiaire qui prévoyait des violences dont seraient victimes des journalistes grecs. Le rigueur des poursuites engagées contre lui constitue un sévère avertissement adressé par les autorités aux divers pêcheurs en eau trouble, car, tout comme en décembre 1975, les Grecs flottaient l'année dans le climat trouble créé par des meurtres.

Le 23 décembre 1975, Richard Welch, conseiller à l'ambassade des Etats-Unis en Grèce et chef de la C.I.A. dans ce pays, était en Grèce à la villa de Psychico. Le meurtre fut revendiqué par une organisation terroriste se réclamant de la gauche et s'intitulant « 17 Novembre » (1). Une gigantesque chasse à l'homme menée par la police grecque, mais aussi par plusieurs services secrets, soucieux de dégarer leurs responsabilités, ne donna aucun résultat, et les meurtriers ne furent même pas identifiés.

Le 14 décembre dernier, le policier Evangelos Mallios, accusé d'avoir torturé des opposants à la dictature et qui devait prochainement passer en jugement, était tué devant son domicile, au lieu Phalère. Ce meurtre fut également revendiqué par « 17 Novembre ».

Une nouvelle chasse à l'homme n'a pas, pour le moment, donné de résultat, mais celle-ci suit l'assassinat de Richard Welch.

Les experts ont établi que dans les deux cas l'arme utilisée était un colt 45 et que les lettres par lesquelles « 17 Novembre » revendiquait ces exécutions ont été dactylographiées sur la même machine. Ces indices rendent perplexes les enquêteurs, qui pen-

A la suite de la manifestation du 17 décembre

LES PRINCIPAUX CHEFS DE LA POLICE ONT ÉTÉ REMPLACÉS

Madrid (A.F.P., U.P.I., Reuters). — Les chefs de la sûreté nationale espagnole, de la garde civile et de la police d'intervention ont été remplacés par décret royal publié lundi 27 décembre au Journal officiel. Ces mutations font suite à la manifestation revendicative des fonctionnaires chargés après maintien de l'ordre, qui avait eu lieu le 17 décembre devant le ministère de l'Intérieur (le Monde des 19 et 20 décembre).

Pays-Bas

L'AFFAIRE MENTEN

Une commission d'enquête néerlandaise se rendra en U.R.S.S. en février

Amsterdam (A.F.P., A.P., Reuters). — Le collectionneur Pieter Nicolaas Menten, arrêté le 22 décembre après avoir été expulsé de Suisse (le Monde du 23 décembre), a été présenté lundi 27 décembre au procureur de la reine, qui a ordonné sa détention pour six jours. Le tribunal d'Amsterdam se prononcera ensuite sur la détention provisoire, qui ne pourra pas excéder quatre-vingt-dix jours.

Menten, qui est soupçonné d'avoir participé au massacre de plusieurs centaines de juifs polonais en Galicie en 1941, nie en bloc toutes les accusations. Son défenseur, M. Bernard Simon, a demandé l'autorisation d'accompagner les représentants de la justice néerlandaise qui vont enquêter en février en U.R.S.S.

D'autre part, un ancien SS néerlandais, M. Lambertus Loven, arrêté le 22 décembre, qui vient d'être condamné à quatre ans de travaux forcés pour le meurtre de cent détenus juifs polonais dans le camp Bobrovsk, en Biélorussie, entre 1942 et 1943, a fait appel.

Grèce

Le meurtre du policier Mallios crée un climat d'inquiétude à Athènes

De notre correspondant

Athènes. — M. Georges Théodorakis, ancien ministre et théoricien du régime militaire, est allé retrouver, à la prison de Karadion, ceux dont il fut le porteur. Lors du récent enterrement du policier Mallios, il avait prononcé un discours incendiaire qui prévoyait des violences dont seraient victimes des journalistes grecs. Le rigueur des poursuites engagées contre lui constitue un sévère avertissement adressé par les autorités aux divers pêcheurs en eau trouble, car, tout comme en décembre 1975, les Grecs flottaient l'année dans le climat trouble créé par des meurtres.

Le 23 décembre 1975, Richard Welch, conseiller à l'ambassade des Etats-Unis en Grèce et chef de la C.I.A. dans ce pays, était en Grèce à la villa de Psychico. Le meurtre fut revendiqué par une organisation terroriste se réclamant de la gauche et s'intitulant « 17 Novembre » (1). Une gigantesque chasse à l'homme menée par la police grecque, mais aussi par plusieurs services secrets, soucieux de dégarer leurs responsabilités, ne donna aucun résultat, et les meurtriers ne furent même pas identifiés.

Le 14 décembre dernier, le policier Evangelos Mallios, accusé d'avoir torturé des opposants à la dictature et qui devait prochainement passer en jugement, était tué devant son domicile, au lieu Phalère. Ce meurtre fut également revendiqué par « 17 Novembre ».

Une nouvelle chasse à l'homme n'a pas, pour le moment, donné de résultat, mais celle-ci suit l'assassinat de Richard Welch.

Les experts ont établi que dans les deux cas l'arme utilisée était un colt 45 et que les lettres par lesquelles « 17 Novembre » revendiquait ces exécutions ont été dactylographiées sur la même machine. Ces indices rendent perplexes les enquêteurs, qui pen-

saient que Richard Welch avait été victime d'un règlement de comptes entre services secrets, mais que Mallios a été tué pour avoir torturé des résistants à la dictature. Ces dernières années, des groupes terroristes communistes, qui n'ont aucun contact avec les gauchistes grecs, se sont manifestés à Athènes. Mais si ces terroristes peuvent avoir été mêlés à l'assassinat de Richard Welch, que viendrait-il leur faire dans celui de Mallios ?

Lois de réclamer le problème se complique après la publication, dans Libération (24 décembre), d'un document signé de l'organisation d'extrême gauche « 17 Novembre », qui revendique la responsabilité de l'assassinat de Richard Welch. Au même moment, une correspondance d'Athènes au Washington Post présentait cette organisation comme liée à des activistes grecs d'extrême droite et à des Chypriotes membres de l'E.O.K.A. Il semble que ceux qui ont décidé, organisé et fait exécuter le meurtre de Welch et de Mallios sont également maîtres dans l'art de brouiller les cartes et les pistes.

Pour sa part, le gouvernement fait preuve de réserve mais aussi de vigilance. Il suit à quel point se développent les activités des nostalgiques de la dictature ou de la monarchie qui essaient de s'organiser et de créer un climat de trouble et d'agitation. Il agit également à quel point se développent les menaces dans leurs villages, et qui ne cachent pas leur hostilité à M. Caramanlis depuis des semaines.

MARC MARCEAU.

Espagne

Le parti communiste ne croit pas à la libération prochaine de M. Carrillo

Madrid (A.F.P., Reuters). — Le parti communiste espagnol dément, dans un communiqué diffusé lundi 27 décembre, la prochaine libération de M. Carrillo et des sept autres membres du comité exécutif arrêtés le 22 décembre. « De tels bruits ont pour seul objet de démolir l'opinion publique espagnole et internationale », estime le P.C.E. Cette déclaration, contraindre les propos de M. Joaquín Ruiz-Giménez, président de la Gauche démocratique (démocratie chrétienne), avocat de M. Carrillo, qui affirmait lundi au micro de France-Inter que son client pourrait être libéré « d'ici deux à trois jours ». M. Ruiz-Giménez avait invoqué devant le juge d'instruction le président de la mise en liberté, le 21 novembre (le Monde du 22 novembre), de Gregorio Lopez Ramirez, secrétaire général du parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C., communiste), qui était inculpé du même délit (« association illicite à titre de dirigeant ») que M. Carrillo, et qui a été libéré en liberté provisoire.

M. Carrillo a rédigé l'appel remis lundi au juge d'instruction par ses avocats. Le secrétaire général du P.C.E. réclame la libération immédiate de son parti et regrette que l'on puisse accuser celui-ci d'être « soumis à une discipline inhumaine » et de prêter un régime totalitaire. M. Carrillo a, d'autre part, révisé que, durant son séjour à la direction de la sûreté, peu après son arrestation, le choc lui avait été proposé soit d'être expulsé, soit

d'être traduit devant un tribunal d'ordre public. Il a choisi « sans hésiter » la deuxième solution, car, estime-t-il, « ni le parti ni moi-même ne sommes clandestins ».

Plusieurs actions criminelles, dont une devant la cour de justice militaire, ont également été intentées contre M. Carrillo par des personnalités d'extrême droite pour des faits remontant à la guerre civile. Le colonel José Antonio Suarez de la Dehesa, dont le père a trouvé la mort lors des exécutions de masse de Paracuellos-del-Jarama, près de Madrid en 1936 par les républicains, accuse M. Carrillo, qui, âgé de vingt et un ans, était alors membre de la junte républicaine chargée du maintien de l'ordre, d'y avoir participé. M. Ruiz-Giménez a déclaré à ce propos que M. Carrillo avait affirmé n'avoir eu aucune connaissance de ce massacre et qu'en tout état de cause les faits tombent sous le coup de la prescription.

L'arrestation et la détention de M. Carrillo continuent de soulever des protestations à travers le monde. La Fédération syndicale mondiale (dont le siège est à Prague) a adressé lundi un télégramme au roi Juan Carlos et à M. Adolfo Suarez, premier ministre, pour demander la libération du dirigeant communiste. L'association des juristes algériens a envoyé lundi un message à l'Association internationale des juristes démocrates, protestant contre l'arrestation de M. Carrillo et offrant de participer à la défense du secrétaire général du P.C.E.

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Paris

Plusieurs milliers de personnes ont participé lundi 27 décembre à la manifestation de la libération de M. Carrillo, convoquée par le P.C.P. et à laquelle étaient associés le P.S.U. et la ligue communiste révolutionnaire (trotskiste). Le cortège du P.C.P. — qui constituait l'essentiel de la manifestation — était notamment conduit par M. Séguin, membre du bureau politique, secrétaire général de la C.G.T., Pissonnier, Fiquet, membres du secrétariat, et Kanapa, membre du bureau politique.

L'avenue George-V étant barrée par les forces de l'ordre, les manifestants n'ont pu atteindre l'ambassade d'Espagne et ont tourné durant une heure autour du quartier par l'avenue Montaigne et la rue François-I^{er} jusqu'à la place d'Iéna où s'est tenue la manifestation. M. Kanapa a déclaré : « En France, la plupart des organes de la presse écrite et parlée font les plus grands efforts, depuis le début, pour tenter de

semer les illusions sur la sort réservée à Carrillo et de dénigrer la manifestation de la libération. » Il a invité à adresser des télégrammes au gouvernement espagnol et à multiplier les initiatives « pour faire triompher ces deux objectifs : liberté et libération ». Santiago Carrillo, libéré pour le P.C. d'Espagne.

Si une poignée, seulement de militants du P.S.U. étaient présents à la manifestation, le cortège de la ligue communiste révolutionnaire, qui suivait celui du P.C.P., groupait plusieurs centaines de personnes. Leur slogan : « Liberté pour tout le mouvement ouvrier ! » répondait à celui des communistes : « Le P.C.E. sera libre et légal ! »

Grèce

Le meurtre du policier Mallios crée un climat d'inquiétude à Athènes

De notre correspondant

Athènes. — M. Georges Théodorakis, ancien ministre et théoricien du régime militaire, est allé retrouver, à la prison de Karadion, ceux dont il fut le porteur. Lors du récent enterrement du policier Mallios, il avait prononcé un discours incendiaire qui prévoyait des violences dont seraient victimes des journalistes grecs. Le rigueur des poursuites engagées contre lui constitue un sévère avertissement adressé par les autorités aux divers pêcheurs en eau trouble, car, tout comme en décembre 1975, les Grecs flottaient l'année dans le climat trouble créé par des meurtres.

Le 23 décembre 1975, Richard Welch, conseiller à l'ambassade des Etats-Unis en Grèce et chef de la C.I.A. dans ce pays, était en Grèce à la villa de Psychico. Le meurtre fut revendiqué par une organisation terroriste se réclamant de la gauche et s'intitulant « 17 Novembre » (1). Une gigantesque chasse à l'homme menée par la police grecque, mais aussi par plusieurs services secrets, soucieux de dégarer leurs responsabilités, ne donna aucun résultat, et les meurtriers ne furent même pas identifiés.

Le 14 décembre dernier, le policier Evangelos Mallios, accusé d'avoir torturé des opposants à la dictature et qui devait prochainement passer en jugement, était tué devant son domicile, au lieu Phalère. Ce meurtre fut également revendiqué par « 17 Novembre ».

Une nouvelle chasse à l'homme n'a pas, pour le moment, donné de résultat, mais celle-ci suit l'assassinat de Richard Welch.

Les experts ont établi que dans les deux cas l'arme utilisée était un colt 45 et que les lettres par lesquelles « 17 Novembre » revendiquait ces exécutions ont été dactylographiées sur la même machine. Ces indices rendent perplexes les enquêteurs, qui pen-

saient que Richard Welch avait été victime d'un règlement de comptes entre services secrets, mais que Mallios a été tué pour avoir torturé des résistants à la dictature. Ces dernières années, des groupes terroristes communistes, qui n'ont aucun contact avec les gauchistes grecs, se sont manifestés à Athènes. Mais si ces terroristes peuvent avoir été mêlés à l'assassinat de Richard Welch, que viendrait-il leur faire dans celui de Mallios ?

Lois de réclamer le problème se complique après la publication, dans Libération (24 décembre), d'un document signé de l'organisation d'extrême gauche « 17 Novembre », qui revendique la responsabilité de l'assassinat de Richard Welch. Au même moment, une correspondance d'Athènes au Washington Post présentait cette organisation comme liée à des activistes grecs d'extrême droite et à des Chypriotes membres de l'E.O.K.A. Il semble que ceux qui ont décidé, organisé et fait exécuter le meurtre de Welch et de Mallios sont également maîtres dans l'art de brouiller les cartes et les pistes.

Pour sa part, le gouvernement fait preuve de réserve mais aussi de vigilance. Il suit à quel point se développent les activités des nostalgiques de la dictature ou de la monarchie qui essaient de s'organiser et de créer un climat de trouble et d'agitation. Il agit également à quel point se développent les menaces dans leurs villages, et qui ne cachent pas leur hostilité à M. Caramanlis depuis des semaines.

MARC MARCEAU.

Malte

M. ANTON BUTTIGIEG EST ÉLU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Anton Buttigieg a été élu, lundi 27 décembre, second président de la République de Malte par le Parlement, par 33 voix contre 21. Il succède à Sir Anthony Mamo, qui a pris sa retraite.

Juriste et poète

Né en 1912 dans l'île de Gozo, M. Anton Buttigieg a fait des études de droit à l'université de Malte. Après avoir été journaliste au Times de Malte de 1944 à 1948, il devient magistrat. Entré au Parlement en 1956, il a été président du parti travailliste de 1959 à 1967, puis leader adjoint. Délégué à la conférence constitutionnelle de Londres, il a été ministre des affaires étrangères de 1967 à 1974. M. Buttigieg était ministre de la justice dans le dernier gouvernement de M. Dom Mintoff.

Le nouveau président de la République est également un poète estimé, membre de l'Académie de langue maltaise. Il a publié plusieurs volumes de poésie, notamment Du balcon de ma jeunesse. Un roman dans le vent, Romans un peu.

Le prédécesseur de M. Buttigieg, Sir Anthony Mamo, soixante-huit ans, fut, en 1971, le premier gouverneur non britannique de Malte. Il était devenu président lorsque l'île avait accédé à l'indépendance, en décembre 1974. M. Mamo a démissionné conformément à la loi, qui prévoit que le président de la République doit être réélu pour une période de cinq ans. La dernière consultation a eu lieu le 18 septembre. Elle a été remportée par le parti travailliste de M. Mintoff.

Malte

M. ANTON BUTTIGIEG EST ÉLU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Anton Buttigieg a été élu, lundi 27 décembre, second président de la République de Malte par le Parlement, par 33 voix contre 21. Il succède à Sir Anthony Mamo, qui a pris sa retraite.

Juriste et poète

Né en 1912 dans l'île de Gozo, M. Anton Buttigieg a fait des études de droit à l'université de Malte. Après avoir été journaliste au Times de Malte de 1944 à 1948, il devient magistrat. Entré au Parlement en 1956, il a été président du parti travailliste de 1959 à 1967, puis leader adjoint. Délégué à la conférence constitutionnelle de Londres, il a été ministre des affaires étrangères de 1967 à 1974. M. Buttigieg était ministre de la justice dans le dernier gouvernement de M. Dom Mintoff.

Le nouveau président de la République est également un poète estimé, membre de l'Académie de langue maltaise. Il a publié plusieurs volumes de poésie, notamment Du balcon de ma jeunesse. Un roman dans le vent, Romans un peu.

Le prédécesseur de M. Buttigieg, Sir Anthony Mamo, soixante-huit ans, fut, en 1971, le premier gouverneur non britannique de Malte. Il était devenu président lorsque l'île avait accédé à l'indépendance, en décembre 1974. M. Mamo a démissionné conformément à la loi, qui prévoit que le président de la République doit être réélu pour une période de cinq ans. La dernière consultation a eu lieu le 18 septembre. Elle a été remportée par le parti travailliste de M. Mintoff.

Malte

M. ANTON BUTTIGIEG EST ÉLU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Anton Buttigieg a été élu, lundi 27 décembre, second président de la République de Malte par le Parlement, par 33 voix contre 21. Il succède à Sir Anthony Mamo, qui a pris sa retraite.

Juriste et poète

Né en 1912 dans l'île de Gozo, M. Anton Buttigieg a fait des études de droit à l'université de Malte. Après avoir été journaliste au Times de Malte de 1944 à 1948, il devient magistrat. Entré au Parlement en 1956, il a été président du parti travailliste de 1959 à 1967, puis leader adjoint. Délégué à la conférence constitutionnelle de Londres, il a été ministre des affaires étrangères de 1967 à 1974. M. Buttigieg était ministre de la justice dans le dernier gouvernement de M. Dom Mintoff.

Le nouveau président de la République est également un poète estimé, membre de l'Académie de langue maltaise. Il a publié plusieurs volumes de poésie, notamment Du balcon de ma jeunesse. Un roman dans le vent, Romans un peu.

Le prédécesseur de M. Buttigieg, Sir Anthony Mamo, soixante-huit ans, fut, en 1971, le premier gouverneur non britannique de Malte. Il était devenu président lorsque l'île avait accédé à l'indépendance, en décembre 1974. M. Mamo a démissionné conformément à la loi, qui prévoit que le président de la République doit être réélu pour une période de cinq ans. La dernière consultation a eu lieu le 18 septembre. Elle a été remportée par le parti travailliste de M. Mintoff.

Malte

M. ANTON BUTTIGIEG EST ÉLU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Anton Buttigieg a été élu, lundi 27 décembre, second président de la République de Malte par le Parlement, par 33 voix contre 21. Il succède à Sir Anthony Mamo, qui a pris sa retraite.

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

syndicats sont irrités par les déclarations du chancelier Schmidt

De notre correspondant

La déclaration du chancelier Schmidt, le 16 décembre, devant le Bundestag, et la nomination du nouveau gouvernement ont provoqué le mécontentement et l'irritation des syndicats. Le D.G.B. (Deutscher Gewerkschaftsbund), vient de publier une déclaration de principe en garde la coalition socialiste contre « les politiques qu'elle s'apprête à mettre en œuvre ». La déclaration gouvernementale, les syndicats n'ont rien qui puisse les satisfaire, par un hommage un peu trop à leur « modération » en sens des responsabilités. En désaccord avec les propositions de la coalition, l'assainissement de la politique économique et de l'assainissement de la politique sociale globale. Le premier point, ils constatent que la procédure d'élection présidentielle des cadres supérieurs aux conseils de surveillance des entreprises renforce le « patronat ». Le D.G.B. a accepté la loi votée au début de l'année, bien qu'elle n'ait pas une connotation vraiment positive, parce qu'elle constituait un pas vers la démocratisation de l'entreprise. Mais ils espèrent également recueillir les fruits des sacrifices qu'ils ont acceptés depuis quatre ans. La modération des revendications salariales, en 1976, a provoqué une redistribution du revenu national au profit des détenteurs de capitaux et au détriment des salariés. Le gouvernement a affirmé qu'une augmentation des bénéfices des entreprises était nécessaire aux investissements et à la création d'emplois. Les syndicats constatent que les bénéfices ont augmenté et que le chômage n'a pas diminué. Au contraire, les entrepreneurs ont tenté de réduire les salaires. Le gouvernement a déclaré qu'il n'est pas en mesure de ramener très bientôt le plein emploi, a déclaré M. Schmidt, on devra demander si elle est encore défendable comme système économique pour l'avenir. Les négociations salariales qui commenceront prochainement dans quelle mesure le D.G.B. est décidé à abandonner la ligne modérée suivie jusqu'à maintenant.

DANIEL VERNET.

RUK AUTORADIO

pour vos cadeaux de fin d'année

JTORADIO

au début d'occasion

de 50 francs

100 rue de Montesson (10°)
526-46-46/97-15

EDITIONS SOCIALES NOUVEAUTES

COLLECTION NOTRE TEMPS

ECOLE, FORMATION, CONTRADICTIONS

De la réforme Berthoin-Fouchet à la réforme Haby Monique Segré
1 volume 256 pages, 20 francs

POURQUOI NOUS PAYONS TROP D'IMPOTS

"De l'avis fiscal à l'impôt sécheresse"
Michel Redjah, Jean Rodrigue
1 volume 160 pages, 13 francs

NORD/PAS-DE-CALAIS : LES CAUSES DE L'ABSENTEISME FÉMININ

Avant-propos de Georges Ségué
1 volume 128 pages, 10 francs

COLLECTION NOTRE TEMPS / MONDE

LIBERTÉ D'OPINION... VERBOTEN

Les interdictions professionnelles en R.F.A.
Jacques Denis
1 volume 160 pages, 20 francs

SURVIVRE A NEW YORK

Maurice Goldring
1 volume 224 pages, 20 francs

HORS COLLECTION

PARTI PRIS (tome 1)

Georges Cogniot
1 volume 544 pages, 16 hors texte, 60 francs

COLLECTION LES CLASSIQUES DU PEUPLE "CRITIQUE"

LA ROSE ET L'UTOPIE

Jean-Charles Payen
1 volume 272 pages, 20 francs

En vente toutes librairies

L'ÉLECTION DU PARLEMENT DE STRASBOURG

De l'Europe des technocrates à l'Europe populaire

(Suite de la première page.)

M. Michel Debré n'avait pas, ainsi, demandé le 23 juillet 1957 au Conseil de la République (Documents parlementaires, Conseil de la République, 1957, page 1315, annexe n° 942) la session du Comité constitutionnel d'urgence en attendant qu'une révision constitutionnelle devait précéder la ratification des traités européens ?

En approuvant les traités, sans s'arrêter à cette objection, le Parlement a engagé définitivement la France. On ne peut, en effet, se prévaloir d'une disposition constitutionnelle, même postérieure, pour se décharger d'un traité sans faire retourner le droit international à la préhistoire ; et que penseraient les plus farouches adversaires de la supranationalité, de demain l'Allemagne fédérale, en arguant de cette disposition de sa loi fondamentale, prétendant se décharger des contraintes que font peser sur elle les accords de Paris ? Toute tentative pour repousser une querelle de supranationalité sur une question réglée par les traités de Rome apparaît comme un essai de renier l'engagement international accepté par la France en 1957. Or le principe de l'élection du Parlement européen au suffrage universel figure clairement parmi les principes acquis de cette date. L'article 138 du traité de la C.E.E. prévoit, en effet, que les députés européens sont désignés par les Parlements des Etats membres, mais l'Assemblée est invitée à établir des projets dont le conseil des ministres recommandera l'adoption aux Etats membres, en vue d'organiser leur élection au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les Etats membres.

En d'autres termes, en souscrivant à la convention de Rome et en la ratifiant, les Etats membres ont introduit dans leur droit le principe de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. Régulièrement adopté, ce principe fait partie intégrante du droit positif français. Le Conseil constitutionnel ne pourrait en juger autrement sans mettre en péril l'ensemble des engagements internationaux souscrits par la France dont chaque partie pourrait, à l'occasion, invoquer l'inconstitutionnalité et sans porter atteinte à l'article 55 de la Constitution, qui consacre la supériorité du traité sur la loi.

L'accord signé le 20 septembre 1976 relatif à l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct ne fait qu'appliquer un engagement international souscrit par la France en 1957. Il prévoit simplement la mise en œuvre d'une nouvelle modalité pour cette élection en substituant à la procédure jusqu'ici utilisée — la désignation par les Parlements — celle du suffrage universel prévu par la convention de 1957. Il modifie les modalités de mise en œuvre des principes initialement prévus. Il s'agit donc d'une modification de la loi de 1957, dont le Parlement doit autoriser la ratification, car les dispositions contenues dans l'accord du 20 septembre entraînent des modifications de nature législative et sont, subsidiairement, relatives à l'organisation internationale (Art. 53 de la Constitution) mais dont le principe adopté dès 1957 ne peut être remis en cause.

Salut d'un cas semblable, le Conseil constitutionnel a existentiellement franchi en ce sens le 19 juin 1970. Il a déclaré, dans cette affaire, que les traités du 25 mars 1957 « ont été régulièrement ratifiés et publiés et sont, dès lors, entrés dans le champ d'application de l'article 55 de la Constitution ». Par conséquent, une « mesure d'application » de ces dispositions, sous réserve de son approbation par la loi, « n'est pas en contradiction avec la Constitution ». Le juge constitutionnel a bien marqué dans cette affaire la volonté de respecter la primauté du droit international sur le droit interne. Le traité de Rome, régulièrement ratifié et publié, a définitivement inscrite dans notre droit le principe de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, seules ses

modalités sont en cause dans l'accord de 1976, le Conseil constitutionnel ne pourra qu'en reconnaître la constitutionnalité conformément au précédent de 1970.

Peut-on, au demeurant, ajouter qu'une telle élection correspond à la philosophie qui sous-tend la Constitution de 1958. Le général de Gaulle n'a pas voulu réserver aux seuls parlementaires l'exercice de la souveraineté nationale, il a souhaité permettre au peuple de l'exercer directement ; à l'élection directe des membres de l'Assemblée nationale s'est ajoutée celle du président de

la République depuis 1962 et la procédure du référendum pouvant aboutir à l'adoption directe par le corps électoral d'une loi ordinaire, organique ou même constitutionnelle. L'accord de 1976, conforme au traité de 1957, rend la parole au peuple pour la désignation des représentants au Parlement européen. Il est dans la droite ligne de la pensée gaulliste inscrite dans le texte constitutionnel de 1958.

Où, au demeurant, songerait à s'en plaindre ? Chaque citoyen français perçoit aujourd'hui dans sa vie quotidienne les conséquences de la

construction européenne tandis qu'il comprend de moins en moins le jargon technocratique de l'Europe à travers ces montants compensatoires, ou ce « serpent » monétaire qui n'en finit pas de se tortiller. L'élection du Parlement européen au suffrage universel obligera les nouveaux élus à s'impliquer et à faire comprendre le fonctionnement de l'Europe. Elle introduira une bouffée d'air pur dans la Communauté et permettra le passage d'une Europe technocratique à une Europe populaire.

CHARLES DEBRASCH.

Du bon usage du suffrage universel

(Suite de la première page.)

Il faut la même solidarité pour que s'exerce la règle de la démocratie qui est celle de la majorité. Une loi est votée au Parlement à une voix de majorité. Elle est la loi de tous. Un référendum est refusé, à quelques centaines de voix de différence. Le texte proposé n'a aucune valeur. Un président de la République est élu à 15 % de plus sur des millions et des millions d'électeurs. Il est le président de la République de tous. C'est le miracle de la solidarité qui permet la souveraineté nationale, laquelle ne peut être ni transférée, ni aliénée, ni partagée sans détruire, avec les plus graves risques pour la démocratie et pour la liberté.

Le suffrage universel est sans doute une technique de désignation et de décision. Mais c'est une technique dont la valeur morale vient de ce qu'il est le reflet d'un principe, qui se nomme souveraineté nationale. C'est pourquoi il ne faut pas jouer avec le suffrage universel — et en particulier il ne faut pas que les Français, dont la liberté comme le destin sont liés à la souveraineté de la France, seule garante de leurs droits, seule source de la légitimité du pouvoir, s'amusent à déraisonner avec le suffrage universel.

La société exige un jeu multiple d'autorités. Le suffrage universel, employé pour désigner ceux dont dépend le gouvernement et la législation de la nation, ne peut être écarté pour des raisons d'opportunité ou de responsabilité moindre. La République ordonne l'élection des édiles municipaux. A juste titre. Une élection communale ne met pas en danger la souveraineté nationale. La République a divisé la nation en départements dont la structure est telle qu'aucune des parties du territoire ne peut élever une souveraineté particulière : il s'agit vraiment d'une division administrative. Le représentant du pouvoir central assure la direction des affaires, mais le conseil général est élu par le suffrage universel. Créant des régions, le législateur a refusé de les ériger en collectivités territoriales. A juste titre. Les organes responsables eussent alors été désignés par le suffrage universel. On eût alors joué avec la souveraineté nationale en provoquant dans certaines parties de la France une démagogie aux « souverainetés locales » dont les querelles eussent affaibli voire brisé l'unité nationale, en un temps où cette unité, face aux compétitions de l'Europe et du monde, est plus nécessaire que jamais.

Voilà maintenant que l'on fait appel au suffrage universel pour une assemblée multinationale : l'Assemblée européenne chargée de contrôler la Commission économique qui siège à Bruxelles. L'article 13 du traité de Rome de 1957 que l'on veut appliquer a été rédigé par des hommes qui considéraient que les souverainetés nationales sont mortes et qu'il convient par la « supranationalité » de bâtir une souveraineté européenne. Dès lors, l'appel au

suffrage universel, dans leur idée, va de soi : il est l'expression de la légitimité du pouvoir qui doit commander cette Europe-là.

La thèse est artificielle. L'Europe est faite de nations, mais n'est pas une nation. Vouloir briser l'œuvre des siècles et celle des peuples, c'est provoquer un désarroi et peut-être un désastre, notamment pour nous autres, peuple de France.

Une loi votée par une majorité multinationale ne peut être appliquée à l'ensemble : des députés allemands et italiens ne peuvent légitimement imposer une règle aux Français ou aux Anglais, et réciproquement.

D'ailleurs, la majorité démocratique est elle-même impossible. Des écarts de population interdisent la proportionnalité. Tel petit pays dispose d'un député par cinquante mille habitants, tel grand pays d'un député par huit cent mille. Les petits Etats à l'avance se rebiffent et ne veulent pas qu'une majorité se fasse sans eux. Quelle décision peut, dans ces conditions, être légitime ?

On ne répétera jamais assez qu'employé à des fins politiques, le suffrage universel, pour assurer sa mission, doit être l'expression d'une solidarité profondément ressentie. Or cette absence de solidarité, on la sent à chaque pas. Le charbon allemand, le pétrole anglais sont-ils européens ? Non, le charbon allemand demeure allemand, et le pétrole anglais, bien anglais. La politique agricole commune a été acceptée par l'Allemagne en échange des chances de promotion industrielle et politique que lui donnaient les attributions limitées. Le raisonnement comme l'expérience démontrent cette affirmation qui est illusion et imposture. Lors de leur campagne électorale, les candidats parleront-ils droits de douane, contrôle budgétaire de la commission ? L'affirmer c'est se moquer du monde. L'Assemblée discutera-t-elle pendant des mois et des années commerce intracommunautaire, crédits de personnel ou de l'information ? L'affirmer, c'est se moquer du monde.

Le régime électoral, dit-on aussi, ne mettra pas en cause l'indivisibilité de la République, car des listes régionales seront exclues. Nouvelle imposture. Les listes nationales seront critiquées ainsi que la représentation proportionnelle. On dira qu'elles n'intéressent pas suffisamment l'électeur. On demandera des listes par province. Au surplus, nous avons accepté de nous lier à un régime

électoral unique qu'un jour une majorité antifrancophone nous imposera.

Bref, l'Assemblée multinationale européenne brise la souveraineté nationale à la fois en envahissant leur compétence aux Parlements nationaux et en menaçant la base unitaire de la nation. Le tout au nom d'une souveraineté européenne qui, faute de solidarité populaire, n'existe pas mais qui sera l'apparence juridique derrière laquelle des coalitions imposeront leur loi à la France.

Lorsque le suffrage universel est employé à désigner une autorité inefficace ou arbitraire, on alterne, en médisant de ce mode de désignation, le principe dont il est issu. Or, altérer la souveraineté nationale, c'est en France briser une longue et profonde évolution qui a assuré à la fois la liberté de l'homme et l'indépendance d'une nation, toujours menacée par ses partenaires.

La réalité est là. Il ne faut jamais l'oublier. La France est la seule qui refuse l'allègement de sa diplomatie, et de sa défense. Malgré bien des affaissements récents, malgré la menace terrible que fait peser notre endettement des dernières années, il est une affirmation qui demeure : celle de notre indépendance. Quels que soient le laisser-faire de certains ou les compromissions de quelques autres avec l'étranger, cette indépendance est au fond de l'âme d'un peuple qui n'oubliera jamais que « le charbonnier doit être maître chez lui », comme disaient les républicains de 1848, en instituant le suffrage universel — et la liberté.

Notre France moderne, où, par la décision du général de Gaulle de l'étendre aux femmes, le suffrage est désormais vraiment universel, ne pourra supporter longtemps le carcan où on veut l'enfermer. La souveraineté nationale reste la loi suprême et c'est une atteinte aux principes fondamentaux de la République que d'employer le suffrage universel, expression de cette souveraineté, pour la briser. Le combat contre le projet qui doit être présenté au Parlement, au printemps prochain, est vraiment le combat des républicains — pour le bon usage du suffrage universel, c'est-à-dire pour la République.

MICHEL DEBRÉ.

CAPELOU
TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT



DUCAL
EXPOSITION ET DEMONSTRATION
CAPELOU Distributeur
MAGASIN DE VENTE
37, Av. de la République
PARIS 10° - Métro PLOMBIER
Tél. 357.45.35 +

ENEZ A NEULLY ACHETER VOTRE CHAÎNE HI-FI "DOSSIER EN MAIN"

5 Dossiers inédits.

A Neully, 400 m² de Hi-Fi vous attendent. Toutes les réponses aux questions que vous vous posez sont là : les 32 pages des dossiers Quartz vous expliquent clairement comment bien choisir votre chaîne. Nous avons confronté sans pitié toutes les grandes marques dans des tableaux comparatifs inédits.

12 Chaînes cohérentes.

Ce travail considérable a donné naissance, après contrôle en laboratoire, aux 12 chaînes Quartz, les plus cohérentes de la saison 77. Aux prix les plus bas de Paris (à partir de 1.990 F). Venez les écouter tranquillement. Nous avons mis votre dossier (gratuit) de côté. Et le parking est facile.

QUARTZ

110, av. Charles-de-Gaulle
Neully (métro : Sablons)
39, av. Jules-Caumont, Marseille.

VOITURES D'EXPORTATION T.T.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda • Toutes marques étrangères
• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine • Toutes possibilités de crédit-leasing •
EXPO PERMANENTE DE 150 VÉHICULES DE 8 H A 19 H
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAX - 3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 +
Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

La fédération socialiste des Hauts-de-Seine accuse le P.C.F. d'« exigences excessives »

La fédération socialiste des Hauts-de-Seine a publié un communiqué dans lequel elle dresse le bilan des négociations engagées avec le P.C.F. à l'échelon départemental en vue des prochaines élections municipales. Les socialistes « constatent avec regret qu'après six mois de négociations aucun accord global ne peut encore être envisagé dans ce département ». Ils ajoutent « un désaccord important persiste avec la fédération du parti communiste en raison des exigences excessives sur le choix des têtes de liste dans plusieurs villes de plus ou de moins de trente mille habitants. Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle s'applique tout à la fois à des communes de plus de trente mille habitants où le maire sortant est socialiste — Cligny, Châtenay-Malabry — et à des villes où le parti socialiste peut légitimement prétendre représenter la majorité des électeurs de gauche. » Dans le cas particulier de

Cligny et de Châtenay-Malabry le principe démocratique de la continuité de gestion est donc remis en cause par le parti communiste, alors que nul ne peut prétendre que la population de ces communes ait retiré sa confiance à nos élus. (...) Le parti socialiste ne peut accepter de signer un accord dont le seul effet serait de diminuer son influence dans un département où il est l'unique formation de gauche à avoir progressé régulièrement.

● TOULON. — Les sections socialistes de Toulon ont indiqué qu'elles laisseront « au P.C.F. la responsabilité de la tête de liste » si le P.S. obtient « la meilleure parité possible entre le parti socialiste et le parti communiste par le nombre des conseillers et les responsabilités effectives, y compris le premier adjoint ».

Le vice-amiral Sanguinetti, gaulliste d'opposition, pourra conduire l'éventuelle liste d'union de la gauche à Toulon. Des contacts en ce sens ont été pris entre le P.C.F. et le vice-amiral. Mme Danièle de March, secrétaire du comité de ville du P.C.F., avait déclaré au début du mois : « Vouloir donner un rayonnement certain à cette liste, nous pensons à une personnalité locale qui porterait haut la question de l'indépendance nationale en tenant du bon sens gaullisme. »

● CLERMONT — FERRAND. — M. Roger Quilliot, maire et sénateur socialiste de Clermont-Ferrand, a indiqué que le P.S. pourrait présenter dans cette ville une liste sans le P.C. si les communistes continuent d'exiger 16 ou même 13 candidats sur les 43 que comptera l'éventuelle liste commune.

En 1912, il fallait 15 heures pour faire un Sheaffer. Depuis nous avons réussi à gagner 9 minutes.

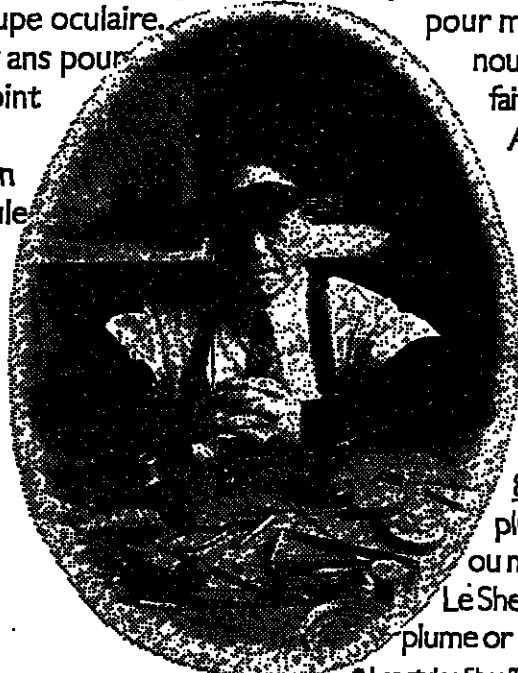
C'était en 1912, quelque part aux Etats-Unis. Les stylos Sheaffer, étaient assemblés entièrement à la main. La plume sertie à la loupe oculaire. Il fallait deux ans pour mettre au point un nouveau modèle, et on faisait le moule à la main.

En 1976, les stylos Sheaffer sont assemblés entièrement à la main. La plume est sertie à la loupe oculaire. Il faut deux ans pour mettre au point un nouveau modèle, et on fait le moule à la main.

Alors, voyez-vous, nous ne sommes pas peu fiers d'avoir tout de même réussi à gagner 9 minutes.

Gamme complète de 80 modèles, à plume, à bille, à mine ou marqueur. Le Sheaffer monté plume or : à partir de 125 F.

* Les stylos Sheaffer "point blanc" vendus en France sont garantis dans le monde entier.



SHEAFFER
SHEAFFER FOUNTAIN
SHEAFFER PENS CO. INC.

Sheaffer Information. Tél. 824.89.52 - 824.89.53

Servir l'Etat

II. — L'impossible et nécessaire réforme de l'ENA

par JEAN-RENE BERNARD

On nous envie l'ENA. Il ne faut pas s'en étonner. Le ciel que nous voyons n'existe pas. Ce n'est qu'un produit de l'espace et du temps. N'est-il pas rempli d'étoiles mortes qui brillent encore, alors que nos sens ne nous permettent pas d'apercevoir des astres qui ne se sont formés que récemment ?

L'Ecole d'administration, de même que la planification à la française, fait partie de ces mythes nés de la confusion de l'après-guerre, de ces remèdes mineurs à des bouleversements fondamentaux qu'une distanciation insuffisante conduit à prendre pour des changements considérables (« Le Monde » du 28 décembre).

Après les grandes épreuves, à l'heure des remises en question, notre premier réflexe consiste, d'une façon bien symptomatique, à réformer les modes de recrutement de l'administration : la fin de la guerre de 1910 avait vu la naissance de l'Ecole libre des sciences politiques. En 1945, la Libération entraîna la création de l'Ecole nationale d'administration (ENA).

Par un miracle incompréhensi-

ble et bénéfique, l'ENA s'installa dans un hôtel exigu de la rive gauche qui garde encore le charme désuet de la bourgeoisie. On y venait pour y rester. On y était déporté à Decazville ou à Mazamet, pour redonner vie à des régions épuisées et pour rapprocher ses élèves de réalités provinciales, par définition méconnues.

La rue des Saints-Pères, — qui nom prdestinait — a fourni depuis 1946 près de trente promotions à la République. Il doit bien y avoir actuellement en service un peu plus d'un million d'élèves. Se déplaçant avec une aisance merveilleuse dans la jungle molle qui entoure le pouvoir, ils ont réussi au-delà de toute espérance à coloniser l'administration et le monde politique, à telle enseigne que l'idée de donner la liste de leurs résumés les plus éblouissants paraîtrait dénuée de sens, sauf pour un charliste ou un bénéficiaire.

Il semble donc qu'il y ait, d'une façon certaine, quelque chose, un rapport de quel à service entre l'école et la société française. Est-il néanmoins souhaitable que la classe dominante soit recrutée essentiellement parmi les anciens élèves d'une seule école ? L'opposition elle-même semble de moins en moins. Seul le parti communiste échappe, semble-t-il, à cette contagion. Ce n'est pas bon signe pour lui. Sensibles au moindre rétrécissement annonciateur d'une éventuelle inflexion, les anciens élèves de l'Ecole semblent considérer que leur rôle consiste avant tout à promouvoir leur image, à « laisser les courbes ».

Et, en définitive, cette attitude est conforme à l'intérêt général. Il faut un moteur : ce sont les hommes, les hommes, les hommes : la race des porteurs de lumière semble en voie d'extinction. L'administration, au niveau que le décri, sans aménager, médiane, constitue une suspension du véhicule. C'est une fonction qui s'est utilisée lorsqu'on désire éviter les cahots.

On voit que les avantages qui résultent de l'utilisation d'un langage commun à ceux qui entourent le pouvoir. Quels sont, en revanche, les inconvénients de cette posture ? Les inconvénients sont les suivants : 1° la production d'une école que l'auteur d'un pamphlet faussement anonyme a décrite, avec plus de cruauté que d'exactitude, comme « une machine à fabriquer des fonctionnaires ». 2° la timidité, l'artificialité des grilles suivantes.

L'Ecole, tout d'abord, tue les vocations. On ne peut croire qu'un enfant, qu'un adolescent, désire être fonctionnaire. Il veut, plus concrètement, être pompier, gé-

ral, préfet, que sais-je encore ?... Ce qu'on appelle, un peu à tort, le hasard du classement fait qu'un jeune homme qui aurait été un excellent sous-préfet prendra le Conseil d'Etat parce qu'il peut y prétendre. En sens inverse, un de ses collègues au sang plus pauvre qui aurait pu devenir une étoile du contentieux administratif se révélera, pour des raisons exactement inverses, un déplorable fonctionnaire d'autorité.

Ce reproche est le plus grave qu'on puisse faire au système actuel. Un métier constitue pour un homme une part essentielle de sa vie. Que beaucoup d'élèves de l'Ecole fassent, sans joie, un métier autre que celui qu'ils auraient librement choisi constitue, à mes yeux, un sujet d'étonnement et même de scandale.

Une autre critique est plus répandue : l'Ecole est très largement un monopole des anciens élèves de l'Institut d'études politiques de Paris. Les inconvénients qui résultent de cet état de choses seraient essentiellement de deux ordres : le recrutement serait trop parisien ; il avancerait trop vite.

Cela est sans doute exact, quoique les mêmes remarques puissent être faites à propos de l'ensemble de notre système universitaire. Mais, est-ce la faute de l'ENA si, destinée à recruter certains éléments de la classe dirigeante, elle en recrute les valeurs fondamentales ?

Ma critique sera plus modeste, parce que plus technique. J'ai conscience qu'elle se situe à l'intérieur du système, mais mon propos n'est pas révolutionnaire. Il semble que, toute question éthique mise à part, l'ENA, en critiquant essentielles que l'on peut formuler à l'encontre du mode de recrutement tient à l'insuffisance de sa diversité : les fonctions de l'Etat sont multiples ; elles s'accroissent de jour en jour. Dans ces conditions, on doit regretter qu'aucun syndicaliste, aucun médecin, aucun homme d'affaires, aucun officier, n'entre en fonction de ses mérites propres.

On peut, dès lors, rêver à la réforme suivante, assez modeste ce semble, une certaine laïcité des fonctionnaires : nul, en effet, n'est obligé de servir l'Etat, mais chacun doit être libre de pouvoir le faire en toute tranquillité d'esprit, quelles que soient ses opinions personnelles.

Au surplus, la lenteur excessive avec laquelle la voie propre à chaque futur haut fonctionnaire se définit, trace, risque, quand on se souvient que l'Etat est le meilleur candidat. Chacun sait, en effet, que les pur-sang sont plus impatientes que les perchereaux. Mais peut-être avons-nous encore une trop bonne fonction publique et ce serait assurément à une façon insidieuse, mais certaine, de faire en sorte que, d'ici une vingtaine d'années, nul n'entende plus jamais parler d'elle. Certains peuvent dire que ce serait un bien. Je ne crois pas que ce soit exact. En effet, on ne connaît la valeur de ce que l'on possède que lorsqu'on l'a perdu.

ménagement sa suppression, et donc, d'une façon ou d'une autre, le retour aux anciens concours. On pourrait, dans cette optique, tenter de s'inspirer du fonctionnement de l'Ecole normale supérieure : il serait, en effet, possible de concevoir qu'une fois entrés à l'ENA les élèves y soient traités comme ceux de l'Ecole normale : ils continueraient de suivre le stage de perfectionnement d'ambassade qui est une bonne chose, puis seraient soumis à une scolarité de caractère très général complétée par des séminaires qu'ils choisiraient librement en fonction de leurs goûts et de leurs souhaits de spécialisation ultérieure — cette dernière formule se développe d'ailleurs actuellement.

Ces exercices ne devraient prendre qu'une certaine partie de leur temps et les aideraient à préparer à un certain nombre de concours propres à chaque ministère ou à chaque corps de l'Etat. Les élèves de l'ENA se présenteraient à ces concours comme les élèves de l'Ecole normale se présentent à l'agrégation, sans qu'il soit des lors évident qu'ils seraient reçus ou sans qu'il soit indispensable de passer par l'ENA pour s'y présenter.

Il est certes possible d'envisager, d'une façon abstraite, une modification aussi profonde. Elle paraîtrait sans doute de supprimer certains des maux dont souffre l'ENA.

Mais, ce résultat heureux ne pourrait être atteint qu'au prix d'une régression sociale : le rétablissement des anciens concours. On imagine mal qu'un gouvernement, quel qu'il soit, prenne la responsabilité d'un retour en arrière aussi radical.

Une autre formule, apparemment plus démocratique, a été avancée : elle consisterait à verser à leur sortie de l'ENA, tous les élèves dans un corps unique d'administrateurs, quittes à opérer entre eux quatre ou cinq ans plus tard une sélection définitive. Un tel système cumulatif, en réalité, de nombreux inconvénients : l'entrée réelle dans la vie serait beaucoup trop tardive. Par ailleurs, les risques de politisation, ou, à tout le moins, de favoritisme, seraient considérables. Or je persiste à croire que notre système administratif suppose, si l'on veut employer ce terme, une certaine laïcité des fonctionnaires : nul, en effet, n'est obligé de servir l'Etat, mais chacun doit être libre de pouvoir le faire en toute tranquillité d'esprit, quelles que soient ses opinions personnelles.

Au surplus, la lenteur excessive avec laquelle la voie propre à chaque futur haut fonctionnaire se définit, trace, risque, quand on se souvient que l'Etat est le meilleur candidat. Chacun sait, en effet, que les pur-sang sont plus impatientes que les perchereaux. Mais peut-être avons-nous encore une trop bonne fonction publique et ce serait assurément à une façon insidieuse, mais certaine, de faire en sorte que, d'ici une vingtaine d'années, nul n'entende plus jamais parler d'elle. Certains peuvent dire que ce serait un bien. Je ne crois pas que ce soit exact. En effet, on ne connaît la valeur de ce que l'on possède que lorsqu'on l'a perdu.

L'enseignement et le classement

En règle générale, l'enseignement dispensé à l'ENA ne laisse guère de bons souvenirs aux anciens élèves. Les stages constituent une institution utile, puisqu'ils permettent à des jeunes gens, en majorité parisiens, de découvrir la province ou l'étranger, par contre, la scolarité laisse le souvenir d'un morne bachotage.

Au surplus, le climat de l'Ecole est desséchant. On y acquiert des éléments de technique qui s'éloignent, hélas ! de plus en plus d'une culture générale, pourtant indispensable. Les élèves les plus sensibles y ressentent un peu l'impression que, comme l'auto-didacte décrié par Sartre dans la Nausee, ils s'instruisent par ordre alphabétique.

Il faut croire néanmoins que cet enseignement n'est pas indigeste à la réalité des choses, puisque ses bénéficiaires, lâchés dans un monde difficile, munis de quelques rudiments abstraits, savent y cheminer assez aisément. C'est que, si à l'Ecole on n'apprend pas à apprendre, on doit, par contre, deviner comment il convient de se comporter. Stendhal disait qu'il y a, au sein même, une façon de manger un œuf à la coque qui montre que l'on fait des progrès dans la voie de la sainteté. On peut considérer, assez arbitrairement, que la sainteté, après tout, est une carrière comme une autre. Mais, si jamais un élève de l'Ecole y accède, par hasard, ce serait probablement en empruntant les voies de saint François d'Assise.

A vrai dire, ce qu'on fait à l'Ecole n'a guère d'importance. Le détestable climat qui y règne est dû au concours de sortie qui imprime des altitudes de jugement dernier. Tout a été dit sur ce sujet. J'aurai le mauvais goût d'ajouter ceci : il y a peu d'erreurs dans ses concours en ce sens que, quelles que soient les épreuves — le classement opéré par le jury correspond très sensiblement, à une ou deux exceptions près par promotion, celui qui aurait opéré les élèves eux-mêmes. Une sorte de vérité objective se dégage donc sociologiquement, certaines copies — je veux dire certaines élèves — étant jugées plus ressemblantes que d'autres par leurs examinateurs.

Mais qui dit classement dit, bien évidemment, cristallisation des

différences constatées à un moment donné. De cette possibilité de comparaisons naît une cascade de complexes — de supériorité pour le « happy few », d'infériorité pour le plus grand nombre. Il ne suffit pas toujours d'être sorti dans ce qu'il est convenu d'appeler les grands corps, pour que cesse ce jeu odieux. Ainsi se forment, au sein des castes hindoues, des compartiments plus étanches que ceux qu'assurait le système des anciens concours, puisqu'un jeune sous-préfet n'aurait pas, à cette époque, de point de comparaison objectif avec un de ses camarades entré, par exemple, à l'Inspection des finances. Maintenant, au contraire, le jeu des comparaisons, figé une fois pour toutes, les enferme l'un et l'autre, pour l'éternité, dans des compartiments plus étanches que ceux qu'assurait le système des anciens concours, puisqu'un jeune sous-préfet n'aurait pas, à cette époque, de point de comparaison objectif avec un de ses camarades entré, par exemple, à l'Inspection des finances.

De ces comparaisons, certains ministères comme les finances, tirent, à juste titre, des motifs d'insatisfaction. La primauté, peut-être excessive, de la Rue de Rivoli n'a fait, depuis le début de la Cinquième République, que se renforcer au cours des années, sans doute, de la rapidité relative des carrières, des pouvoirs réels exercés dans certains directions à des âges encore tendres, enfin du sentiment naturel de supériorité propre à celui qui, plus proche de la caisse, est un peu mieux nourri que ses collègues.

Etait-il indispensable d'ajouter à ce faisceau de bonnettes et de moins bonnes raisons un argument supplémentaire ? D'ailleurs, ce qui est certes vertueux aux finances devient cercle vicieux dans d'autres administrations. La percée n'ayant pas été faite, les carrières y sont médiocres et l'éducation des Français, leur santé ou leur défense, semblent assez richement avoir peu d'attrait pour les élèves de l'ENA. Il y a néanmoins, considérées comme nobles, tels que les affaires étrangères qui, en règle générale, souffrent à la sortie de l'Ecole, d'une désaffection bizarre et injustifiée.

Des lors, que faire ? En vérité, les vices de l'ENA ne sont, pour une très large part, que l'ombre portée de ceux de l'administration tout entière. Un esprit systématique, qui verrait peut-être à juste titre — dans le concours de sortie la source de tous les maux dont souffre l'Ecole, prouverait sans

Ainsi les votes les plus radicaux qui s'offrent pour une modification de l'ENA paraissent difficilement réalisables ou même peu souhaitables. Néanmoins, la situation actuelle ne peut être considérée comme satisfaisante ; or c'est dans les domaines où les résultats d'une politique ne peuvent être évalués qu'à très long terme que réformer est l'attitude la plus indispensable et la plus urgente. Il faut à la fois conserver ce qui mérite de l'être, supprimer ce qui est mauvais, éliminer ce qui est excessif, mettre au point, enfin, des conceptions nouvelles mieux adaptées à l'esprit du temps. Tel est sans doute, en définitive, le véritable et courageux sens du vœu mot de réforme.

(*) Inspecteur des finances.

FIN

● Le conseil de l'ordre du Grand Orient de France précise qu'il n'existe « à l'heure actuelle » aucune procédure maçonnique contre M. Fajardie et Montanier, tous deux membres du P.S. M. Bernard Montanier a fondé, avec l'abbé Jean-François Six, prêtre de la Mission de France, la revue Eglise. Ce communiqué vise une information parue dans un quotidien du matin et dans un hebdomadaire, selon laquelle M. Montanier et Fajardie, tous les deux membres du G.O.D.F., étaient compris dans les nouvelles poursuites maçonniques engagées contre M. Fred Zeller, ancien grand-maître de l'obédience (le Monde daté 19-20 décembre).

● Les cabinets ministériels : le cent soixante-douzième numéro de ce bulletin, qui contient la liste des membres des cabinets de la présidence de la République, du gouvernement de M. Barre, du Sénat, de l'Assemblée nationale, du Conseil économique, du Conseil de Paris, ainsi que des préfetures de Paris, de la région parisienne et de police, est paru (37, rue du Louvre, 75002).

هكذا من الأمل

l'Etat
X MILLE ÉLÈVES EN MOINS DEPUIS 1966

LES RÉGIONS

Retour en Aquitaine

Pauvres écoles de Dordogne

ES bois de châtagniers par-
semés de résineux s'écar-
tent, et quelques maisons
raiment : Saint-Avit-de-
urd. Une petite école, une
e submerge campagne, une
seule école. Mais depuis la
de scolaire, seule la resta-
continue à maintenir un
ant d'animation dans ce
se aux hameaux dispersés.
les est close. A l'école, les
s sont basées. Fermée pour
de pluie d'hiver. Comme
à d'autres écoles à classe
se et huit autres classes
le département de la Dor-
e (1).

« Vingt-trois familles, il y a
sont, huit vont trois ans,
e l'an passé. Un seul enfant
cette année. La dépopula-
a. Le goût sec de l'arithmè-
e. Saint-Avit comptait
habitants en 1790, 160 en
il n'en a plus que 90 au-
rui. « Vingt-trois familles,
la plus part sont des
tés », nous dit M. Mar-
maire de la commune, qui
est, lui-même, son exploit-
depuis plusieurs années
l'indemnité viagère de
rt.

dix ans, les effectifs de
signement élémentaire et
colaire, en Dordogne, ont
mé de 6 800 élèves, soit une
de près de 15 %. De 1961
18, l'inspection académique
mé 119 écoles communales à
e unique et 70 classes
ameau, essayant seulement
scrières années de ralentir
sance. Ainsi, il y avait
e, l'an dernier, 31 écoles à
: unique de moins de
lèves, alors que le « seuil de
shure » avait été abaissé par
ministère de l'éducation, de
12 élèves (2).

Il y a eu cette année trois
soutenue-esse propositions de
tura d'école à classe unique
l'ensemble de la France (1)
e du 31 septembre.

En France, deux mille huit
soutenue-huit sur les quatre
deux cent quatre-vingt-dix
à classe unique, en 1975-
valaient moins de deux élèves,

brutales » dans les années 60,
sans souci d'une carte scolaire
vraiment équilibrée. Des régions
entières — le sud et le nord-
ouest du département, surtout —
sont maintenant dépourvues
d'infrastructure scolaire. Les cas
de ramassage ont remplacé les
écoles. Maintenant, on fait

Les « classes dispersées »

Pour ouvrir, en effet, des clas-
ses enfantines et maternelles
dans le département, et répon-
dre — partiellement — aux
besoins dans ce domaine, l'ins-
pection académique ferme
déormais chaque année davan-
tage de classes élémentaires que
l'administration en ouvre. Ce lui
supprime des postes. Le retard
dans l'enseignement pré-scolaire
reste toutefois important. En
1974-1975, les taux de scolarisa-
tion étaient, en Dordogne, de
15,3 % pour les enfants de deux
ans, de 55,6 % pour ceux de trois
ans, 82,5 % pour les quatre ans,
et 95,7 % pour les cinq ans. La
même année, les pourcentages
pour la France entière étaient de
24,7 %, 74,4 %, 94,4 % et 99,5 %.

Dans d'autres départements,
on lutte contre les fermetures
d'écoles par un système de
regroupements pédagogiques, ou
« classes dispersées » : les
communes d'un secteur garantissent
chacune une classe d'un niveau
donné (cours préparatoire, cours
élémentaire, cours moyen). C'est
l'occasion, bien souvent, de créer
une classe maternelle. En Dor-
dogne, il n'existe que quelques
regroupements de ce type, pour-
tant fortement encouragés par
le ministère. Le système se
heurte, ici, en effet, à un dou-
ble obstacle : les inspecteurs
départementaux de l'éducation
la traditionnelle classe unique,
même si elle doit continuer à
fonctionner dans un autre vil-
lage. D'autre part, bien des mal-
res craignent que cette coopé-
ration intercommunale ne soit un
premier pas vers une fusion
qu'ils redoutent. « Si les maires
s'accrochent, estime M. Yves

machine arrière. Les instruc-
tions de M. Poniatowski, avant
les dernières élections cantonales
— maintenir cette que coûte la
vie dans les villages, — poussent
l'administration dans un sens,
mais les nécessités budgétaires
de l'éducation nationale pou-
ssent en sens inverse.

Administration raisonnable,
municipalités prudentes : le
mouvement de dévitalisation va-
t-il ralentir ? En tout cas, les
protestations véhémentes sont
rares, et la révolte, il y a deux
ans, des parents des communes
d'Aubas et Les Farges, qui
avaient « occupé » l'inspection
académique et fait fonctionner
pendant un an une classe « sau-
vage » — obtenait ainsi le
poste souhaité — est exception-
nelle dans le département.

Dans l'enseignement second-
aire, les problèmes sont un peu
différents : la Dordogne reflète
bien la situation de nombreux
départements du sud de la
France. A l'inverse du nord et
de l'est industriels, l'infrastructure
scolaire du second degré a
toujours été développée. Faute
d'aller à la mine ou à l'usine,
on faisait et on fait encore plus
volontiers des études pour entrer
dans une administration. Il y a
à dans le département huit
lycéens, alors qu'il y a des éta-
blissements de second cycle ont été
fermés en 1971 et 1972, à Bel-
védère et Mussidan. Le lycée d'Ex-
cidenil ne comptait, l'an der-
nier, que cent un élèves dans
des classes de seconde et pre-
mière A et C ; celui de Non-
tron cent trente-neuf. Là aussi,
le reflux démographique se fait
sentir.

Outre le coût de fonctionne-
ment de tels établissements, il

n'est pas sûr qu'ils soient avan-
tageux pour les élèves, dont les
possibilités d'orientation sont
limitées par le peu de sections
qu'ils offrent. Mais pour fermer
le lycée d'Excidenil, nous expli-
que M. Jean-Gabriel Saint-Paul,
inspecteur d'académie, il faut
d'abord réorganiser le second
degré à Périgueux. Alors qu'à
Sartat, Ribérac et, à cette ren-
trée, Bergerac, on a scindé le
premier et le second cycle des
lycéens en établissements dis-
tincts, comme le veut la « ré-
forme Fouchet », les deux cycles
cohabitent toujours dans les
établissements du chef-lieu. Les
parents d'élèves et les profes-
seurs sont hostiles à toute sépa-
ration ; la mairie ne veut pas
en prendre la responsabilité :
« Je suis leur chef, donc je les
suis », nous confirme M. Yves
Généa, maire de Périgueux.
Pourant, le lycée polyvalent
Laure-Gatet compte plus de
deux mille élèves, ce qui justi-
fierait sur le plan pédagogique
un réexamen de la question.

Mais, en Dordogne, la logique
se trouve parfois aux prises avec
les réalités sociologiques ou po-
litiques. Ainsi, l'implantation
d'un lycée polyvalent dans la
ville du département, il y a dix
ans, s'est faite à Sartat, circon-
scrite par M. Robert Lacoste,
ministre de l'éducation nationale,
plutôt qu'à Bergerac, dont la
municipalité dirigée alors par
M. Sicaud, avait moins d'in-
fluence. Peut-être les Berge-
rais eux-mêmes n'ont-ils pas
bien vu, à l'époque, l'intérêt de
développer l'enseignement tech-
nique dans leur région. Cette pe-
tite ville de 20 000 habitants
reste aujourd'hui encore un cen-
tre touristique, une ville de
commerçants et de retraités,
sans industrialisation. Mal des-
servie par la route et le rail,
elle n'a que peu d'espoir de faire
un jour un bond en avant, et la
base de renommée du vin de
Monbazillac a eu des consé-
quences fâcheuses sur le com-
merce local, remplacé, peu à peu,
par des grandes ou moyennes
surfaces.

YVES AGNÈS.

Lot-et-Garonne, terre d'accueil

INDOCHINOIS DE SAINTE-LIVRADE
HARKIS A BIAS

« LOT-ET-GARONNE, terre
d'accueil » : ce slogan
sur les pancartes routé-
res, aux entrées du départe-
ment, n'est pas mensonger. Pour en ap-
porter la preuve on pourrait, parmi
d'autres exemples, citer celui des
réfugiés indochinois que le départe-
ment accueille, vers les années
50, à Sainte-Livrade, commune
du Villenovois, ou bien encore
celui des harkis qui trouveront
refuge, après l'indépendance de
l'Algérie, au village de Bias.

Bias et Sainte-Livrade sont si-
tués dans le même arrondisse-
ment. Quelques kilomètres sépa-
rent les deux localités. Cette
région est la plus riche du départe-
ment. La plus belle aussi.
Sainte-Livrade est un chef-lieu de
canton. Bias un bourg plus mo-
deste, ramassé au milieu des ver-
gers de la vallée du Lot.

Sainte-Livrade vingt ans après
Dien-Bien-Phu : le camp est resté
pauvre et sommaire, mais il est
propre. Dans ce chef-lieu de can-
ton, l'ensemble formé par des
bureaux ayant abrité des
réfugiés de la guerre d'Espagne
est situé à l'écart du bourg. Mais
le village s'est étendu.

Les réfugiés indochinois qui y
vivent encore habitent un quartier
en tous points comparables aux
autres : le quartier du Moulin-du-
Lot.

Il y a longtemps que la couleur
« exotique » du centre ne souève
plus la moindre curiosité. A l'in-
térieur des bâtiments par où, en
vingt ans, passeront plus de trois

mille vietnamiens, il ne reste plus
qu'une centaine de personnes
âgées et pas plus de deux cents
personnes actives qui ont choisi
de se fixer dans la localité. Les
autres, après un temps parfois
très court, se sont dispersés aux
quatre coins du pays, là où il y
avait du travail et des emplois
disponibles.

Parmi ceux qui restent, les
enfants ont l'accent de Lot-et-
Garonne. Ils fréquentent l'école
du village. Les personnes âgées
ne parlent pas toutes français,
mais elles s'efforcent à peine de
voir leurs enfants et leurs petits-
enfants s'intégrer sans difficulté
apparente.

Dans le courant de l'année dor-
nière, les événements qui trou-
blèrent la vie des camps de Saint-
Maurice-d'Ardoise et de Bias, la
colère des harkis, ont reposé bru-
talement le problème de la résorp-
tion de ces centres d'accueil. Le
gouvernement décida qu'il fallait
hâter l'intégration des habitants
et proposer leur municipalisation.
A Sainte-Livrade, le maire, depuis
des années, avait envisagé cette
solution. M. Charles de Cacque-
ray réclame en effet les moyens
de cette municipalisation et « a
bat depuis plusieurs années afin
que la commune obtienne du mi-
nistère des armées l'autorisation
de démolir le centre d'accueil pour
rebuildir sur son emplacement une
résidence H.L.M. à laquelle seraient
accés aussi bien les Vietnamiens
que les Livradais, si tant est
qu'on puisse encore faire cette
distinction.

La colère

A Bias, les Français musul-
mans ont toujours eu, plus ou
moins, le sentiment d'avoir été
trompés. Moins patients que les
Asiatiques et probablement mieux
préparés aux drames de l'exil, ils
n'ont pas, comme leurs voisins
de Sainte-Livrade, recherché, par
eux-mêmes, les moyens suscep-
tibles d'améliorer leur sort. Per-
suadés que le centre provisoire
ne serait qu'une étape, ils ne
virent pas — c'était un réflexe
naturel — la nécessité d'ouvrir
leur colonie vers l'extérieur, vers
Villeneuve ou les communes avoi-
sinantes. De 1962 à 1975, les
familles musulmanes se sont
contentées de vivre ou de survivre,
en vase clos en se satisfaisant
des maigres ressources proposées
par l'Etat. Le camp de Bias, pen-
dant toute cette longue période,
s'est comporté en village arabe,
avec son école à l'intérieur de
l'enceinte, son centre de loisirs
et ses activités dirigées par des
animateurs, sur des critères et
selon des normes qui ne corres-
pondaient pas toujours aux aspi-
rations de cette population.

Bien que devenu plus dense,
la haie de cyprès, plantée comme
un paravent le long du grillage,
ne masquait plus les vrais pro-
blèmes de ces réfugiés oubliés.
Le 12 août, mobilisés par M. Le-
radji, président de la confédé-
ration nationale des rapatriés mu-
sulmans, les harkis investirent le
centre d'accueil, occupèrent les
bâtiments administratifs, pour obte-
nir du gouvernement qu'il prenne
enfin à leur égard ses responsa-
bilités. La décision, arrêtée
quelques jours plus tôt en conseil
des ministres, de fermer le centre
avait été à l'origine de cette
flambée de colère : rien n'était
dit ni prévu sur l'emploi ou la
façon de procéder au réajoutement
des quatre-vingt-trois familles.

Il fallut, à l'époque, toute la
diplomatie du préfet pour que,
progressivement, après plusieurs
jours de négociations extrêmement
serrées, les esprits s'apaisent.
Les harkis de Bias et leurs mys-
térieux renforts venus d'on ne
sait où étaient réellement prêts à
agir par la force.

L'irréparable ne s'est pas pro-
duit, mais ces incidents n'auront
pas été inutiles. Peu après, en
effet, dans le département, autour
du préfet, M. Faullioley, qui avait
été directement nant des pleins
pouvoirs par M. Poniatowski, les
services firent le nécessaire pour
que la résorption du camp de-
viennne une réalité. La situation
des familles fut examinée cas par
cas, des emplois et des logements
recherchés attentivement. Ajour-
d'hui, le centre n'est pas encore
tout à fait désaffecté, mais il
n'existe plus de village marginal
aux abords de celui de Bias. Par
famille ou par petits groupes, les
harkis ont été recueillis dans les
communes, où ils apprennent dé-
ormais à devenir Lot-et-Garon-
nais.

HUBERT BARAT.

éponses...

LES POMPIERS
DANS LA FORET

algré la minute avec laquelle
il a été traité les sujets, je
vous prie de vous en tenir à
ce plus longuement, dans vos
cres se rapportant au massif
sieur des Landes de Gascogne,
cette organisation célèbre et
case en Aquitaine, mais sur-
en Gironde : la D.F.C.I.
sur le feu est le premier et le
le seul ennemi du massif for-
est, ainsi que des sylvestres,
plus, divers facteurs expli-
nt la recrudescence du nombre
cendies ces dernières années,
le bre toujours croissant de
dites sur la côte aquitaine,
e à travers la forêt ; matériel
sister à sources d'incendies
s nombreux ; cette année,
leur supplémentaire et non
lignable : la sécheresse.
ourtant, paradoxalement, le
mbre d'incendies augmente,
dis que la superficie moyenne
cuite diminue. Cela grâce à
ganisation exemplaire de la
C.I. Après les violents incen-
s de 1948 qui firent plus de
tre-vingt morts, l'organisa-
e de la D.F.C.I. se développa
se révéla aussitôt efficace.
es causes de cette diminution
superficie détruite sont les
vantes : les dix-neuf observa-
res placés sur les tours de cha-
ux d'eau et d'où l'on peut
aux voir s'élever la fumée sus-
te aussitôt signalée aux auto-
rs ; l'action et la promptitude
les lieux du sinistre ; le dé-
lement formidable de matériel
nirablement entretenu ; le per-
nel spécialisé et parfaitement
rainé : un commandement
et efficace ; l'utilisation de
hélicoptère qui s'm porte au-
sus du foyer les hommes
apésants qui vont diriger le
tériel en direction des diverses
ntes du feu.

BERNARD LAPON,
Biganos.

LA VOIX DES « HEBDOS »

Pour un journaliste, toute idée
novatrice contient en elle un fer-
ment positif. Votre initiative, qui
consistait à s'intéresser aux ré-
gions, une fois de plus, que vous
êtes décidés à ne pas abonder
dans le sens d'un parisianisme
qui est de plus en plus mal res-
senti par nos compatriotes de la
province.

Dans votre numéro du mardi
16 novembre, concernant la ré-
gion Aquitaine, vous abordez, sous
la signature d'Yves Agnès, la
question des quotidiens de la ré-
gion.

Il s'agit là d'un article com-
plet, très documenté, mais qui de-
meure, à notre avis, quelque peu
limitatif dans la mesure où il ne
considère que le problème des
quotidiens, de leur situation fi-
nancière ou de leur position face
au groupe Hersant.

Certes, la presse quotidienne
fournit au lecteur « son pain de
chaque jour », mais raisonner de
la sorte, c'est faire peu de cas
d'hebdomadaires qui, pour nous,
considèrent que le problème des
quotidiens, de leur situation fi-
nancière ou de leur position face
au groupe Hersant.

Notre simple journal, le Répu-
blicain du Lot-et-Garonne, s'enor-
guillit, lui aussi, d'être un heb-
domadaire entièrement libre à la
force du poignet, il arrive à inté-
resser chaque semaine plus de
10 000 lecteurs, qui attendent non
sans une certaine impatience, sa
parution. Leur besoin de pluriété
est indéniable, et ils espèrent
trouver dans notre titre « un au-
tre son de cloche ».

YVES AGNÈS,
journaliste à Bordeaux,
hebdomadaire lot-et-garonnais.

coupage plus marqué : Pays bas-
que, Gascogne, Guyenne, soit, au
contraire, à l'unification de la
Midi-Pyrénées et languedocienne,
au nom de l'unité de l'Occitanie
moderne.

Je pense que ces aspects au-
raient dû être évoqués. Il y a des
spécialistes de ces questions et
beaucoup d'écrits. Si la région doit
être autre chose qu'une circons-
cription administrative, c'est-à-

dire une communauté, ces ques-
tions sont de première importance.
Il ne suffit pas de découper un
territoire en fonction de la dis-
tance à la métropole d'équilibre
la plus proche et de confier le
morceau ainsi découpé du doux
nom d'une très ancienne région
qui recouvrait d'ailleurs deux fois
plus de territoires.

H. JULIARD,
Paris.

...et précisions

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS
EN LOT-ET-GARONNE

Le Lot-et-Garonne est le pre-
mier département pour l'introduc-
tion des saisonniers agricoles
(Espagnols et Marocains). Votre
journal traite souvent de cette
question pour la région du Sud-
Est (Montpellier, Marseille, Avi-
gnon et Carpentras), mais le Lot-
et-Garonne arrive en tête devant
le Vaucluse pour la venue de tra-
vailleurs immigrés et cela pour
une période de six mois en général
(mars, avril, septembre, octobre)
et non pour trois semaines comme
pour les vendangeurs en Lan-
guedoc.

Les chiffres officiels sont de
l'ordre de 5 à 6 000 (5 000 actuel-
lement), (10 000 réels selon l'Of-
fice social espagnol) et de 1 000
Marocains (822 actuellement).

Le directeur adjoint du travail
du Lot-et-Garonne.

« BASQUES ET FRANÇAIS »

J'avais intitulé l'article publié
dans le Monde du 16 novembre
« Basques et Français ». Vous lui
avez donné un nouveau titre « Le
message des français », j'avais
essayé de rédiger un papier me-
suré, équilibré, sans agressivité.
Le nouveau titre ne correspond
ni à l'esprit ni à la lettre de l'ar-
ticle.

DIDIER BOBOTRA,
maire d'Arbonne.

écoulement régulier des fûts tra-
ditionnels merrains (chêne fendu)
de 225 litres, dits « bordelaises »
dans les grands crus que vous
avez cités. En effet, tous les ans,
ces « châteaux » logent la récolte
nouvelle en barriques neuves, pour
un meilleur élevage du vin. En
suite, nous vous signalons égale-
ment un débouché pour notre
petite industrie, en fûts de haute
qualité à l'étranger, dont la Cali-
fornie.

Le président
de la Fédération régionale
des producteurs de la tonnelerie.

UN TERRITOIRE OFFERT A BORDEAUX

En dépit de son nom évocateur
poétique, l'Aquitaine n'a pas
caractère régional, elle n'est
e territoire livré à Bordeaux,
me Midi-Pyrénées est celui de
ulouze. Priorité aux métropoles
quilibre l'Aquitaine rassemble en
n sein, comme sa voisine, des
ys plus différents que ceux
elle sépare : Périgord et Béarn,
ervey et Bigorre, etc. Le décou-

page dans le sens nord-sud du
« bassin aquitain » est une absur-
dité vis-à-vis de l'histoire et de
la géographie. Le découpage vi-
dit exister devrait se faire dans
le sens est-ouest. Au nord, l'in-
fluence du Massif Central et de
l'ancienne Guyenne ; au sud, des
Pyrénées et de l'ancienne Gas-
cogne.

Quant à l'aspect culturel et lin-
guistique, il conduit soit à un dé-

LES TONNELIERS
EXISTENT ENCORE

Nous regrettons que vous n'ayez
pas traité de la tonnelerie dans
notre région. Certes, son impor-
tance depuis l'épre- guerre de
1914-1918 a progressivement dimi-
nué, mais les ateliers survivants
connaissent aujourd'hui une cer-
taine activité. Ils trouvent un

Maintenant,
les cars pour Roissy partent tous
de la Porte Maillot:
c'est le chemin le plus court.

Pour Roissy, départ tous les 1/4 d'heure de 6 h à 23 h.
Pour Orly, aucun changement, les cars partent toujours des Invalides.

AIR FRANCE

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

Air France ferme sa ligne Lima-Papeete-Tokyo

LA FIN DU TOUR DU MONDE

Air France fermera, le lundi 10 janvier, la ligne Lima-Papeete-Tokyo, dont l'exploitation lui aura coûté cette année quelque 23 millions de francs. Les navigateurs ont-t-ils réagi contre cette décision, à leurs yeux - symbole du rétrécissement de la compagnie nationale - ?

C'était au mois d'avril 1975, à la veille de la crise pétrolière, on voyait encore la vie en rose. En ouvrant la ligne Lima-Papeete-Tokyo, Air France, qui n'avait jamais été en retard d'une escale sur ses concurrents, boudait son tour du monde. Une décision irréfutable ? « Certes non ! Les départs nous ont simplement mal servis », estime M. Gilbert Péro, directeur général de la compagnie nationale.

A l'origine, il était entendu qu'Air France et la Japan Airlines exploiteraient cette ligne en commun à raison de deux fréquences hebdomadaires. Finalement, la compagnie nationale commença, seule, d'essayer les pilotes. « Je suis retourné dès que possible », lui avait promis son partenaire nippon. Jamais celui-ci n'honora son engagement.

Pour l'essentiel, Air France comptait sur une clientèle d'hommes d'affaires et de touristes japonais qu'elle aurait approchés grâce au concours de la Japan Airlines. Le lâchage de son partenaire lui compliquait singulièrement la tâche. « L'expérience nous a montré qu'il est difficile de réussir, seul, dans une telle entreprise, loin de notre base et mal introduit sur le marché local », indique M. Péro.

La facture

Air France réussit à intéresser à sa ligne une clientèle d'immigrés : des Coréens qui, via le Japon, faisaient route vers l'Amérique du Sud, des latino-américains qui, via Papeete, gagnaient l'Australie. Au total, avec un coefficient de remplissage de 60 %, une très honnête performance, mais, vu le faible niveau des tarifs, un déficit lourd à supporter. Cette situation était, paraît-il, sans issue.

Soucieux de développer le tourisme dans leur territoire, les Polynésiens demandèrent à Air France de maintenir cette ligne en activité. « Pourquoi pas, leur répondit-on, si l'Etat accepte de compenser le déficit d'exploitation. Ce « marché » n'ayant pas eu l'heur de séduire les pouvoirs publics, la compagnie nationale

reprit sa liberté. Déception et amertume, à Papeete où l'on chiffre le manque à gagner - tous revenus confondus - à quelques 20 millions de francs.

Autres perdants dans cette affaire : les navigateurs d'Air France. « Cinq mille heures de vol par an en moins alors que le personnel affecté sur Boeing 707 est déjà sous-employé », note le syndicat national des pilotes de ligne (S.N.P.L.) qui continue de croire à l'avenir de cette ligne. A son avis, « elle n'a pas eu le support publicitaire souhaitable ».

« Il y a un an et demi nous avons accepté de supprimer le double équipage sur ce vol transpacifique. Ce qui a permis de réduire de 30 % le coût du personnel navigant technique, explique le S.N.P.L. Or cet effort que la direction nous réclamait pour sauver la ligne n'a servi à rien. » UTA ne s'est-elle pas montrée moins conciliante, qui, en un an, a augmenté de 27 % la facture d'Air France pour les frais d'assistance au sol à Tahiti ?

Les navigateurs d'Air France croient deviner en coulisses l'ombre maléfique d'UTA, impatiente de prendre la relève. « Nous avons l'assurance formelle de cette compagnie qu'elle ne marchera pas sur nos brisées », précise M. Péro. Elle a déjà suffisamment de problèmes avec sa ligne Nioum-Tokyo. Cette ligne qu'elle continue d'exploiter provisoirement et qui, cette année, lui coûtera environ 6 millions de francs.

Air France garde donc la ligne Lima-Papeete-Tokyo dans son portefeuille, peut-être une affaire de longue haleine. « Un jour nous l'exploiterons à nouveau avec un matériel plus approprié, c'est-à-dire plus économique en carburant, peut-être un Boeing 747 combiné au lieu de Boeing 707 », promet M. Péro, qui préfère parler de « suspension » plutôt que de « fermeture ».

Pas question de se laisser prendre au piège des mots : le S.N.P.L. veut être une affaire de principe. « Il y a là, juge-t-il, une volonté manifeste de reconnaître la compagnie nationale ». Pour montrer sa « volonté d'aller de l'avant », la direction annonce l'ouverture, en 1977, de quatre nouvelles escales : Manaus au Brésil, Amman en Jordanie, Khartoum au Soudan et Hanoi au Vietnam. Mais, cette fois, Papeete restera-t-elle la mauvaise conscience d'Air France ?

JACQUES DE BARRIN.

A PROPOS DE...

La répartition des crédits du Fonds européen

Sauvez les ruraux !

Dis-huit régions de la métropole et les quatre départements d'outre-mer ont bénéficié en 1976 des aides du Fonds régional européen, qui a versé à la France 425 millions de francs pour deux cent neuf projets d'investissement.

Cette manne communautaire n'est pas négligeable lorsqu'on la compare au très maigre budget national de l'aménagement du territoire (1 milliard de francs). L'examen détaillé de la répartition des crédits européens montre en outre qu'elle complétait judicieusement la politique nationale d'aménagement régional. En effet, ce sont la Bretagne (115 millions de francs), l'Auvergne (70,8), les pays de la Loire (40), la Lorraine (30), qui - jugées prioritaires par l'Europe - reçoivent l'essentiel des fonds. Mais l'Aquitaine, qui n'a pas été toujours au centre des préoccupations de la DATAR, reçoit, avec 43 millions, une somme non négligeable et... une juste répartition.

En revanche, Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Centre, la Franche-Comté, n'obtiennent pas 1 centime.

Peut-être ces régions oubliées aujourd'hui sauront-elles demain mieux tirer leur épingle du jeu, puisque la France aura encore droit à environ 400 millions de francs en 1977. Il faut, en tout cas, tirer tout le profit possible des crédits existants, car à partir de l'an prochain les Neuf vont entamer une importante « renegotiation » sur le futur régime du Fonds européen. Les trois années 1975, 1976 et 1977 n'auraient été, comme prévu, qu'une période transitoire de rodage.

A partir de 1978, l'Europe devra se doter d'une véritable politique régionale, dont les premiers pas ont été, à l'évidence, bien balbutiants !

Des principes clairs

Il faudra notamment énumérer des principes clairs et des critères précis, permettre la Commission d'exercer un certain droit de regard sur les dossiers sélectionnés par les Etats, concentrer les aides communautaires sur les seules régions qui souffrent de graves déséquilibres structurels et chroniques, éviter la duplication des aides, surtout, s'assurer que les aides communautaires soient « complémentaires » des efforts nationaux (et non substitutives à ces efforts).

Il faudra aussi se mettre d'accord sur les compétences à exercer au futur Parlement européen, dont on hésite encore pour savoir s'il sera plus représentatif des régions que des nations.

Pour sa part, M. Edgar Faure, qui est à la tête de la région Franche-Comté, et qui présidera récemment à Paris la première conférence générale des présidents de régions des Neuf, a fait une suggestion intéressante : « Une politique régionale européenne devrait tendre avant tout à la défense et à l'animation de la ruralité ».

Jusqu'à maintenant, enfin, les collectivités locales et les régions bénéficiaires n'ont guère eu leur mot à dire dans la politique européenne, puisque les Etats sélectionnent directement les projets et les défendent à Bruxelles. Or, saura-t-on faire l'unité de l'Europe sans désarmer l'état de la centralisation ?

FRANÇOIS GROSCHARD.

CONCORDE DANS LE BROUILLARD

Au terme de sa croisière brésilienne, Concorde a atterri, le lundi matin 27 décembre, sur l'aéroport de Lille-Lesquin. Le terrain de Boleyn-en-France était noyé dans le brouillard. Comment se fait-il qu'un appareil d'une technologie aussi avancée soit incapable de se poser dans des conditions de visibilité horizontale de 150 mètres ?

L'aviation supersonique est équipée d'un système d'atterrissage tous temps (A.T.T.), catégorisé 3A - en cours de certification - ce qui correspond à 15 mètres d'altitude et 150 mètres de visibilité horizontale. Or, à l'heure où Concorde s'est posé au-dessus de Boleyn, le plafond était de 100 mètres et la visibilité était nulle.

Au demeurant, même si les conditions atmosphériques s'étaient améliorées, l'équipage de Concorde n'aurait pas pu atterrir sur l'A.T.T. En effet, les pilotes ne se sont pas sentis à l'aise avec le système d'atterrissage à vue. Ils ont préféré atterrir à 150 mètres d'altitude, à 150 mètres de visibilité horizontale. Trois cents atterrissages par an seraient nécessaires pour obtenir la certification 3A de l'appareil.

FAITS ET PROJETS

P.T.T.

● **REPRISE DES RELATIONS POSTALES AVEC LE LIBAN.** Les lettres jusqu'à 20 grammes à destination du Liban, acheminées exclusivement par voie aérienne, sont acceptées dans les bureaux de poste. Elles peuvent être recommandées. Les objets de correspondance adressés à des établissements bancaires sont admis jusqu'à 2 kilos.

Qualité de la vie

● **POLLUTION DE LA MERNE.** La nappe de fuel, longue de 2 kilomètres, qui pollue la Merne depuis le 26 décembre, a été totalement arrêtée à la hauteur de Bry-sur-Marne (Val-de-Marne). En raison de cette pollution, la station de traitement des eaux de Joinville-le-Fort a ralenti son activité. Cette mesure ne devrait avoir aucune conséquence sur l'approvisionnement en eau potable de Paris.

● **LE PRIX DU FONDS FRANÇAIS POUR LA NATURE ET L'ENVIRONNEMENT (1).** destiné à récompenser un ouvrage relatif à la protection de l'environnement naturel, a été attribué le 22 décembre 1976 à M. Edouard Bonnet, sénateur des Yvelines (gauche démocratique), ministre de l'Intérieur, ancien ministre, pour son livre « Sauver l'humain ». M. Jean Sainteny, président du Fonds français, ancien ministre de l'Environnement, de l'Académie française, ainsi que le ministre de la qualité de la vie, M. Vincent Auzanet, ont souligné dans leurs allocutions que M. Edouard Bonnet fut l'un des premiers en France à s'être préoccupé des problèmes de l'écologie.

(1) F.F.N.E., 45, rue de la Bonne, 75008 Paris.

● **TÉHÉRAN RISQUE L'ASPHYXIE.** La pollution atmosphérique, essentiellement provoquée par la circulation automobile, a atteint un niveau inquiétant à Téhran : elle est la conséquence d'une étude publiée par l'Organisation mondiale de la santé, en collaboration avec l'université de la capitale. Le danger est si réel que les responsables recommandent aux habitants de la ville de ne pas servir de leur voiture qu'en cas de nécessité absolue. (A.F.P.)

● **TEHÉRAN RISQUE L'ASPHYXIE.** La pollution atmosphérique, essentiellement provoquée par la circulation automobile, a atteint un niveau inquiétant à Téhran : elle est la conséquence d'une étude publiée par l'Organisation mondiale de la santé, en collaboration avec l'université de la capitale. Le danger est si réel que les responsables recommandent aux habitants de la ville de ne pas servir de leur voiture qu'en cas de nécessité absolue. (A.F.P.)

● **TEHÉRAN RISQUE L'ASPHYXIE.** La pollution atmosphérique, essentiellement provoquée par la circulation automobile, a atteint un niveau inquiétant à Téhran : elle est la conséquence d'une étude publiée par l'Organisation mondiale de la santé, en collaboration avec l'université de la capitale. Le danger est si réel que les responsables recommandent aux habitants de la ville de ne pas servir de leur voiture qu'en cas de nécessité absolue. (A.F.P.)

ÉDUCATION

Les organisations d'enseignants ne ménagent pas leurs critiques au contenu pédagogique de la réforme Haby

M. René Haby ne pourra pas se tenir au calendrier qu'il s'était fixé pour la publication des textes d'application de la loi du 11 juillet 1973 sur la modernisation du système éducatif. Le 11 décembre dernier, le ministre de l'Éducation, en réponse à un député, écrivait : « La publication des textes interviendra (...) en tout état de cause avant la fin de l'année 1976 pour ceux d'entre eux qui conditionnent la mise en application de la réforme à la rentrée scolaire de 1977. Or, à ce jour, aucun texte n'a été publié. Les textes attendus concernent l'organisation pédagogique et administrative des établissements ainsi que les programmes et les horaires applicables, dès septembre 1977, dans les deux classes qui seront touchées par la réforme : le cours préparatoire et la sixième.

Les arrêtés fixant ces programmes et horaires (« le Monde » du 15 décembre) ont été examinés le 14 décembre par le conseil de l'enseignement général et technique. Ils devront être, en janvier, par le conseil supérieur de l'éducation nationale.

Les projets de M. Haby ont été, pour la plupart, repoussés par le C.E.G.T., qui est un organisme consultatif où siègent notamment des représentants des syndicats d'enseignants. L'opposition de ces derniers est quasi unanime. Les critiques - très vives - se fondent sur deux arguments : d'une part, que la qualité de l'enseignement ne soit diminuée, d'autre part, que les mesures pédagogiques proposées n'aggravent, au lieu de les réduire, les inégalités.

LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT

Le pronostic établi par le Syndicat national des lycées et collèges (S.N.L.C.-C.C.) est aussi net que pessimiste. « Ces textes annoncent pour la fin d'un enseignement de qualité et de culture générale. Il estime en effet que « la volonté délibérée de freiner les bons élèves est flagrante » puisque pendant les heures de « soutien » réservées aux élèves en difficulté (trois heures en sixième) les autres pourront, hors de la présence du professeur, se consacrer à des activités qui ne devraient pas anticiper sur la suite du programme, ce que le S.N.L.C. résume ainsi : « approfondissement sans progrès ».

Le principal syndicat d'enseignants du secondaire, le S.N.E.S.-F.E.N., estime, de son côté, que ces textes « visent à abaisser le ni-

veau et la qualité de l'enseignement dans toutes les disciplines ». Quant au S.G.E.N.-C.F.D.T., il voit « une opération précipitée, mal coordonnée, qui ne propose pas la nécessaire rénovation des contenus de l'enseignement, qui ne pourra que compromettre le caractère sélectif de l'enseignement, qui dégradera les conditions de fonctionnement pédagogique, ou dégradera des élèves conscients de leur situation ». Cette opération trompeuse, conclut-il, perpétuera ou aggravera les défauts du système actuel.

L'ENCADREMENT ET LES HORAIRES

L'une des principales critiques, sur laquelle se retrouvent toutes les organisations d'enseignants, porte sur la suppression en sixième des dédoublements de classes pour certaines disciplines. Après la réunion du conseil de l'enseignement général et techni-

que, le ministre de l'éducation, dans une lettre qu'il nous avait adressée (le Monde du 19-20 décembre), avait annoncé que des dédoublements resteraient possibles pour les travaux pratiques scientifiques en mathématiques.

Pour les syndicats, cette orientation - il y avait jusqu'à présent dix heures de dédoublement en sixième pour les classes de plus de vingt-quatre élèves - traduit plus un souci d'économie que d'efficacité. Le S.M.E.S. a calculé que l'on aboutirait à une réduction de plus de 12 % des postes budgétaires par rapport à ce qu'il y avait en 1975. Pour le S.G.E.N., l'économie ainsi réalisée - « six mille postes environ » - entraînera une « récession pédagogique », car « ce n'est pas la même chose de travailler avec une classe entière ou avec une demi-classe, pour l'éducation artistique notamment ».

Une autre régression quantitative est dénoncée par le Syndicat national de l'enseignement physique (S.N.E.P.-F.E.N.), car l'horaire hebdomadaire d'éducation physique en sixième - qui était théoriquement de cinq heures - est baissé à trois heures. Deux heures supplémentaires « optionnelles » pourront être choisies par les élèves. Ce syndicat reproche à M. Haby de « légaliser la précarité scolaire au lieu d'y mettre fin, la réalité aux normes théoriques, on préfère abaisser les normes au niveau de la réalité. Le S.N.E.P. rappelle la déclaration de M. Jacques Chabanol, ministre de l'Assemblée nationale en 1969 : « Les cinq heures, nous n'en démentirons pas ! ».

PROGRAMMES ET CONTENU PÉDAGOGIQUE

Le S.N.E.S. voit dans le nouveau contenu de l'enseignement en sixième « un appauvrissement » et « une caricature du soutien et du rattrapage ».

Le S.G.E.N.-C.F.D.T. propose une longue analyse des nouveaux programmes. « Malgré quelques formules réconfortantes et optimistes, on reste en fait très soucieux de la notion de programmes dévalués et imparfaits », qui se cachent derrière « un vocabulaire à prétentions modernes et démocratiques ». Le S.G.E.N. a ainsi noté que pour l'anglais les élèves devraient apprendre, en moyenne, 12,43 mots par heure de cours. L'ouverture sur le monde paraît limitée à ce syndicat qui, par exemple, note que la liste des thèmes proposés en français est riche en thèmes traditionnels de la nature, les saisons, la météo, mais qu'elle « écarte soigneusement la vie sociale et le travail ».

Pour le S.G.E.N., il aurait fallu d'abord « s'interroger » sur les « échecs de la scolarité à l'école élémentaire comme au collège, sur l'échec de la rénovation pédagogique à l'école primaire et sur le demi-échec de la formation continue des instituteurs ». Ce syndicat critique d'autre part les mesures proposées pour le « soutien » et l'« approfondissement ». Elles « ne peuvent qu'accentuer la sélection » et il ne faut pas que l'un « rattrapage ponctuel » pour ceux qui n'ont pas assimilé au moment imposé la notion prévue au programme. « Ce n'est pas, estime le S.G.E.N., donner une ration supplémentaire d'enseignement à celui qui est retardé par l'enseignement, que l'on régit par des problèmes », mais pas « une pédagogie différenciée au sein de groupes hétérogènes ».

Le Groupe français d'éducation nouvelle élargit ainsi sa réflexion sur les solutions pécuniaires et techniques. « Le problème-clé de l'échec scolaire est celui de l'absence du désir de vivre, de la peur de l'avenir, du manque de perspectives (...), comment donner pour les enfants et les jeunes un sens au monde dans lequel ils vivent ».

● **PRÉCISION.** - A la suite de l'article intitulé « Un enseignant demande à passer en section disciplinaire » (le Monde du 25 décembre), M. Eugène Fauchon nous prie de préciser que ce n'est pas lui qui avait été « injurié », comme nous l'avons écrit par erreur - par révélation - à partir d'une lettre d'un élève. Il n'est pas « individuellement lésé », attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'impasse disciplinaire qu'il a rencontrée n'est pas un acte de révolte.

Les trois quarts des bacheliers font des études supérieures

Que sont devenus les bacheliers de 1975 ? Une enquête du service des statistiques et du secrétariat d'Etat aux universités indique que 75 % d'entre eux sont entrés dans un établissement d'enseignement supérieur : université, classe préparatoire aux grandes écoles, institut universitaire de technologie (I.U.T.) ou section de technicien supérieur des lycées.

Les titulaires d'un baccalauréat d'enseignement général (les trois quarts des bacheliers) sont les plus nombreux à poursuivre leurs études supérieures. Ils représentent 84 % des effectifs, en majorité dans les études longues, alors que 47 % seulement des bacheliers des sciences font des études supérieures, surtout dans des formations courtes.

Dans l'enseignement général, c'est la série C (mathématiques et sciences physiques) qui présente le plus fort pourcentage d'entrées dans l'enseignement supérieur : 97 %. Dans l'ensemble, moins de la moitié des bacheliers choisissent l'enseignement long (universités).

Le choix des disciplines étudiées à l'université dépend évidemment de la série du baccalauréat. 71 % des étudiants qui ont choisi les lettres, en 1975-1976, avaient un baccalauréat A (philosophie-lettres), 46 % de ceux qui se sont orientés vers les sciences avaient un baccalauréat C. Près des deux

tiers des nouveaux étudiants en médecine et les trois quarts des étudiants en pharmacie avaient obtenu un baccalauréat D (mathématiques et sciences de la nature) ou D' (sciences agricoles). Or, 12 % seulement des étudiants qui se sont inscrits en lettres, en 1975-1976, avaient un baccalauréat scientifique. Il y avait moins de 2 % de bacheliers littéraires dans les U.E.R. de sciences, 5,5 % en médecine et 9,4 % en pharmacie.

Les bacheliers techniciens qui entrent à l'université choisissent plutôt le droit (15,7 % des effectifs) et les sciences économiques (11,9 %). Ils viennent essentiellement des sections G (14,9 % et 11,1 %).

Les filles, montre aussi cette enquête, sont plus nombreuses que les garçons à s'inscrire dans les universités et les I.U.T. La grande majorité d'entre elles choisissent les lettres (78,7 % des nouvelles inscrites) et la pharmacie (83,5 %). Les garçons choisissent plutôt les sciences (50,8 %) et les sciences économiques (60,5 %).

Dans l'ensemble, les filles sont plus jeunes que les garçons au début des études universitaires : 18,5 % d'entre elles, écrivent les lettres, contre 18,1 % des garçons. Près de 25 % de ceux-ci et 14 % des jeunes filles entreprennent des études supérieures avec au moins deux ans de retard.

* Service central des statistiques éducatives, 66, boulevard du Lycée, 92100 Nanterre.

CORRESPONDANCE

L'Université : recherche ou enseignement ?

M. G. Asch, professeur à l'université Claude-Bernard (Lyon-II), nous a adressé la lettre suivante :

« Le Monde s'est récemment fait l'écho d'une enquête de mesures destinées à vérifier la recherche dans l'université. L'on ne pourrait qu'applaudir à une telle intention, si, en fait, l'importance primordiale donnée à la recherche ne reléguait une fois de plus au second rang la mission éducative de l'université.

Asses le développement de la carrière universitaire sur les seuls critères de recherche amène forcément à sacrifier le travail pédagogique. Il est paradoxal que la première tâche assignée à l'enseignement supérieur ne soit pas d'enseigner mais d'être une sorte d'annexe du Centre national de la recherche scientifique.

En plaçant au second plan la tâche éducative de l'université, on commet à la fois une faute morale et une erreur tactique. La faute morale, c'est l'abus de confiance à l'égard de milliers de jeunes qui viennent à l'université pour y chercher une préparation adéquate à la vie.

Il faut sans cesse le dire : la mission du professeur, c'est d'abord de professer : c'est une mission fondamentale et prioritaire. Celui qui s'y dérobe et en fait une tâche annexe et subalterne se trompe par son contrat : elle l'appelle une escroquerie. Un maître de conférences n'est pas un maître de recherche : ce qui les distingue, ce ne sont pas

seulement les trois heures d'enseignement hebdomadaires et statutaires imposés au premier. Celui-ci a charge non pas d'élèves mais d'esprits, et cela va bien au-delà de trois heures hebdomadaires. Une recherche même bien menée ne conduit souvent qu'à des résultats incertains ; un enseignement fait, c'est à coup sûr, l'avenir de centaines de jeunes qui risquent d'être compromis.

L'erreur tactique, c'est de ne pas comprendre que la recherche ne se satisfait pas de la médiocrité : elle exige à chaque génération les esprits les plus brillants. Or, l'image de l'université étant ce qu'elle est, à de très rares exceptions près, les meilleurs esprits vont ailleurs, dans les grandes écoles en particulier.

Seule une politique de qualité de l'enseignement, complétée par une organisation rationnelle de filières débouchant sur autre chose que l'inconnu ou l'agence nationale de l'emploi, est susceptible de faire revenir vers l'université les intelligences les plus vives, qui aujourd'hui s'en détournent, et qui seules sont garantes d'une recherche féconde.

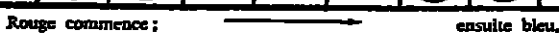
S'il n'est pas reconnu à l'enseignement, dans l'université, sa juste place, qui doit être la première, il ne suffira pas de saupoudrer quelques crédits et de tendre la carotte des promotions : la recherche universitaire, et avec elle toute l'université, crouleront dans la médiocrité et, finalement, déprécieront parce que les meilleurs s'en seront détournés.

Le Monde

jeux
méritent
exon

hacs à trois Yalta, la lo-
jeu d'échecs est confrontée
triangulaire au cours du-
ut mieux ne pas se tromper
cas de mat, le joueur qui
t) (avec ou sans l'aide du
s'empare des troupes du
ul deviennent ses satellites,
cas de pat (nullité), le
ont il est l'objet quitte le
r important son armée dé-
r laisser face à face ses

Quatre joueurs peuvent se rencontrer sur cet échiquier qu'on pourra tracer sur du papier fort. Les pièces peuvent être collées, après photocopie ou dessin, sur des pions de dames. Pour distinguer les joueurs, on peut colorier les pièces aux feutres de couleur. Voici la position de départ :



TERRAIN. — La grille 9×9 ci-dessus, sauf la case centrale.

LABYRINTHE. — Seul un chef peut rester sur la case centrale. Le labyrinthe est un tremplin, pas un abri. Le parti qui

réussit à placer, et à garantir, son chef dans le labyrinthe jouit d'une prime et peut jouer après chaque intervention des partis

l'esprit qui anime chacun de ces
n'est pas arbitraire. Ils s'ins-
tent tous soit d'une situation so-
ciale, soit d'un état d'esprit d'un
époque. Il ne faut donc pas les
traiter de leur contexte historique.

port japonais, se mesurer sur
 globe/local, sans refaire Sun-
 les trois royaumes, Mao ? (ouer
 shog) = les échecs japonais.
 cuisinier de la cuisine japonaise
 de capture, de leur réinté-
 gration, donc sur le Japon et
 le port entre évocation et retour-
 nement, — sans évoquer le Japon en-
 tant que par les tubes entre l'écrit
 et les pouvoirs périphériques ?
 nement [ouer se cheturenga =

à la découverte du choix critique
 li faut — marquer — et suivre le
 pièces dangereuses pour éviter d'être
 élargir, pour le Japon, pour le
 i-iquo des chemins critiques, il s'
 s'interroger sur les tokonoma, ce
 communautés autogérées de l'histo-
 merina aux prises avec les pouvoirs
 établis.

NADINE THANASSEOS.
 (Lire la suite page 10.)

**PAR
JOUEUR :**

T

1

1

1

1

4

TRES IMPORTANT : L'envers de toutes les pièces devra être noirci ou feutré.

adverses. Mais attention : il peut être tué, délogé, déplacé, par des pièces qui disposent alors d'un tour pour sortir.

Si le labyrinthe est vide, n'importe quelle pièce peut traverser.

MARCHE DES PIÈCES. — Toutes se déplacent comme la reine aux échecs (verticale, horizontale, diagonale), sauf le millitant, dont le parcours est limité à deux cases. Une pièce interposée, vivante ou morte, constitue un obstacle.

PRISE. — Toute pièce tuée reste sur le terrain : elle est, simplement, retournée par son agresseur et placée sur le terrain. (Pour distinguer les pièces mortes, l'envers de toutes les pièces devra être noir.) Les morts, une fois placés sur le terrain, peuvent être manipulés par tous les joueurs, à leur tour.

ATTRIBUTS

a) Pièces qui ne tuent pas : les déplaceurs.

NECROMOBILE. — Ne tue pas : c'est un manipulateur des morts. Il prend la place d'une pièce morte et celle-ci est placée, sans être retournée, donc toujours morte, sur n'importe quelle case libre du terrain : un cadavre devient ainsi une défense ou un obstacle.

PROVOCATEUR. — Ne tue pas : c'est un manipulateur des vivants. Il prend la place d'une pièce vivante d'un autre camp sans la tuer : celle-ci est placée, toujours vivante et agissante, sur n'importe quelle case libre du terrain, en fonction d'une stratégie choisie.

b) Píccas qui tuent.

CHEF. — Tend, surtout, à s'emparer du labyrinthe et à s'y maintenir pour conserver et accroître son pouvoir. Il peut tuer toute pièce, qui devra être retournée.

ASSASSIN. — Pour tuer, il prend la place d'une pièce, et le cadavre de celle-ci est placé à la case de départ de l'assassin.

REPORTER. — Le responsable du Watergate ne peut agir qu'à l'issue d'un déplacement-enquête. Son parcours terminé, il tue, au choix, une des pièces qui se trouvent sur l'une des quatre cases qui ont un côté commun avec celle qu'il occupe. La pièce tuée est reformatée sur place, sur le lieu même du scandale.

Si l'assassinat, ou le scandale, tue le chef alors qu'il se trouve dans le labyrinthe, seul un nécromobile pourra dégager le labyrinthe.

SATELLISATION. — Le joueur qui tue, directement, un chef adverse s'approprie ses pièces. Mais un chef complètement encerclé sur le terrain par des cadavres, et immobilisé, est éliminé. On ne peut donc pas tuer un chef qui périrait par encerclement sans être satellisé que par le chef qui occupe en premier le labyrinthe et qui l'occupe déjà. En attendant cette dévolution, les autres joueurs n'ont aucune prise sur les pièces du chef encerclé. L'encerclement implique l'immobilisation complète du chef sur le terrain. L'encerclement est sons effet sur un chef occupant le labyrinthe ; bien ou contraire, c'est une garantie...

Sur ce tableau ont été représentés les principaux jeux « de réflexion » existant actuellement. Beaucoup sont en vente dans les grandes librairies.

NADINE THANASSECOS.
(Lire la suite page 10.)

ECHecs	2 Joueurs	ECHecs	— 12000	
		SEATRANJ	5 ^e s.	
		ISLANO-MAURESQUES	3-15 ^e s.	
		● CLASSIQUES	16 ^e s.	
		● SHOGI - ECHecs JA- PONAIS	15 ^e s.	
		● XIANG - QI - ECHecs CHINOIS	12 ^e s.	
		TSUI - SHOGI	7 ^e s.	
		XOU - DOU - QI	15 ^e s.	
		● FERRIQUES	1965	
		● DISSUASION - STRATO- NIC	1936	
● HEXAGONAUX	1930			
MARTIENS				
MALAIS - THAI - BUR- MANES	14 ^e s.			
3 Joueurs	● SAN - GUO - QI - TROIS ROYAUMES	CHINE	16 ^e s.	
	● YALTA - ECHecs A TROIS	FRANCE	1963	
4 Joueurs	● CHATVRANGA	INDE - ASIE	5 ^e s.	
	● DJAMH - MACHIAVEL	FRANCE	1968	
GO	2	● GO (WEI-CBT)	JEUX DE CALCUL MONGOLS	— 700
	2	TABLUT	SCANDINAVIE	13 ^e s.
	2	● REVERSI	ITALIE	15 ^e s.
	2	● HALMA	ANGLETERRE	15 ^e s.
	2	SOLITAIRE	EUROPE	17 ^e s.
	2	PANORONA	MADAGASCAR	?
	2	SERPENT VOLANT	INDIENS	?
	2	● AWELE - GISSORO	DES AMERIQUES	?
	2	HEXAGO	AFRIQUE	?
	2	● HEX	EUROPE	?
		DANEMARK - ETATS-UNIS	1941	
DAMES	2	AL - QIRQ	ISLAN MEDITERRANEEN	13 ^e s.
	2-6	● DAMES CHINOISES/ TIAO - QI	ANGLETERRE - CHINE	15 ^e s.
	2	● KONO	CORÉE	16 ^e s.
	2	● DAMES CLASSIQUES	EUROPE	15 ^e s.
	2	DAMES HEXAGONALES	ANGLETERRE	1976
		DAMES FERRIQUES	EUROPE	15 ^e s.
DOMINOS	2-4	● HAN - JONGG	CHINE	18 ^e s.
	2-4	● DOMINOS	CHINE	15 ^e s.
	2-4	● BANAFUDA	JAPON	16 ^e s.
	1	● TANGRAM	CHINE	?
PARCOURS SUR PIÈTE	1-2	● JACQUET	AFRIQUE DU NORD	18 ^e s.
	2	TAVLI - PLACATO	EGYPTE - GRÈCE	19 ^e s.
	2	TRIC - TRAC	FRANCE	18 ^e s.
	2-4-6	● BACKGAMMON	MONDE ANGL-SAXON	20 ^e s.
		PACHISI	INDE - AMERIQUE DU SUD - ASIE	15 ^e s.
	2-4-6	● JEU DE L'OIE	EUROPE	18 ^e s.
	2-4	● MONOPOLY	ETATS-UNIS	1930
	2-4	● SCRABBLE	ETATS-UNIS	1840
	2-4	● DIPLOMACY	ETATS-UNIS	1857
	2-6	● CLUEDO	ANGLETERRE	1960
2-4	● PETROPOLIS	FRANCE	1975	
2-4	● MARKETING	FRANCE	1975	
2-4	● CHROMACROPOLY	FRANCE	1976	

Disponibles : — = Abs. IC : 1 = April = Bâle

Grâce aux futurs satellites de diffusion directe

Chaque pays européen pourra disposer de cinq chaînes de télévision supplémentaires

De même que dans les années 50 les toits se sont hérissés de mâts et d'antennes pour recevoir la première chaîne, nous verrons peut-être, dans les années 80, fleurir sur les immeubles de larges vasques dirigées vers le ciel pour capter des émissions de télévision provenant d'un satellite. Au cours de la prochaine décennie, les techniques électroniques et spatiales le permettront, et l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.) a convoqué à Genève, au début de l'année 1977,

Pourquoi avoir recours aux satellites alors que les émetteurs situés à terre ont si bien fait leurs preuves ? On y est conduit par l'engorgement des longueurs d'onde. Pour disposer de plus de trois ou quatre chaînes, il faut, en effet, utiliser des fréquences si élevées (12 000 MHz) que leur propagation ressemble à celle de la lumière ; le moindre obstacle les arrête. Pour réduire les ombres portées par les obstacles — montagnes, immeubles — il convient de placer l'émetteur aussi haut que possible. L'emplacement idéal est un satellite stationnaire gravitant à 36 000 km d'altitude à la verticale d'un point de l'équateur. Il tourne autour de la Terre en vingt-quatre heures et apparaît donc fixe à tout observateur terrestre.

De nombreux satellites de télécommunications de ce genre sont déjà en place. Ils relaient d'un point à un autre des conversations téléphoniques ou des images de télévision. Mais la puissance qu'ils rayonnent est faible et répandue sur une vaste zone. Pour en tirer partie, il faut la capter à l'aide d'antennes énormes — le diamètre atteint 30 mètres — dont le prix s'exprime en millions de francs. C'est hors de proportion avec l'effort financier qu'on est en droit d'attendre du téléspectateur privé. Les satellites de radiodiffusion devront donc émettre à l'intention du public, et en la concentrant, une puissance bien supérieure. Dans ces conditions, les émissions pourront être reçues dans chaque foyer à l'aide d'une installation de prix abordable.

Du studio au récepteur

Du studio de production au domicile de l'usager, la liaison s'établit comme suit. Par les moyens terrestres habituels, le signal de télévision est véhiculé jusqu'à une station terrestre, qui l'envoie vers le satellite. Ce dernier le capte, en accroît la puissance et le renvoie sous forme d'un fin pinceau vers le pays auquel il est destiné. Le service est, en effet, de type national. Les règlements en vigueur interdisent d'« arroser » les pays voisins, sinon avec leur accord.

Tout cela n'est pas très différent de la télévision terrestre habituelle. Certaines précautions importantes doivent toutefois être prises pour que le prix du satellite et de son lancement ne soit pas prohibitif (2). Seule la modulation de fréquence permet, par exemple, d'obtenir un bon résultat à partir du faible signal capté par l'antenne du téléspectateur. Cette dernière se présente sous la forme d'un disque concave de moins de 1 mètre de diamètre, et elle est suivie d'un adaptateur spécial qui abaisse la fréquence à des valeurs plus familières et convertit la modulation de fréquence en un signal que le récepteur sait traiter. A l'heure actuelle, le prix de l'ensemble (antenne plus adaptateur) semble se situer entre 2 000 F et 3 000 F.

une conférence qui doit établir un plan de répartition des fréquences pour la télédiffusion par satellite.

Aucun obstacle ne s'opposera plus alors à la mise en place de ces techniques. Il est cependant probable que les premiers satellites de télédiffusion ne seront pas mis sur orbite immédiatement. Le coût du lancement est élevé. La fabrication de programmes pour une chaîne complémentaire ne l'est pas moins.

Intéressés par le nombre de programmes supplémentaires que le satellite leur apportera. Des exercices théoriques et pratiques fondés sur les données géopolitiques européennes et africaines ont montré que ce nombre n'était pas supérieur à 5, et chaque pays ne reçoit que ses émissions nationales. La plupart des pays d'Europe se sont ralliés à cette conclusion. Mais certains d'entre eux présentent des exigences complémentaires : s'unir sous un pinceau commun, obtenir des programmes supplémentaires, en raison de leur structure fédérale, ou des services différents de la diffusion classique.

Les pays de très petites dimensions compliquent le travail des planificateurs, car, en raison de leur faible superficie, le pinceau qui les vise les dépasse très largement et vient donc interférer l'usage de ces canaux (les couleurs ci-dessus) à l'intérieur d'un cercle d'un moins 400 km de diamètre, centré sur le petit pays. Les pays voisins acceptent parfois ces programmes supplémentaires, mais c'est à une entorse aux règlements qui n'autorisent que des diffusions nationales.

Un plan de répartition

Une mise en place non concertée de satellites conduirait inévitablement à des brouillages mutuels. C'est ce que l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.) a voulu éviter en convoquant une conférence au moins cinq ans avant la date prévisible d'apparition des premiers satellites. Cette conférence est censée établir un plan, c'est-à-dire attribuer au satellite de chaque pays qui en fera la demande une position orbitale et un ou plusieurs canaux pour autant de programmes. On peut représenter un système mondial de satellites comme une série de phares de couleurs différentes accrochés à l'orbite géostationnaire.

Le pinceau de chaque phare illumine un pays donné, non sans déborder sur les voisins, car on ne sait pas créer une optique qui permette de suivre exactement les frontières. Supposons qu'on ait huit couleurs distinctes. Si, par exemple, la France est éclairée en vert, aucun de ses voisins ne pourra choisir cette couleur, et sans doute les Pays-Bas non plus car le projecteur français débordera bien jusqu'à Amsterdam. Comme il y a plus de huit pays, il faudra réutiliser le vert quelque part, au Danemark par exemple. Un peu de vert dans les diffusions alors d'atteindre la France. Pour éviter ces inconvénients, on utilisera des antennes de réception directives, c'est-à-dire qui ne visent qu'une zone étroite du ciel. Il suffira d'écartier les satellites français et danois pour supprimer les interférences. Le but du plan de l'U.I.T. est de répartir le plus judicieusement possible les fréquences (les couleurs des phares) et les emplacements des satellites.

Les téléspectateurs sont surtout

Des jeux qui méritent réflexion

(Suite de la page 9.)

Enfin, pour jouer au ghesoro-awélé africain, il faut pouvoir accepter une gymnastique : tenir compte des cycles égaux évacués dans notre « nature » technologique, pour reconsidérer les temps des sensuelles et celui des réflexes ; faire l'effort d'un plus pour prendre moins, mais au bon endroit ; considérer que, dans ce jeu, la tricherie, punie par nous comme un « détournement de valeur », peut aussi témoigner de l'adresse de l'homme dans sa lutte quotidienne.

Une autre grande catégorie de jeux est celle des jeux de simulation et des jeux de rôles, destinés à la formation. Prenons l'exemple du jeu *Simulation mondiale*, inspiré du jeu américain *Crisis*.

C'est un jeu de rôles dont l'objectif est de faire comprendre aux participants l'ensemble des mécanismes et des interrelations des phénomènes sociaux. Il peut être joué par dix joueurs dans une pièce pendant deux ou trois heures, mais il est possible d'y jouer plusieurs jours, avec plus de mille participants sur une ville entière.

La découverte d'un minéral rare à la frontière de deux pays est le point de départ d'un conflit international entre six pays de puissance inégale. Ces six pays sont représentés par six équipes de joueurs. Le minéral est situé à la frontière des deux pays les plus faibles : Fabuland et Ergosum. Les joueurs disposent de divers moyens d'action :

- communications écrites aux autres joueurs et à la presse internationale ;
- débats au sein de l'Organisation internationale et décisions ;
- recours à la force armée.

Chaque équipe dispose au départ d'un potentiel de puissance et d'unités armées. Les objectifs de chaque équipe sont équivalents au départ :

- se ravitailler en minéral rare ;
- le démantier ;
- assurer l'intégrité du territoire de son pays ;
- le leader cherche à se maintenir au pouvoir ;
- Ajuster le jeu mondial.

Evidemment, les joueurs peuvent interpréter ces objectifs comme ils l'entendent.

Un journal donne au départ des indications sur les derniers événements survenus dans le monde. Ce

journal est établi par les joueurs de la presse internationale à partir des messages qu'ils reçoivent. Des messages assurent le transport de tous les messages.

Le jeu se joue par séquence de trente minutes au cours desquelles les chefs d'Etat doivent :

- remplir les fiches de décisions qui sont remises aux analystes à la fin de la séquence ;
- se réunir en conférences internationales où ils peuvent prendre des décisions collectives ;
- se réunir en conférences privées à leur initiative avec d'autres chefs d'Etat.

Les fiches de décisions permettent aux analystes qui constituent le groupe distinct d'établir des fiches de conséquences pour chaque nation. Ces fiches de conséquences indiquent la probabilité, pour la nation considérée, d'entrer en guerre, de perdre l'accès aux mines, et, pour le chef d'Etat, qu'il soit démis de ses fonctions et perde son statut international.

Le jeu fait donc raisonner les participants en termes d'alternatives de stratégies, en présentant toujours l'alternative conflit-coopération de duels simples avec compromis.

NADINE THANASSÉOS.

CORRESPONDANCE

Un département de vulcanologie aux Antilles ?

M. J. Adolphe Merlande, président du Centre universitaire des Antilles et de la Guyane, nous a fait parvenir la lettre suivante. Ses propositions s'inscrivent dans le développement de la recherche vulcanologique française que le gouvernement souhaite. Lors de sa conférence de presse du 18 novembre dernier, M. Olivier Stru, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, a souligné, en effet, la nécessité d'intensifier les études vulcanologiques, précisant même que le gouvernement « ferait face » aux besoins en crédits nécessaires à un tel développement.

La recherche, en matière de vulcanologie, a été, à ce jour, menée avant tout par les annexes de l'Institut de physique du globe (I.P.G.) implantées en Guadeloupe et en Martinique.

Les chercheurs de ces organismes ont accompli un travail considérable au plan du relevé systématique des manifestations volcaniques, au plan de l'observation.

Mais il nous paraît qu'il faut aller plus loin, qu'il faut donner un prolongement universitaire, c'est-à-dire de recherche fondamentale et d'enseignement à cet effort d'observation. La vulcanologie s'enseigne en priorité là où il y a des volcans ; vérité de bon sens que devrait faire apparaître une carte universitaire rationnelle, mais qui va, n'en doutons point, à l'encontre de préjugés ou d'intérêts et qui, à ce titre, n'est point partagée.

Pour notre part, nous pensons que la présence sur place de chercheurs enseignants du plus haut niveau, en mesure d'utiliser les moyens attribués à l'université, en mesure de se livrer en permanence à une recherche fondamentale permettant de mieux définir les modèles d'activité volcanique propres aux Antilles, serait de nature à éviter des interprétations tribulaires d'un contexte circonstanciel.

Cette présence permanente, chercheurs enseignants signifiants, pour l'université de la Guadeloupe et de la Guyane, la possibilité de réaliser l'enseignement d'une « manière de vivre avec les volcans ».

Qui ne voit par ailleurs ce que ces chercheurs enseignants, travaillant en collaboration avec les annexes de l'Institut de physique du globe, pourraient apporter à la science internationale ?

La crise éruptive de la Soufrière est peut-être en voie de se terminer, on veut du moins l'espérer. Mais il faut une poignée de temps, au plus, pour que l'université, des événements, ces derniers mois, il faut créer au Centre universitaire des Antilles et de la Guyane un ensemble enseignement-recherche intégrant, à terme, les actualités annexes de l'Institut de physique du globe, qui sont pour l'instant rattachées à — ô paradoxe ! — à l'université de Paris VII.

Il faut, en un mot, créer un département de vulcanologie pourvu de moyens en personnel et en matériel lui permettant d'assurer sa mission.

Tel est le sens des propositions que, pour notre part, nous avons présentées dès la fin du mois de juillet au secrétaire d'Etat aux Antilles.

Ajoutons que, dès le mois de mai 1976, nous avons proposé l'Institut de physique du globe, le rattachement de ses annexes au Centre universitaire des Antilles et de la Guyane.

Les responsables élus des Antilles ont été informés de notre démarche, car nous estimons qu'il s'agit d'un intérêt général. Ils ont regretté que, pour l'instant, nous ne puissions pas nous appuyer sur la géographie régionale de l'enseignement et de la recherche le secrétariat d'Etat aux Antilles s'enlise dans une politique dilatoire, évasive et tout compte fait à courte vue.

la revue du palais de la découverte

- vous tient au courant de l'actualité scientifique,
- permet d'entretenir et d'approfondir vos connaissances scientifiques et techniques,
- publie le texte intégral de conférences du samedi.

M. Mme, Mlle
Adresse
Profession
45 F (étranger : 65 F), abonnement de soutien : 90 F
10 numéros mensuels plus 1 ou 2 numéros spéciaux par an
Réglement par chèque à l'ordre du PALAIS DE LA DÉCOUVERTE,
avenue Franklin-D.-Roosevelt, 75008 PARIS.

Harmonie des mets du réveillon et des vins de Bordeaux

Quelques suggestions pour votre plaisir et celui de vos amis :

Les vins blancs doux

A l'apéritif, étonnez et ravissez vos invités. Sur le foie gras, sur les poissons en sauce, sur les desserts peu sucrés, servez bien frais (5 à 7°) : Sauternes, Barsac, Ste-Croix-du-Mont, Loupiac, Cérons, 1^{re} Côtes de Bordeaux.

Les vins blancs secs

Sur les fruits de mer et les poissons, sur les hors-d'œuvre, la charcuterie, sur les bouchées à la reine, un accompagnement idéal : Graves, Entre-deux-Mers, Côtes de Blaye (Servis frais 8 à 10°).

Les vins rouges

Sur la dinde de Noël, les viandes, le gibier, les fromages, tous les vins rouges du Bordelais s'exaltent, servez-les à 18° environ, pas plus ; faites votre choix parmi :
Les vins du Médoc et des Graves
Médoc, Haut-Médoc, Graves, Margaux, Moulis, Listrac, Saint-Estèphe, Saint-Julien, Pauillac.
Les vins du Libournais
Saint-Emilion, Pomerol, Fronsac, Canon-Fronsac, Lalande-de-Pomerol, Montagne-Saint-

Emilion, Puisseguin-St-Emilion, St-Georges-St-Emilion, Lussac-St-Emilion.
Les Bordeaux et Bordeaux de côtes
Bordeaux, Bordeaux supérieur, 1^{re} Côtes de Bordeaux, 1^{re} Côtes de Blaye, Côtes-de-Bourg, Côtes-de-Castillon, Graves de Vayres.

Les vins de Bordeaux, vos fidèles compagnons des heures de fête, souhaitent contribuer à vos joies de la nouvelle année.

Les Vins de Bordeaux
Conseil Interprofessionnel des Vins de Bordeaux

dernier ouvrage sur le cancer
par G. MATHE et A. CATTAN
cancérologie à l'usage du praticien et de l'étudiant
1040 pages, 640 figures, 13 planches en quadrichromie et 1 planche hors-texte, relié toile. Prix 532 francs, franco.
Expansion Scientifique, 18 rue de la Harpe, 75005 Paris

... qui méritent

هكزام الأول

L'ACTUALITE MEDICALE

AUJOURD'HUI

La prescription hormonale aux différents âges de la femme

MÉTÉOROLOGIE

L'UTILISATION des œstrogènes et de la progestérone en tant que méthode contraceptive chez la femme en période de fertilité, ou comme traitement palliatif du déficit hormonal caractéristique de la ménopause représente certainement l'un des grands progrès de la gynécologie de ces dernières décennies. Cependant la prescription de ces hormones ne peut être considérée comme anodine, elle nécessite tous les jours la recherche préalable des contre-indications et une surveillance clinique et biologique régulière des utilisatrices. La prudence s'impose particulièrement chez l'adolescente, dont le système endocrinien n'est pas encore mûr, et chez la femme de plus de quarante ans, en raison des effets aggravés des œstrogènes sur les tumeurs génitales et les affections cardio-vasculaires, plus fréquentes à partir de la quarantaine. Une série de communications présentées dans le cadre de trois rencontres médicales récentes : les Entretiens de Bichat, le Congrès de médecine esthétique et la Journée d'études organisée par la revue *Contraception* (1), ont attiré l'attention des praticiens sur ces aspects particuliers de la prescription des œstro-progestatifs.

Au moment de la puberté, le système endocrinien (hypothalamus, hypophyse, ovaires), qui induit la production d'ovules par l'ovaire, se met progressivement en marche. Son immaturité chez la jeune fille explique que les premières cycles menstruels ne produisent pas d'ovules et sont souvent très irréguliers.

Or les contraceptifs oraux agissent en inhibant l'ovulation. Leur utilisation trop précoce par l'adolescente pouvant être responsable d'aménorrhées (interruption des règles), on ne pourra envisager leur prescription qu'après six à douze mois de cycles réguliers et seulement lorsque l'installation de l'ovulation ne fait plus de doute. Quant au choix d'un type de pilule, il semble que la minipilule soit le mieux adaptée à la contraception de l'adolescente. Tout aussi efficaces que les pilules classiques, les minipilules, plus faiblement dosées en hormones (30 microgrammes d'œstrogènes au lieu de 50), influencent moins le système hypothalamo-hypophysaire et présentent moins d'effets secondaires. Leur utilisation impose cependant la même surveillance clinique et biologique que pour les pilules classiques.

En raison des risques infectieux qu'il fait courir avant la première grossesse, le stérilet n'est pas recommandé chez la jeune fille. Par contre, le diaphragme, souvent rejeté, devrait trouver ici l'une de ses meilleures indications. Inoffensif, il constitue, si son utilisation et sa mise en place sont bien expliquées, un procédé de contraception intermittente très adapté aux relations sexuelles espacées.

Quelles que soient les critiques que l'on peut adresser aux différentes méthodes contraceptives, chez l'adolescente les risques de grossesse non désirée et d'avortement sont plus graves encore. Une raison supplémentaire de poser suffisamment tôt le problème de la contraception repose sur la mise en évidence récente du danger que courent les mêmes trop jeunes de donner naissance à un enfant non formé, au risque d'anomalies serait même supérieur à celui bien connu et redouté de la femme de plus de quarante ans.

Quelle contraception après quarante ans ?

Il est bien connu que les risques d'infarctus du myocarde, d'hypertension artérielle ou d'embolie pulmonaire augmentent avec l'âge. Sans en exagérer l'incidence, ces risques doivent inciter à la prudence dans la prescription des contraceptifs oraux chez la femme après quarante ans. Les œstro-progestatifs, en effet, aggravent ces affections, la présence d'une tension artérielle élevée, l'apparition d'une obésité, l'augmentation des lipides ou du sucre dans le sang ou l'existence de troubles circulatoires seront autant de facteurs de risques cardio-vasculaires contre-indiquant l'utilisation de la pilule.

En ce qui concerne le cancer, on sait aujourd'hui que les œstrogènes ont un effet défavorable sur les cancers de l'utérus ou du sein déjà existants. Leur découverte impose donc le rejet de toute contraception orale.

Dans la pratique, la demande de contraception représente d'ailleurs la meilleure occasion de dépistage des affections cardio-vasculaires et des tumeurs génitales. En l'absence de ces contre-indications et si le choix se porte sur la contraception orale, il est logique de privilégier la minipilule en raison de ses moindres effets secondaires. Dans le cas contraire, on pourra toujours avoir recours à une méthode mécanique et éventuellement à une stérilisation par ligature des trompes.

Le traitement de la ménopause semble avoir aujourd'hui de nombreux partisans. Cependant un certain nombre de femmes traversent cette période sans encombre et il ne paraît pas utile de leur imposer un traitement qui, malgré son caractère temporaire, comporte certaines contraintes.

La ménopause (éthymologiquement arrêt des menstruations) correspond à la diminution progressive des sécrétions hormonales de l'ovaire, progestérone d'abord, œstrogènes ensuite. Cette période ne débute que rarement par une interruption brutale des règles. Plus généralement, elle est précédée par une phase dite pré-ménopausique, au cours de laquelle la diminution de la sécrétion ovarienne de progestérone se traduit souvent par une irrégularité des cycles menstruels avec alternance d'aménorrhées (interruption des règles) et d'hémorragies. Les bouffées de chaleur apparaissent, souvent accompagnées de transpiration nocturne, d'insomnies, de troubles psychologiques. Dès cette période, il est possible d'envisager la prescription de progestatifs (ou synthèse du diœstrogène) au vingt-cinquième jour du cycle.

Progressivement, la sécrétion ovarienne d'œstrogènes se tarit, elle aussi, les règles disparaissent, la ménopause proprement dite est installée. Le traitement aura alors pour objectif de combattre les bouffées de chaleur, mais aussi les douleurs des muqueuses génito-urinaires responsables de prurit et de douleurs lors des rapports sexuels, la perte d'élasticité de la peau, l'ostéoporose (déminéralisation des os) très fréquente, ainsi que les troubles psychologiques liés à la ménopause. Le traitement de base, qui doit suppléer à la carence des sécrétions ovariennes comporte la prescription d'œstrogènes à faible dose associée à la prise intermittente de progestérone. Contre-indiqué dans les cas de cancers du sein et de l'utérus, ce traitement pourra, sous stricte surveillance médicale, être maintenu très longtemps, toute la vie même, selon certains auteurs.

Libres opinions

Pourquoi Médecins sans frontières ?

par BERNARD KOUCHNER (*)

Pourquoi Médecins sans frontières ? « Parce que le monde est à tout le monde, même s'il n'est pas beau... »

Cette phrase, vous l'avez vue dans les pages de publicité publiées ces derniers jours dans la presse, vous l'avez lue (ou la lirez) dans les grandes affiches placardées sur les murs des villes, les affiches de la campagne de Médecins sans frontières. Perplexité. Que voulions-nous dire qui nous est resté dans la gorge ? Les passants, interrogés, se lèvent la colonne vertébrale, s'arrêtent parfois, s'interrogent gravement et repartent vers leurs habitudes. Presse, radio, affichage : cette campagne publicitaire — dite de notoriété — que nous devons à l'initiative d'amis, à l'enthousiasme et au talent d'une jeune agence de publicité et à la générosité de tous, ces apothéoses, nous ne les avions pas sollicitées, mais elles venaient à point : à Médecins sans frontières, le soutien nous manquait.

Partez-vous avant de mourir ? Je souhaite personnellement que cette phrase résume la démarche de notre organisation. La direction collégiale de M.S.F. jugea cette maxime morale, porteuse d'un tel de sursautisme dépeint, et sans doute avait-elle raison. On lui substitua un slogan mieux frappé : « Médecins sans frontières, on a l'horizon qu'on mérite. » Nous restons dans les bons sentiments. Le moyen de changer nos mauvaises habitudes ? Neutralité, bénévolat, volontariat et médecine, nous sommes les Samaritains de la catastrophe, les nobles cauteux des jambes de bois, les plus tringants des infirmiers du malheur. Pourquoi le cachier, nous aimerions changer le monde. Nous ne sommes pas les seuls.

Médecins sans frontières aborde sa cinquième année, et, pour beaucoup d'entre nous, ces derniers mois furent le temps du Liban. Non que nos missions en Asie, en Afrique et en Amérique latine, le travail auprès des populations cambodgiennes réfugiées ou sahariennes regroupées, nous aient semblé secondaires, mais les difficultés et les angélismes rencontrés au Proche-Orient auront marqué les volontaires comme toute notre organisation.

Quarante-cinq chirurgiens, médecins et infirmiers y risquèrent leur vie dans des conditions effroyables. Bilan : cinq mille blessés traités. Au milieu des sectarismes assassins et des erreurs politiques, notre humanisme pouvait-il être compris ?

Au retour nos médecins affrontèrent les sarcasmes, et leurs hôpitaux refusèrent de les payer. O douce France qui, en paroles, fit tant pour le Liban !

Nous ne sommes pas des professionnels de la charité et nous ne tenons nullement à le devenir. Pourtant le développement de M.S.F. nous force à évoluer, à prendre de l'ampleur. Nous nous définissons à l'origine comme un réseau de médecins recrutés, prêts à faire face à l'urgence mondiale, techniciens de l'improvisation à la disposition des organisations de secours ou des communautés nationales. Créés pour l'urgence aigüe, nous devions très vite prendre conscience de la chronicité des besoins et de la catastrophe permanente que constitue la sous-médicalisation du tiers-monde. Nous avons commencé d'allonger la durée et d'améliorer l'efficacité de nos missions. Nous voulons aussi — étonné-nous et naïfs ? — comprendre la pathologie dans son milieu et peut-être, tels les fameux thérapeutes aux pieds nus, trouver des solutions originales de prévention et d'éradication des grandes maladies. Nous étions résolus à nous consacrer à la médecine mondiale que nous lui apportions ; nous nous sommes trouvés à la direction. C'est un échec. Avant-nous réussi ? Pas de place pour résumer ici nos missions. Nous n'avons pas à rougir de la besogne abettue, nos volontaires allongent le pas sous tous les horizons. Chaque fois que nous le pouvons, l'intervention des groupes d'urgence est complétée par une assistance médicale à plus long terme, chargée de former sur place des infirmiers et du personnel sanitaire. Voilà. Nous avançons. Nous sommes huit cent cinquante en France. Mais nous restons bien seuls. Le noyau fondateur de M.S.F. demeure à la direction. C'est un échec, pulsque de nouveaux volontaires ne sont pas venus nous soutenir, mais que notre entreprise devrait être prise en charge par l'ensemble du corps médical, voire par une majorité de la population qui devrait applaudir au départ — temporaire — de son médecin favori pour des contrées dénuées de toute infrastructure de soins.

Bien au contraire, les volontaires M.S.F. de retour du Liban, de la Tunisie et du danger affronté, ayant bénévolement et efficacement pris en charge un quartier bombardé de cent mille habitants, se voyaient refuser leur salaire mensuel, et les directeurs d'hôpitaux interrogés répondaient sans honte que « ce genre de stage n'est pas prévu par la loi... ». Voilà où nous en sommes, on nous accuse encore d'être des hippies de la médecine, comme si cela constituait une injure ; on nous rejette parmi les marginaux, la gauche nous classe à droite et la droite nous situe à gauche. Quant au corps médical et à ses représentants, c'est la dérision, au mieux le silence. Un jour l'esprit de sérieux les étouffera.

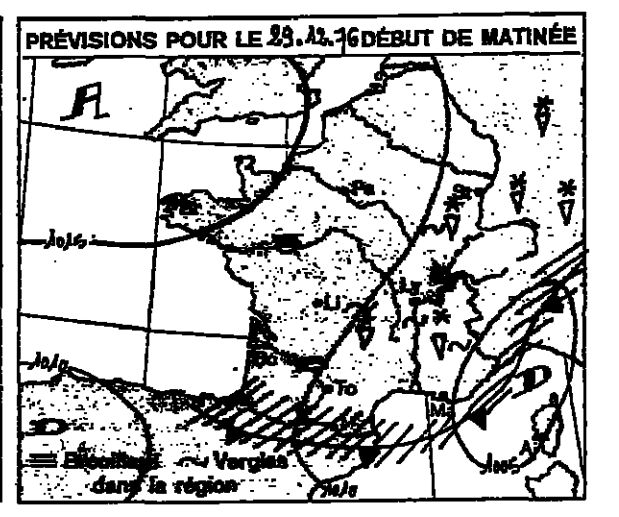
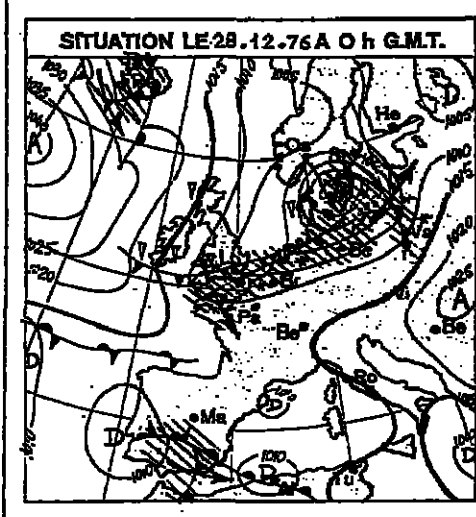
Pourtant les perspectives sont riches : un livre, un diplôme officiel, un hôpital de campagne et de nombreuses missions en perspective (des minorités du monde qui nous sollicitent, des groupes américains, mexicains, allemands de M.S.F. en formation).

Nous ne demandons rien pour nous-mêmes, nous sommes pauvres, nous avons refusé de faire la quête, nous prétendons parler pour l'avenir, contre les sectarismes médicaux et autres. Cette campagne publicitaire sera-t-elle comprise ?

Si elle échoue, si elle ne réussit pas à susciter des vocations, alors M.S.F. disparaîtra peut-être. Et avec M.S.F. une des seules organisations que je connaisse où l'on ne pêche pas par excès de bureaucratie, d'où l'on n'a exclu personne, où le terme de direction collégiale veut encore dire quelque chose.

Comprenez qui voudra, on a l'horizon qu'on mérite.

(*) Médecin, président de Médecins sans frontières.



SITUATION LE 28.12.76 A 0 h GMT.

Evolution probable du temps en France entre le mardi 28 décembre à 0 heures et le mercredi 29 décembre à 24 heures :

La perturbation qui touchait mardi matin le nord-ouest et le nord de la France achèvera de traverser nos pays dans la journée. Elle sera suivie temporairement d'air froid venant de la mer du Nord et de la Méditerranée, atténuant dès le soir nos régions du Sud-Ouest.

Mardi 28 décembre, le temps sera froid et brumeux en France, sauf en Corse où il pleuvra un peu. Dans la journée, le ciel sera très variable. Il y aura des averses de neige sur le Massif Central, les Alpes et le Nord-Est ; des dégelées en Bretagne et en Vendée. Le soir, le ciel se couvrira dans le Sud-Ouest, et il neigera abondamment sur les Pyrénées. En Aquitaine, il neigera dans la nuit, mais ces chutes de neige seront probablement suivies de pluie le lendemain.

Les vents, dans le Midi méditerranéen, seront d'abord assez forts, de secteur nord, mais ils s'affaibliront le soir. De l'Aquitaine à la Bretagne, ils seront d'abord faibles et variables, puis ils deviendront modérés et irréguliers, de secteur sud ; ailleurs, les vents seront variables.

Les températures minimales seront en baisse surtout assez forte, surtout sur les régions enneigées. Les températures maximales s'élèveront un peu au voisinage de l'Atlantique, mais resteront basses partout ailleurs.

Mardi 29 décembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 007,7 millibars, soit 755,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 décembre, le second le minimum de la nuit du 27 au 28) : Ajaccio, 13 et 3 degrés ; Biarritz, 8 et -1 ; Bordeaux, 3 et -2 ; Brest, 5 et 1 ; Caen, 4 et 0 ; Cherbourg, 5 et 1 ; Clermont-Ferrand, 3 et -2 ; Dijon, -4 et -5 ; Grenoble, 1 et -3 ; Lille, 2 et 0 ; Lyon, 0 et -3 ; Marseille, 10 et 5 ; Nancy, -5 et -11 ; Nantes, 0 et -6 ; Nice, 12 et 6 ; Paris-Le Bourget, -1 et -4 ; Pau, 2 et -5 ; Perpignan, 0 et 0 ; Rennes, -1 et -4 ; Strasbourg, -6 et -8 ; Tours, 0 et -3 ; Toulouse, -2 et -2 ; Poitiers, 2 et 19.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 10 degrés ; Amsterdam, 1 et 0 ; Athènes, 10 et 5 ; Berlin, 1 et 0 ; Bonn, 3 et 0 ; Bruxelles, 1 et 0 ; Des Canaries, 20 et 12 ; Coppenhague, 3 et -6 ; Genève, 1 et -6 ; Lisbonne, 12 et 6 ; Londres, 5 et 0 ; Madrid, 9 et -3 ; Moscou, -11 et -17 ; New-York, -4 et -6 ; Palma-de-Majorque, 11 et 2 ; Rome, 10 et 6 ; Stockholm, -6 et -7.

PRÉVISIONS POUR LE 29.12.76 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 28 décembre à 0 heures et le mercredi 29 décembre à 24 heures :

La perturbation qui touchait mardi matin le nord-ouest et le nord de la France achèvera de traverser nos pays dans la journée. Elle sera suivie temporairement d'air froid venant de la mer du Nord et de la Méditerranée, atténuant dès le soir nos régions du Sud-Ouest.

Mardi 28 décembre, le temps sera froid et brumeux en France, sauf en Corse où il pleuvra un peu. Dans la journée, le ciel sera très variable. Il y aura des averses de neige sur le Massif Central, les Alpes et le Nord-Est ; des dégelées en Bretagne et en Vendée. Le soir, le ciel se couvrira dans le Sud-Ouest, et il neigera abondamment sur les Pyrénées. En Aquitaine, il neigera dans la nuit, mais ces chutes de neige seront probablement suivies de pluie le lendemain.

Les vents, dans le Midi méditerranéen, seront d'abord assez forts, de secteur nord, mais ils s'affaibliront le soir. De l'Aquitaine à la Bretagne, ils seront d'abord faibles et variables, puis ils deviendront modérés et irréguliers, de secteur sud ; ailleurs, les vents seront variables.

Les températures minimales seront en baisse surtout assez forte, surtout sur les régions enneigées. Les températures maximales s'élèveront un peu au voisinage de l'Atlantique, mais resteront basses partout ailleurs.

Mardi 29 décembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 007,7 millibars, soit 755,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 décembre, le second le minimum de la nuit du 27 au 28) : Ajaccio, 13 et 3 degrés ; Biarritz, 8 et -1 ; Bordeaux, 3 et -2 ; Brest, 5 et 1 ; Caen, 4 et 0 ; Cherbourg, 5 et 1 ; Clermont-Ferrand, 3 et -2 ; Dijon, -4 et -5 ; Grenoble, 1 et -3 ; Lille, 2 et 0 ; Lyon, 0 et -3 ; Marseille, 10 et 5 ; Nancy, -5 et -11 ; Nantes, 0 et -6 ; Nice, 12 et 6 ; Paris-Le Bourget, -1 et -4 ; Pau, 2 et -5 ; Perpignan, 0 et 0 ; Rennes, -1 et -4 ; Strasbourg, -6 et -8 ; Tours, 0 et -3 ; Toulouse, -2 et -2 ; Poitiers, 2 et 19.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 10 degrés ; Amsterdam, 1 et 0 ; Athènes, 10 et 5 ; Berlin, 1 et 0 ; Bonn, 3 et 0 ; Bruxelles, 1 et 0 ; Des Canaries, 20 et 12 ; Coppenhague, 3 et -6 ; Genève, 1 et -6 ; Lisbonne, 12 et 6 ; Londres, 5 et 0 ; Madrid, 9 et -3 ; Moscou, -11 et -17 ; New-York, -4 et -6 ; Palma-de-Majorque, 11 et 2 ; Rome, 10 et 6 ; Stockholm, -6 et -7.

Sécurité sociale

LES ÉTUDIANTS PEUVENT BÉNÉFICIER DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DE LEURS PARENTS JUSQU'À VINGT ET UN ANS EN CAS DE MALADIE.

La Caisse primaire centrale d'assurance-maladie de la région parisienne rappelle que les étudiants de plus de vingt ans bénéficient d'un régime spécial de sécurité sociale jusqu'à vingt-six ans. Cette limite d'âge peut être reportée pour les étudiants en médecine ainsi que dans certaines conditions pour les autres (service national, maladie, maternité).

Si leur scolarité est interrompue par une maladie, les jeunes de vingt ans peuvent, depuis le 1^{er} octobre 1976, bénéficier de l'assurance maladie-maternité de leurs parents jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle ils atteindront l'âge de vingt et un ans. Une année scolaire s'étend du 1^{er} octobre au 30 septembre de l'année suivante.

Les parents de l'étudiant doivent être assurés par un contrat de distribution de courrier à domicile.

● R.A.T.P. — Service réduit des dimanches et jours fériés le samedi 1^{er} janvier. Durant la nuit du 1^{er} janvier, le service des autobus de nuit (N.A., N.C., N.D., N.E., N.F., N.G., N.H., N.J.), qui partent du Châtelet, desservent un certain nombre de communes limitrophes de Paris sera renforcé. Les départs seront assurés toutes les vingt-cinq minutes selon les lignes : Depuis Châtelet, de 0 h. 55 à 5 h. 45 ; depuis les communes périphériques, de 1 h. à 5 h., sauf

Les fêtes du Jour de l'an

SERVICES OUVERTS ET FERMÉS

● PRESSE — Les quotidiens paraîtront normalement le samedi 1^{er} janvier.

● BANQUES — Fermées le vendredi 31 décembre, à partir de 12 heures jusqu'au lundi 3 janvier au matin.

● GRANDS MAGASINS — Tous les grands magasins parisiens seront fermés le samedi 1^{er} janvier.

● P.T.T. — Les bureaux de poste fermeront leurs portes le vendredi 31 décembre à 1 h. 30 avant l'heure normale de fermeture. La distribution du courrier à domicile s'effectuera normalement. Les bureaux seront fermés le samedi 1^{er} janvier. Seront ouverts toutefois ceux qui le sont habituellement le dimanche. Tous ces bureaux assureront les services téléphonique et télégraphique, la vente des timbres-poste au détail ainsi que, jusqu'à 11 heures, la distribution au guichet des objets de correspondance en instance ou adressés, soit poste restante, soit aux abonnés des boîtes postales. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile.

● MUSEES — Le samedi 1^{er} janvier, les expositions et les musées nationaux seront fermés, à l'exception du Musée national du château de Fontainebleau, du Musée national du château de Pau et du Musée napoléonien de l'île d'Als.

● MUSEES des arts décoratifs, le Palais de la découverte, la Bibliothèque nationale seront fermés le samedi 1^{er} janvier. Le musée Rodin sera ouvert le samedi 1^{er} janvier. Le musée Marmottan sera ouvert le 1^{er} janvier, de 10 heures à 18 heures, ainsi que l'exposition « Monet et ses amis ».

● Les musées de l'hôtel national des Invalides (Musée de l'armée, Musée-Royal, Musée des plans-reliefs) seront fermés le samedi 1^{er} janvier, mais l'église Saint-Louis des Invalides sera ouverte.

● SPECTACLES — Voir le supplément « Le Monde des arts et des spectacles » daté 30 décembre.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel le 27 et 28 décembre :
DES LOIS
● Complétant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur.
● Relative à l'organisation de Mayotte.

Le Monde

Service des Abonnements
5 rue des Mathématiques
75221 PARIS 13 - CEDEX 09
C.C.P. 4207-21

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.
70 F 108 F 228 F 300 F
TOUTS PAYS ETRANGERS
PAR VOIE NORMALE
128 F 335 F 522 F 690 F

ETRANGER
(par mandat)
I. - BELGIQUE - LUXEMBOURG
125 F 228 F 335 F 440 F
II. - TUNISIE
123 F 225 F 335 F 440 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Tous abonnés qui paient par chèque postal (chèque vira) versent leur journal et envoient leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Changements d'adresse déclinés
on coordonne (dans les semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à renouveler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les montants en espèces d'appoint.

MARC DANZON.

[Sur ces questions, voir le Monde des 27 juillet 1976, 4 décembre 1976 et 17 mars 1976.]

(1) Revue Contraception, Fertilité, Sexualité, 124, rue de l'Université, 75007 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1647

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. Font Chambré commune. — II. Parties de dames. — III. Pour Auguste, c'était quelque chose. — Terminait la messe. — IV. Cholérisait lui-même ses couleurs. — V. Pantalon. — VI. Entendu à Grenade. — VII. Vient d'être. — VIII. Plante. — IX. Marquises. — X. En butte et en lutte. — XI. Ses adeptes pouvaient avoir pour devise : « Glises morales, n'appuyez pas ! » (pluriel).

VERTICALEMENT
I. Suite de couches. — Nôble (épelle). — II. Fait ouvrir l'œil. — Renonce à toute transaction à l'amiable. — III. Partient allé. — IV. A un cœur de la nuit. — Réduire de volume. — V. C'est à

Solution du problème n° 1646

Horizontalement
I. Liberté. — II. Icare. — Mnl. — III. Nossi-Bé. — IV. GN. — Norme. — V. SE. — Adrien. — VI. Russ. — St. — VII. Eta. — Oné. — VIII. Situat. — El. — IX. Narcisse. — X. Etiers. — XI. Assurés.

Verticalement
I. Lingères. — II. Icône. — Tinta. — III. Bas. — Rata. — IV. Rseau. — Ures. — 5. Reline. — Eau. — 6. Bore. — Sic. — 7. Emier. — 8. Messes. — 9. Clément.

GUY BROUTY.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Savignat.

Imprimerie : « le Monde » 5, rue de la Harpe, PARIS-13^e 75013

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5757.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

MINI FOU RIRE

Ce n'est rien, trois fois rien, des petits sketches, ils durent dix minutes à peine, présentés par TF 1 pendant les fêtes, des mini-chroniques signées René Goscinny, l'auteur d'« Astérix ». Ce n'est rien, c'est bien, c'est risqué dans la mesure où la modestie du propos et le soin du détail recouvrent et découvrent une réalité trop banale pour qu'on s'y arrête habituellement. De l'incroyable soudain vous saute au visage, explose en éclats de rire.

La méchanceté des choses, par exemple, des objets, leur côté traître, l'ampoule grillée, on les connaît, on vit avec. Ce qui est amusant, c'est de les reconnaître, c'est de se retrouver pris avec eux, livrés à la courtoisie, à l'élégie, à l'ironie de ces palpitables accessoires de notre confort quotidien.

Comment ne pas être trappé encore par la différence qu'il y a entre la vie et le cinéma ? A l'écran : « Tadi, suivez cette voiture ». « Donnez-moi un aller simple dans le premier avion pour Bamako ». « Maître d'hôtel, votre meilleure table ». « Allez chérie, c'est moi ». « Cui, moi, pas de problème ». « Cui, moi, sœur ». « Voilà, monsieur, rien

n'accroche. La contre-temps n'existe pas. A la ville, au contraire, la moindre démarche bute et culbute contre l'invincible : « C'est complet ». « Je rentre sur Montreuil ». Le numéro que vous avez demandé n'est plus attribué... et la suite. Ces évidences, on les connaît, ces remarques on se les fait à part soi et on rit. Et on se réjouit de voir ce malaise, cette irritation personnelle prendre, en passant de la réalité à sa représentation, des proportions universelles.

Il en va de même pour la publicité, pour ces slogans fondés sur l'ambition, l'esprit de compétition des Durand prêts à acheter n'importe quel produit pour rouler plus vite, laver plus blanc que les Dupont. Les clés de la réussite sont accrochées à ces paquets de feuilles, de soupes ou de café, et il suffit de se les procurer pour gravir, à l'exemple de J.-C. Arnaud, excellent dans le rôle de M. Tout-le-Monde, l'échelle des salaires, des honneurs et des déjeuners d'affaires, ces « petits » whiskies destinés à arroser quatre mille « à la fois » engluées en trois heures de bavardages amicaux. Cette manie d'extrapoler par la

magie des mots le poids des kilos. Grotesques, nous le sommes, oui, et nous aimons qu'on nous le rappelle à l'occasion, qu'on renoue, ne serait-ce qu'un instant entre trois chaises, entre deux grilles, avec l'humour, l'humour à la Coluche, à la Bedos, à la Brécheret de préférence. Pas l'humour — l'humour qu'il faut déception ! — de la Butte Montmartre avant-guerre. Les hommes sont souvent ridicules, nous disant-on, pas les femmes ; dans n'importe quelle situation les femmes sont toujours charmantes. Qu'est-ce qui rend l'homme ridicule ? La fait d'être surpris dans la rue par son patron, un sac, une laisse ou une pagale à la main : « Tiens Bouchard, qu'est-ce que vous faites-là ? » Courbettes et farfouilles de Bouchard devant un « monsieur le directeur » hilare. Ça ressemble à quoi, à quel ? A rien, à personne. Cela ne relève d'aucune école, c'est une comédie figée dans les bons vieux clichés employés-employés qui ont assuré pendant des lustres la réputation de nos chansonniers. Il faut rire avec son temps. Attention...

CLAUDE SARRAUTE

MARDI 28 DÉCEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h 30. Séries. Chapeau melon et bottes de cuir, 21 h. 25. À bout portant (Raymond Devos), 22 h. 15. Concert : « La Troisième Symphonie pour orgue et orchestre » de C. Saint-Saëns, par l'Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim ; 22 h. 5. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Les dossiers de l'écran : « L'enfant sauvage », de F. Truffaut (1999), avec J.-P. Cargol, F. Truffaut, F. Seigner, J. Dasté (N.).
A la fin du dix-huitième siècle, un enfant, réduit à l'état animal, est découvert dans une forêt de l'Alsace. Le docteur Moreau, médecin de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, le prend en charge et essaie d'en faire un être humain. L'histoire vraie, racontée avec simplicité et rigueur, d'un savant moral et d'une éducation.

Vers 22 h. Débat : La civilisation.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Western. films policiers, aventures : « Le Clan des Siciliens », de H. Verneuil (1999) Avec J. Gabin, A. Delon, L. Ventura, I. Demick, A. Nazzari.
Évadé grâce au clan des Siciliens, un jeune tueur indique au patriarche qui le dirige une belle affaire : le vol de bijoux précieux exposés à Rome. Il s'agit d'un détournement d'attention. L'éternelle série noire française, la technique sans défaut de Verneuil et les deux monstres sacrés Gabin et Delon.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. La réalité, le mystère... Feuilleton : « Une histoire d'amour », par M. Chailou ; « Catherine à l'école », par C.-B. Clément ; à 21 h., « Les églises de l'univers », par M. Canavese ; La réalité en ses lieux », par F. Viallet ; « Personnes, personnes », par G.-J. Salvy ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Musique anglaise : Nash Ensemble et Felicity Palmer, en direct du Royal Albert Hall, R. Rodney Bennett, Ravel, M. Davies, Britten, Beethoven ; 21 h. 30. Pablo Casals interprète Brahms, 23 h. 30. « Sirus » (Schubert), 0 h. 5. Festival de Schwetzingen, avec O. Schott, soprano (P. Strödel, Monteverdi, Mozart, Mendelssohn, Debussy, Rostrop) ; 1 h. 15. Musique telle.

MERCREDI 29 DÉCEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. à 20 h. Programme ininterrompu (à 14 h. 25. Les victoires de Noël).
20 h. 30. Téléfilm historique : « Le Jeune Homme et le lion » (deuxième partie), de Jean Anouilh et J. Delannoy. Avec G. Wilson et A. Carrière.

Le siège de Pape : Roland poétise le Sassi : nouvelle rébellion : croisés des Français contre les Sarrasins. Mort des « preux » à Brémontvi.

22 h. Le monde des peintres naifs (Les naifs français), de Chr. von Brann ; 22 h. 55. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 10 h. à 20 h. Programme ininterrompu (à 15 h. 50. Un sur cinq ; à 19 h. 53 (R.). Ciné-club : « Les Belles de nuit », de R. Clair (1992) avec G. Phillips, M. Carol, G. Lollobrigida, M. de Vendeuil, M. Buffard (N.).
Un jeune professeur de musique et compositeur, qui ne supporte plus la vie quotidienne, s'endort et vit en rêve des aventures romantiques avec de belles femmes à diverses époques. Par le truchement du rêve et de folles idées de mise en scène, une promenade à travers le temps et l'espace. Style de comédie-ballet, gaie et amusante.

20 h. 30. Série américaine. Switch (une voiture modèle Zepplin) ; 21 h. 30. Spécial journal de l'A 2 : Tant que des hommes auront faim, de R. Pic.

Avec la participation de journalistes ; de membres de l'UNICEF, de M. P. J. Tomic, directeur de l'information à l'Organisation

mondiale de la santé ; de M. Maurice Gruenier, économiste, membre fondateur du Club de Rome, etc.

23 h. 45. Musique de nuit : Le nouveau trio Pasquier ; 23 h. 55. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Un film, un auteur : « Hello Dolly », de G. Keely (1999), avec B. Streisand, W. Matthau, M. Crawford, L. Armstrong, M. McAndrew.
A la fin du dix-huitième siècle, une « mariette » cherchera à faire le bonheur de son mari et réussit, du même coup, à assurer le sien. D'après un succès de Broadway, une comédie musicale trop longue, trop longue, trop longue et fort amusante. Il est émerge dans quelques semaines.

FRANCE-CULTURE

19 h. 20. « La réalité, le mystère... » ; à 19 h. 30. En direct du Théâtre des Champs-Élysées : « La Dame de pique » (Chabinski), par l'Orchestre national de France, direction M. Rostropovitch ; 23 h. 30. Feuilleton : « Une histoire d'amour » ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Série anglaise : The King's Shipton, en direct du studio 104, C. Telle, madrigaux du seizième siècle, P. Patterson, chansons françaises du seizième siècle, F. Poulenc ; 22 h. 30. Pablo Casals interprète Brahms ; 23 h. 30. « Sirus » (Schubert), 0 h. 5. Festival de Schwetzingen, avec O. Schott, soprano (P. Strödel, Monteverdi, Mozart, Mendelssohn, Debussy, Rostrop) ; 1 h. 15. Musique telle.

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 28 DÉCEMBRE

— Le Club Perspectives 78 dispose de la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.
— La civilisation est le sujet du débat des « Dossiers de l'écran » sur Antenne 2, vers 22 heures.

MERCREDI 29 DÉCEMBRE

— Les Amitiés judéo-chrétiennes s'expriment à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.
— La Faim dans le monde est le thème du magazine de R. Pic sur Antenne 2, à 21 h. 30.

Vos enfants vont-ils revoir « La Belle et le Clochard » ?

Cela ne dépend que de vous depuis que Film Office a édité ce chef-d'œuvre de Walt Disney en super 8 couleur (muet ou sonore).

Film Office : plus de 2000 titres en exclusivité dans les meilleurs magasins photo-cinéma de votre région.

La plupart sont des « Cinémathèques-Pilotes » qui peuvent vous procurer immédiatement presque tous les films du catalogue.



FILM OFFICE
édite des films de qualité.
4, rue de la Paix - 75002 Paris.
Catalogue sur demande.



CARNET

Naissances

— Michèle Cobellac-Gervasoni et Carlo Gervasoni ont la joie d'annoncer la naissance de David, Carlo, Claude Marie, le 16 décembre 1976.
32, rue G.-Clemenceau, 69000 Clermont-Ferrand.
Parce Caralli, 60, 80123 Naples.
Piazza S.-Agostino, 2, 20100 Milan.

— Arnette et Claude Debra laissent à Manuel la joie d'annoncer la naissance de Philippe, le 25 décembre 1976, à Bézier, 67, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris.
22, rue Verdi, 34000 Béziers.

— Les docteurs Paul et Marie-Marguerite Sadach sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille Léna, Blanche, le 22 décembre 1976.
137, rue Voltaire, 75002 Paris.

— M. et Mme Serge Lussat ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils Cyril, le 22 décembre 1976.
36, avenue de Cluchy, 75017 Paris.

Mariages

— Sylviane Didier et Michel Simon sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 21 décembre 1976 à Monnes (Aube).
M. et Mme Marie-Dorcas, 62000 Villers-Cotterêt.
Monnes, 03470 Neuilly-Saint-Front.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Bénédicte Roussé et de M. Thierry Faisler, le 21 décembre 1976, célébré dans l'intimité le 15 décembre 1976.

Décès

— Mme Raoul Bonnet, son épouse, Mme Jacques Pichot, sa fille, née Solange Sillan, enfants, Nathalie et Stéphanie Carrus, ses arrière-petites-filles, ont la douleur de faire part du décès de M. Raoul BONNET, ingénieur civil des ponts et chaussées, fondateur de l'Observatoire graphique, survenu en son domicile à l'âge de quatre-vingt-dix ans le 26 décembre 1976.

Les obsèques auront lieu le 29 décembre 1976, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot.

— Mme Maurice Courtière, M. et Mme Jean Courtière, le docteur et Mme Bernard Courtière, M. et Mme Claude July, M. Patrice Courtière, ont la douleur de faire part du décès de M. Maurice COURTIERE, officier de la Légion d'honneur, officier du Mérite agricole, maire du Mesnil-Théobald, survenu le 26 décembre 1976, à 10 h. 30, à l'hôpital Saint-Michel, Paris (139).

Le service religieux aura lieu le 29 décembre 1976, à 15 heures, en l'église de Villeneuve-lès-Avignon. Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme André Claret, M. et Mme Robert Texier et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté M. Albert MAINETTY, plaignant survenu le 24 décembre 1976. Le lavage du corps aura lieu le mercredi 29 décembre, à 9 h. 30, à l'hôpital Saint-Michel, Paris (139).

Le service religieux aura lieu le 29 décembre 1976, à 15 heures, en l'église de Villeneuve-lès-Avignon. Boulevard Gambetta, 30400 Villeneuve-lès-Avignon.

— Mme Marthe Stromwasser, le docteur Marianne Stromwasser et sa fille Bernadette, Jacques et Bettina Reigney et leurs enfants David et Frédéric, ont la douleur de faire part du décès de M. Jules STROMWASSER, survenu le 24 décembre, à Besançon.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 décembre, à 10 h. 30, au cimetière israélite de Besançon. M. Telle ne concourra pas. Le présent avis tient lieu de faire-part. 61, Grande-Rue, 25 Besançon.

— Mme Roger Denis, née Jeanne Galdeman.

Ses enfants Anne et Régis, ainsi que les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père, grand-père, oncle, cousin et parent Roger DENIS, 32, rue G.-Clemenceau, 69000 Clermont-Ferrand.

La cérémonie religieuse aura lieu le 29 décembre 1976, à 10 h. 30, en l'église Saint-André-d'Europe, 34, rue de Léningrad, Paris (75). Le mercredi 29 décembre, à 10 h. 30.

— M. Paul Flémant, M. et Mme Françoise Blanche et leurs enfants, M. et Mme Bruno Flémant et leurs enfants, M. et Mme Bernard Chabrol et leurs enfants, M. et Mme Pascal Flémant, M. et Mme Jacques Olivier, M. et Mme René Duran, Mlle Simone Colraud, ont la douleur de faire part du décès de M. Paul FLÉMANT, né Marguerite Olivier, survenu le 27 décembre 1976 à Saint-Chéron (Essonne), parvenu au premier ministre pour services civils et militaires exceptionnels. Expert judiciaire, membre de nombreuses associations de bienfaisance, il était père de M. Chloé Halmi.

— M. et Mme Jean Vallois, Catherine, Béatrice et Thierry Vallois, M. et Mme Pierre de Bigault de Casanova, M. et Mme Michel de Bigault de Casanova, Philippe et François de Bigault de Casanova, Mme Eugène Delaup, Mme Germaine Laviol, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques VALLOIS, né Madeleine Rog, survenu le 18 décembre 1976, dans sa quatre-vingt-troisième année, en son domicile.

La cérémonie religieuse, en l'église Saint-Jacques de Châteaufort, à Paris, aura lieu le 29 décembre, à 10 h. 30, dans la plus stricte intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part. 25 bis, rue de Cléry, 75016 Paris.

— Nous apprenons le décès de M. Jean-Marie VIC-DUPONT, conseiller technique chargé des relations avec le Parlement au cabinet du premier ministre, survenu à l'âge de trente-quatre ans des suites d'un accident de voiture.

Administrateur civil, ancien élève de l'ENA, M. VIC-DUPONT fut directeur de cabinet du préfet de l'Aube (1971-1974), sous-préfet de Nogent-sur-Seine, conseiller technique au cabinet de M. Robert Galley, ministre de l'équipement, puis de la coopération, avant d'entrer au cabinet de M. Barre.

Remerciements

— Mme Jacques de Vienne et ses enfants remercient de tout cœur toutes les personnes qui se sont associées à leur peine à l'occasion du décès de M. Jacques de Vienne, 8, rue Valentin-Henry, 75015 Paris.

Services religieux

— Un service religieux aura lieu le mercredi 29 décembre 1976, à 10 h. 30, en la cathédrale russe, 12, rue Daria, Paris, à la mémoire de M. Catherine SWETCHINE, décédée le 29 décembre 1976, à son domicile, dans sa quatre-vingt-quatrième année. De la part de M. et Mme Jean Swetchine, M. et Mme Dimitri Swetchine, et des familles Frocondine-Goraky, Soussaline et Baroud.

Ayez-vous retourné une bouteille de SCHWEPPES Bitter Lemon aujourd'hui ?

THEATRE PRESENT

211, avenue Jean-Jaures (Métro Porte de Pantin)

NUIT DE LA SAINT-SYLVESTRE

THEATRE - VARIETES - CINE - BAL DE 20 h. à l'AURORE

BUFFET ROYAL

VIN A VOLONTÉ 150 F TOUT COMPRIS Réservation : 203-02-55

15.000 SUICIDES PAR AN EN FRANCE

Le 17 janvier 1977 ouverture d'un nouveau poste de secours téléphonique contre le désespoir et le suicide. S.O.S. AMITIE 857-37-31

L'équipe recherche des bénévoles pour écouter. Sec. B.P. 111, 92179 BAGNOLET

Pour les fêtes de fin d'année

Sauzaie Bontique

offre 10 à 30 % sur toutes ses fourrures

19, passage Chateaulin 16, rue Dalayrac

POUR VOS CADEAUX DU 1^{ER} DE L'AN

MEILLEURS VŒUX DE LA RUE DE SEVRES

DANS LES MAGASINS A LA DEFENSE

QUI PARTICIPENT DE L'ÉCOLOGIE

ALLEZ-Y AVEC VOTRE CARTE BLEUE!

مکان الان

Sept personnes sont interrogées

Lendemain de Noël

Faits et jugements

En sa présence, ils se sont rejetés l'un sur l'autre la responsabilité de cette affaire. Les quatre enfants, quatre garçons, âgés de neuf à quatorze ans, devraient faire l'objet d'une mesure de placement, soit chez leur grand-mère paternelle, à laquelle ils sont confiés actuellement, soit dans un établissement spécialisé.

FAITS DIVERS

Les obsèques de l'inspecteur
 tés au cours du hold-up à Châtea-Thierry. Les obsèques de l'inspecteur de police, M. Richard Campton, ont lieu jeudi soir 23 décembre, à Châtea-Thierry (Aisne), au cours d'un hold-up pris d'assaut par les gendarmes à cheval lundi après-midi 27 décembre en présence de M. Rossi, ministre du commerce extérieur, maire de Châtea-Thierry, et de M. Delmas, directeur, et de la sécurité publique, qui représentait le ministre de l'intérieur, M. Michel Poniatowski. Le médaillon de chevalier de l'ordre du Mérite est remis à la famille. Le corps disparaît à titre posthume. L'enquête de la police n'a pas permis pour l'instant de retrouver les quatre auteurs du hold-up au cours duquel l'inspecteur Campton a été tué. On s'attend à une dénouement de la drame qui surviendra.

Mer et Montagne, Gastronomie, Calme
Art, Distractions, Amirié... A Bientôt

Pour plus amples renseignements.

Comunitat Turística Costa Brava
Pl. Marqués de Camps, 17, Girona-Espagne

Nom. _____
 Adresse _____
 Ville _____
 Département _____

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et +.	40,00	48,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés".	34,00	38,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés".	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emploi international

COMSIP ENTREPRISE

leader européen pour la conception, l'étude et la réalisation de systèmes d'automatisation industrielle.

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

Ingénieurs

En Instrumentation Régulation Automatique

Profil souhaité :
• BTS - CIRA ou équivalent
• possédant plusieurs années d'expérience en réglage de boucles, mise en service, supervision de montage, automatisation, engineering
• pratiquant impérativement l'anglais (parlé et écrit).

Les postes à pourvoir exigent des déplacements continus à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et prétentions, s/réf. 23 à COMSIP ENTREPRISE, Service du Personnel B.P. 305, 92506 RUEIL-MALMAISON CEDEX (200 m gare du R.E.R.).

TÉHÉRAN

« LAW FIRME » francophone de premier plan

SITUATION STABLE ET D'AVENIR DE COLLABORATEUR CONSULTANT

JEUNE JURISTE CONFIRMÉ

PREFÉRENCE DIPLOME GRANDE ECOLE 3 à 5 ANS EXPERIENCE DU DROIT DES AFFAIRES INCLUANT FISCALITE-CONTRATS ANGLAIS PARLE ET ECRIT LIBRE RAPIDEMENT

Adr. lettre man., photo, C.V. et émolument, à R.E.O., 3, rue de Téheran, PARIS (8^e), sous la réf. 6.872.

irak

Pour un grand chantier industriel Un groupe français de Bâtiment et Travaux Publics cherche son

chef des services administratifs

En liaison avec le siège social en métropole, il dirige les services comptables, financiers et importation, assure de bonnes relations avec les autorités locales et régionales, il a une expérience similaire de 3 ou 4 ans. La connaissance de l'anglais est indispensable. Ce poste est à pourvoir rapidement.

Adresser dossier de candidature à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, sous référence LM 90627 qui transmettra.

Important CABINET D'AUDIT

recherche pour ses bureaux d'Afrique du Nord :

AUDIT MANAGER

français/anglais : l'arabe serait un avantage

SENIOR AUDITOR

français/arabe : l'anglais serait un avantage. Candidats doivent avoir acquis une expérience auprès d'un cabinet d'audit international et être titulaire du C.A., A.C.C.A., D.E.C.S. ou équivalent. Env. curriculum vitae + prétentions à KALWANT, 2, 3 boulevard Jourdan, — PARIS (14^e).

MAROC

AGCE D'ARCHITECTURE rech.

CHEF D'AGENCE

Expérience : 5 ans minimum Pour Bureau de dessin et coordination de chantiers. Joindre C.V. et prétentions

Ecr. n° 3.982, « Le Monde » P. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-7

Important Bureau d'Etudes recherche pour

INGÉNIEUR

ETUDES ET CONTRÔLE TRAVAUX FERROVIAIRES

Expérience minimum 10 ans

Adresser C.V., à : M. LAFARGE SETEC International 58, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORTS MARITIMES

recherche pour Côte occidentale d'Afrique

AGENT DE TRANSIT MARITIME

IMPORT-EXPORT déclarant en douane, possédant 10 années d'expérience

Env. C.V., photo et prêtent. à n° 90.883, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-10, c.t.

Important Bureau d'Etudes recherche pour

INGÉNIEUR

ETUDES ET CONTRÔLE TRAVAUX FERROVIAIRES

Expérience minimum 10 ans

Adresser C.V., à : M. LAFARGE SETEC International 58, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12

Adresser C.V., à : M. LAFARGE SETEC International 58, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12

Adresser C.V., à : M. LAFARGE SETEC International 58, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12

Adresser C.V., à : M. LAFARGE SETEC International 58, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12

Adresser C.V., à : M. LAFARGE SETEC International 58, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12

Adresser C.V., à : M. LAFARGE SETEC International 58, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12

Adresser C.V., à : M. LAFARGE SETEC International 58, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12

Adresser C.V., à : M. LAFARGE SETEC International 58, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12

Adresser C.V., à : M. LAFARGE SETEC International 58, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12

Adresser C.V., à : M. LAFARGE SETEC International 58, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12

Adresser C.V., à : M. LAFARGE SETEC International 58, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12

Adresser C.V., à : M. LAFARGE SETEC International 58, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12

Adresser C.V., à : M. LAFARGE SETEC International 58, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12

Adresser C.V., à : M. LAFARGE SETEC International 58, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12

Adresser C.V., à : M. LAFARGE SETEC International 58, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12

Adresser C.V., à : M. LAFARGE SETEC International 58, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

RANK XEROX

continue son développement et recherche :

chef de service administratif et financier

85.000/95.000 F Pour la succursale de LILLE (125 pers.)

Il aura la responsabilité d'une équipe composée de 15 personnes environ.

Sa mission : assister le Directeur dans la gestion de son unité (administration commerciale, gestion budgétaire, gestion du personnel, recouvrement des créances) dans le cadre des procédures de la société.

L'homme : • formation supérieure complète, • expérience de l'encadrement d'une équipe, • expérience administrative et financière dans une unité opérationnelle, • habitudes des contacts commerciaux. Ce poste permet d'acquérir une connaissance du terrain qui est un atout important pour son évolution future dans la société.

La pratique de l'anglais est souhaitable.

Merci d'écrire s/réf. C.6 à Catherine RAFFIT Service Recrutement

RANK XEROX B.P. 83

93602 Aubry-sur-Bois

SPECIALISTES DE LA CARBURATION!

Notre Usine, implantée dans un cadre agréable en banlieue strasbourgeoise ne produisait jusqu'à ce jour que des transmissions automatiques.

Nous lançons un nouveau carburateur et nos effectifs vont progresser de 1200 à 1800 personnes en 8 mois.

Nous proposons plusieurs postes de haut niveau pour INGENIEURS EXPERIMENTES soit : — en bureau d'études carburateur — soit en essais, développement et test. Anglais souhaité.

Nous assurons : — des salaires élevés, — avantages sociaux, — prime de réinstallation, — possibilité de logement.

Adresser le plus rapidement possible CV détaillé, photo et prétentions à GENERAL MOTORS STRASBOURG S.A. Direction du Personnel

61, rue de la Rochelle 67026 STRASBOURG/CEDEX

Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer faiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parmes dans « Le Monde » concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

- 1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions suivantes :
☐ Direction générale, fonctions multiples.
☐ Marketing relations publiques publicités.
☐ Informatique.
☐ Production entreprises.
☐ Ingénieurs.
☐ Etudes organisation et recherche.
- 2) Direction financière et administrative.
☐ Comptabilité.
☐ Personnel formation relations humaines et sociales.
☐ Direction commerciale vente.
☐ Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en France)

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
12 semaines	40	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
24 semaines	70	136	199	259	315	365	415	462	504	542	572
36 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 574.72.05, ou écrire :

« LE MONDE » INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du « Monde » ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris)

ETRANGER : envoi aérien 4 F par fonction et par semaine.

CHAUSSEON

Etablissement de MAUBEUGE (2.200 personnes)

INGÉNIEUR ou CADRE

DIPLOME A.M., I.C.A.M., E.S.C.P., E.S.C.A.R.

Vous avez une expérience minimale de 5 ans dans le domaine de l'organisation administrative acquise dans une entreprise industrielle. Vous avez de bonnes connaissances en informatique.

Vous êtes peut-être ingénieur Analyste chargé des projets administratifs et comptables.

Nous vous proposons la responsabilité de toutes les applications administratives de l'établissement et la supervision de la section informatique.

Ce poste peut vous conduire ultérieurement à un développement de carrière dans le Groupe.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à : M. Bernard - Service Gestion Cadres - B.P. 236, 52001, Asnières Cedex. Tél. : 780-61-53, poste 36-15.

DIRECTEUR FINANCIER

METZ - 100.000 +

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE recherche

UN COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

pour lui confier la direction financière.

Agé d'un moins 30 ans et titulaire d'un diplôme supérieur, le candidat doit avoir une expérience complète des problèmes financiers et comptables lui permettant de prendre en charge la comptabilité (générale et analytique) et d'orienter la politique financière d'une société de moyenne importance. Il doit posséder en outre des connaissances approfondies des législations fiscale et sociale et justifier d'excellentes références professionnelles et morales.

Expér. du traitement mécanographique souhaitée. Logement assuré.

Envoyer curriculum vitae détaillé, photo et rémunération actuelle sous n° 297, STRABO, 138, av. Charles-de-Gaulle, 92022 NEUILLY SUR SEINE.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

REGION CENTRE-OUEST recherche

UN TECHNIICO-COMMERCIAL

ayant une formation technique et une expérience de plusieurs années de préférences dans les secteurs d'agencement et de décoration. Sans charge de promouvoir les produits et devra conseiller nos vendeurs et nos utilisateurs. Déplacement environ 30 % du temps.

UN AGENT NÉGOCE BOIS

ayant une bonne connaissance des bois tropicaux (AFRICAINS et ASIATIQUES) et une bonne expérience du montage, cubage et classement sur parcel. Expérience en Afrique ou Asie souhaitée et ayant déjà pratiqué la négociation des bois, sera chargé d'assurer la commercialisation de grumes, avives et placages.

Pour les deux cas, envoyer C.V. et prétentions à n° 90.883, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Le Centre Hospitalier

de CHATEAUBLOUX (Indre) recherche :

2 AGENTS CONTRACTUELS (hommes ou femmes) :

Titulaires de la licence d'enseignement supérieur, aptes aux fonctions d'enseignement et de responsabilité. Logement assuré. Pour les renseignements, s'adr. à M. le directeur du Centre Hospitalier de Chateaubloux (Indre).

Société multinationale

recherche pour son usine du Sud-Ouest

AGENTS TECHNIQUES (hommes ou femmes) :

Profil : — I.U.T., mécanique ou électronique ; — Expérience 2 ans minimum ; — Age : 25 ans minimum. Possibilité de carrière si réussite. Envoyer C.V. et prétentions, à : HAVAS ANGOULEME, n° 840, qui transmettra.

offres d'emploi

COMSIP ENTREPRISE

Leader européen pour la conception, l'étude et la réalisation de systèmes d'automatisation industrielle.

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

recherche pour son département INTERNATIONAL TECHNICAL SERVICES

هكزام الألف

ARMÉE

Libres opinions

Faut-il garder l'armée de Monsieur Thiers ?

par ARTHUR CONTE (*)

Il n'y a point que les arguments techniques et budgétaires soutenus par Pierre Messmer devant l'Assemblée nationale, puis par Jacques Chirac dans son discours du 5 décembre, qui nous engagent à revoir au plus tôt et avec la lucidité des juges sereins notre position traditionnelle sur ce qu'il faut bien appeler « l'armée de Monsieur Thiers », telle qu'elle fut voulue par lui en 1872 (1), par moyen de conscription nationale. Les arguments politiques et sociologiques qui militent dans le même sens sont tout aussi sérieux.

Il faut, en effet, se rappeler les principaux arguments qui furent développés lors du grand débat parlementaire au cours duquel Monsieur Thiers, évidemment dans la pleine conscience de son plein devoir, fit adopter par le Parlement la règle du système militaire pour tous, ou devant passer pour tel. Après un siècle, ils ont tous pris beaucoup de rouille. Ils font naître du coup autant de contre-arguments, qui donnent gravement à réfléchir.

Le premier argument des partisans d'une armée de conscription était de communiquer à tous les citoyens sans exception une conscience intense de la défense nationale. A la caserne, mieux que n'importe où, le citoyen-soldat apprendrait à aimer la nation en la servant. Cet argument de « conscience » se doublait d'ailleurs d'un argument « subconscient » : dès 1872, forger la vaste armée qui aurait à prendre la revanche de la terrible défaite de 1871. Or, de nos jours, non seulement Dieu merci ! quelque esprit agressif et revanchard n'existe plus, par la force des choses, mais encore il devient de plus en plus difficile à qui que ce soit d'affirmer que le citoyen-soldat se forme dans nos casernes une âme fervente et romaine : à entendre les témoignages, reconnaissons tous qu'on serait plutôt enclin à imaginer que de telles vertus, s'il les a, tendent au contraire à s'y éteindre ; une dramatique argumentation manque pour « dynamiser » l'esprit de sacrifice.

Le second — qui fut beaucoup plus invoqué quelques années plus tard — était de faire de la caserne une seconde école. Le village bâillonné l'école pour les enfants ; la caserne serait l'école pour les jeunes gens. De fait, curieusement, même après l'instruction de l'école laïque, gratuite et obligatoire, on a vu arriver sous les drapeaux des dizaines de milliers de garçons ne sachant ni lire ni écrire. Le capitaine devait rattraper les déficiences de l'instituteur. Outre qu'une telle mission paraît fort oubliée, il faut convenir que les moyens modernes d'éducation, de formation et d'information, à commencer par le développement de la presse écrite et l'avènement de l'univers audiovisuel, sont — pour décrier les esprits — comme on disait alors, et combler les plus larges lacunes, autrement puissants que les dictées ou les catéchismes du capitaine-instituteur dont rêva Monsieur Thiers.

Le troisième argument était de développer le mélange des classes : mieux faire connaître au fils du duc et du fils du prolétaire, et inversement ; mieux faire communier tous les fils de la nation, pauvres et riches, porteurs du même uniforme, dans les mêmes sentiments. A cet égard, la mission de l'armée fut en effet très belle, admirablement conduite en profondeur, et contribua beaucoup à donner à la noblesse, puis à la grande bourgeoisie, conscience des dignités du tiers état au lieu d'être, puis aux enfants du fond du peuple, conscience des authentiques vertus des hauts ordres. Mais c'était une époque où, de l'école au bal et au métier, tout séparait gravement les classes, où des murs épais barraient les rapports entre les différentes catégories de citoyens. De surcroît, le prodigieux développement des activités sportives amène aussi à rapprocher le fils du duc et le fils du charpentier. Certes, quelques exceptions demeurent, soit, ici, par snobisme indélébile, soit, là, par esprit excessif de persécution, et ne s'effaceront que lentement. Il n'en reste pas moins que, dans l'unification de l'esprit national comme dans la définition de la situation mondiale, la caserne a perdu son rôle primordial.

Le quatrième argument, le plus politique, pas toujours prononcé, était de forger l'instrument le plus apte à sauvegarder notre empire et à assurer la paix civile : veiller sur Alger et anéantir la Commune. Il tombe de lui-même. D'une part, il n'y a plus d'empire ; d'autre part, l'armée épouse en elle-même, avec une telle densité, toutes les passions et toutes les querelles de la nation, qu'elle serait la première déchirée si le malheur conduisait la nation à l'être. Le citoyen-sentinel s'impose désormais aussi peu que le citoyen-hussard.

Enfin, il est clair que la vie moderne exige des forces de l'ordre, des missions qui n'étaient pas prévues pour notre vieille armée : entre autres, celle devenue capitale de renforcer la sécurité dans toutes nos villes. Comment défendre nos frontières sans protéger aussi nos maisons ? Il est évident que le développement du banditisme et la multiplication des agressions de toute nature doivent au plus tôt nous conduire à poser cette question primordiale : laissant à une armée fortement spécialisée et disposant des armements les plus neufs le soin d'assurer la sécurité collective, ne vaudrait-il pas mieux assurer une plus sérieuse sécurité individuelle avec de plus puissantes forces de protection qu'entretenir à grands frais « l'armée de Monsieur Thiers » ?

Au total, il apparaît en tout cas qu'au plus tôt le problème devra être posé à la nation, sereinement et dans toute son ampleur. C'est un problème trop réel et pressant. Il serait trop grave de le laisser pourrir et, par défaut d'une analyse objective, laisser se développer à travers le pays des confusions regrettables ou des partis pris redoutables. Le président lui-même ne saurait sur un tel problème demeurer longtemps silencieux — non plus que les principaux responsables du destin national pour aujourd'hui ou pour demain. La mise en place d'une armée nouvelle, adaptée aux nouveaux devoirs fondamentaux, voici aussi une réforme digne de ce nom.

(*) Ancien député U.D.R. Ancien président-directeur général de l'O.R.T.F.

M (1) La loi du 27 juillet 1872 (loi Thiers) a institué un service personnel et obligatoire, mais intégral : cinq ans de service actif, sans pour les militaires, les soutiens de famille et les candidats à l'enseignement public. Les bacheliers et élèves des grandes écoles pouvaient ne faire qu'un an, mais payaient leur entretien. — (N.D.L.R.)

Le ministre de la défense indique que, sur ces 34 000 appelés, environ 9 000 se sont présentés à des examens de sélection (entre, et que 4 200 ont été reçus à ces examens (soit un sur huit environ). « Si le taux de réussite dans les examens de sélection est faible, précise le ministre de la défense, il faut tenir compte du fait que le plus souvent ces examens sont passés à l'issue du service militaire. C'est ce qui indique le ministère de la défense dans un dossier qui vient de rendre public avec le concours de la Mission de la formation professionnelle et de la promotion sociale (M.F.P.P.S.).

Ce sont au total près de 34 000 inscriptions à des cours qui ont été prises par des appelés du contingent en 1976. Ces cours sont ceux qui ont par correspondance. On a enregistré environ 17 500 inscriptions dans l'enseignement primaire, 7 000 dans l'enseignement secondaire et 4 000 dans l'enseignement technique et 400 dans l'enseignement supérieur.

Le ministère de la défense indique que, sur ces 34 000 appelés, environ 9 000 se sont présentés à des examens de sélection (entre, et que 4 200 ont été reçus à ces examens (soit un sur huit environ). « Si le taux de réussite dans les examens de sélection est faible, précise le ministre de la défense, il faut tenir compte du fait que le plus souvent ces examens sont passés à l'issue du service militaire. C'est ce qui indique le ministère de la défense dans un dossier qui vient de rendre public avec le concours de la Mission de la formation professionnelle et de la promotion sociale (M.F.P.P.S.).

Ce sont au total près de 34 000 inscriptions à des cours qui ont été prises par des appelés du contingent en 1976. Ces cours sont ceux qui ont par correspondance. On a enregistré environ 17 500 inscriptions dans l'enseignement primaire, 7 000 dans l'enseignement secondaire et 4 000 dans l'enseignement technique et 400 dans l'enseignement supérieur.

Le ministère de la défense indique que, sur ces 34 000 appelés, environ 9 000 se sont présentés à des examens de sélection (entre, et que 4 200 ont été reçus à ces examens (soit un sur huit environ). « Si le taux de réussite dans les examens de sélection est faible, précise le ministre de la défense, il faut tenir compte du fait que le plus souvent ces examens sont passés à l'issue du service militaire. C'est ce qui indique le ministère de la défense dans un dossier qui vient de rendre public avec le concours de la Mission de la formation professionnelle et de la promotion sociale (M.F.P.P.S.).

Ce sont au total près de 34 000 inscriptions à des cours qui ont été prises par des appelés du contingent en 1976. Ces cours sont ceux qui ont par correspondance. On a enregistré environ 17 500 inscriptions dans l'enseignement primaire, 7 000 dans l'enseignement secondaire et 4 000 dans l'enseignement technique et 400 dans l'enseignement supérieur.

Le ministère de la défense indique que, sur ces 34 000 appelés, environ 9 000 se sont présentés à des examens de sélection (entre, et que 4 200 ont été reçus à ces examens (soit un sur huit environ). « Si le taux de réussite dans les examens de sélection est faible, précise le ministre de la défense, il faut tenir compte du fait que le plus souvent ces examens sont passés à l'issue du service militaire. C'est ce qui indique le ministère de la défense dans un dossier qui vient de rendre public avec le concours de la Mission de la formation professionnelle et de la promotion sociale (M.F.P.P.S.).

Ce sont au total près de 34 000 inscriptions à des cours qui ont été prises par des appelés du contingent en 1976. Ces cours sont ceux qui ont par correspondance. On a enregistré environ 17 500 inscriptions dans l'enseignement primaire, 7 000 dans l'enseignement secondaire et 4 000 dans l'enseignement technique et 400 dans l'enseignement supérieur.

Le ministère de la défense indique que, sur ces 34 000 appelés, environ 9 000 se sont présentés à des examens de sélection (entre, et que 4 200 ont été reçus à ces examens (soit un sur huit environ). « Si le taux de réussite dans les examens de sélection est faible, précise le ministre de la défense, il faut tenir compte du fait que le plus souvent ces examens sont passés à l'issue du service militaire. C'est ce qui indique le ministère de la défense dans un dossier qui vient de rendre public avec le concours de la Mission de la formation professionnelle et de la promotion sociale (M.F.P.P.S.).

UNE INTERVIEW A « TINTIN »

Le service militaire actuel ne sera pas viable très longtemps estime M. Chirac

L'hebdomadaire *Tintin* publie dans son numéro du mardi 28 décembre une interview de M. Jacques Chirac. L'ancien premier ministre y révèle notamment au sujet des questions qu'il lit « très souvent » des bandes dessinées (ses filles lui ont même offert pour son anniversaire une réédition de l'album des Fieles Nickels publié vers 1910, qu'il a lu « avec un intérêt passionné »). Il n'est pas « un angoussé » et qu'il est de ceux « qui n'ont pas le masque et qui osent le dire ». Le président du R.P.R. refuse l'« image de marque » qu'on lui attribue de « toujours se faire des coups », alors que, dit-il, il n'a jamais voulu en faire. Il s'explique aussi sur l'avenir du service militaire et sur les ventes d'armes françaises à l'étranger.

« Un pourcentage trop important de jeunes, note-t-il, sont dispensés du service militaire parce que les structures de notre défense, les évolutions de la technique ne permettent pas de recruter une armée de métier. M. Simon-Lorère (1) l'a déjà réclamée. Voilà donc enfin résolu — trois mois plus tard — le but recherché par Jacques Chirac : exploiter le malaise de l'armée, monter une provocation, cet afin de passer de la conscription à l'armée de métier. Le coup était bien préparé. »

M. Yvon Bourges, qui, au meeting de la Porte-de-Verdun, ne démentait pas ses applaudissements à M. Chirac ? Que valent donc les engagements du ministre de la défense lors du débat sur la loi de programmation militaire 1977-1982 ? », conclut M. Henu.

(1) M. Simon-Lorère, député R.P.R. du Var et ancien ministre de l'Armement, a été chargé de la défense nationale entre juin 1969 et juillet 1972. D'origine américaine et exportée par Israël.

M. Henu (P.S.) : une provocation

Membre du comité directeur du P.S. et président des conventions pour l'armée nouvelle, M. Charles Henu a déclaré :

« Il y a un an, en novembre 1975, M. Jacques Chirac, premier ministre d'alors, essayait de s'attaquer au parti socialiste à propos d'un discours prononcé par nos militants lors de l'Est à Paris. Puis il s'en prenait aux syndicalistes C.F.D.T., inculpait des citoyens — soldats et civils — d'attitudes antisociales, et dénonçait la Gou de la défense. Aujourd'hui cette lamentable provocation s'est effondrée. (...) Tandis que le parti socialiste demandait la libération des soldats emprisonnés, que Gaston Defferre souhaitait un débat à l'Assemblée nationale sur les questions militaires, on se souvient que les structures de notre gouvernement se sont effondrées à nos yeux pour nous amener à l'idée

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Un appelé du contingent sur huit a pu suivre en 1976 des cours de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Les ventes d'armes à Israël

Quand le client devient un concurrent de son fournisseur...

Si le gouvernement israélien vend à l'étranger le nouvel avion de combat Kfir, qui est considéré comme la copie du Mirage-III, du moins pour la cellule, le groupe privé Dassault-Breguet contre-attaque, au basculement par la menace d'un procès en concurrence déloyale. Aux Etats-Unis, les ventes d'armements israéliens à l'exportation commencent d'inquiéter le Pentagone. Le département d'Etat et les industriels américains qui estiment que la technologie israélienne s'inspire, souvent trop abusivement, de la technologie américaine au point de lui créer une rivalité préjudiciable sur les marchés étrangers.

Depuis peu, en effet, la production de guerre israélienne apparaît, à l'extérieur, en concurrence avec des matériels américains, notamment, et à destination de pays clients avec lesquels les Etats-Unis ne veulent pas commercer dans l'espoir d'y contrôler la course effrénée aux armements.

C'est ainsi que, récemment, des missions israéliennes ont parcouru l'Amérique latine, la République Sud-Africaine ou l'Europe pour proposer des matériels militaires qui sont conçus en Israël, mais qui doivent beaucoup à la technologie américaine et même française. C'est le cas pour l'avion de combat Kfir qui emprunte à la cellule de l'appareil Mirage-III et qui est propulsé par un réacteur américain construit sous licence. Le Kfir a été présenté à des pays latino-américains et à l'Australie, en concurrence pour ce dernier pays avec une production de Dassault-Breguet. Mais c'est aussi le cas pour certains équipements — des missiles, des matériels électroniques ou des cacons — d'origine américaine et exportés par Israël.

Dans certains cas, la concurrence se révèle déloyale dès lors que le pays, qui bénéficie de ces accords de compensation industrielle, peut revendre un matériel à des prix inférieurs à celui de son partenaire initial.

Selon certaines sources d'information, le chasseur bombardier Kfir a été proposé à l'étranger pour environ 4 millions de dollars l'exemplaire (soit 20 millions de francs), donc à un prix très compétitif, notamment des industriels français et américains. Les Etats-Unis ont rappelé aux Israéliens qu'ils avaient absolument besoin de leur autorisation pour exporter éventuellement le Kfir, et les industriels français, prêts à contre-attaquer sur le plan judiciaire, considèrent toutefois que le gouvernement israélien sera suffisamment prudent, en la circonstance, pour qu'il n'y ait pas matière à contestation.

Le désir de nombreux pays, dans le monde, de profiter d'une assistance technique étrangère pour mettre sur pied une industrie nationale d'exportation d'armement renforce les risques d'une prolifération des matériels de guerre par le biais de ces accords de compensation industrielle, et diminue, en revanche, les chances d'un contrôle international du commerce des armes.

JACQUES ISNARD.

Rivalités

Plusieurs pays, comme le Japon par exemple, pratiquent une attitude comparable à celle d'Israël. Ils tentent d'acquiescer des méthodes de fabrication étrangères en concluant des accords de licence ou de sous-traitance industrielle avec plusieurs fournisseurs. Les commandes de matériels ne sont parfois signées qu'à la condition d'obtenir, par des contrats de compensation industriels, le droit de fabriquer des éléments qui sont alors revendus aux fournisseurs. Cet échange de

ont une importance capitale. Le sens psychologique est plus déterminant que l'économie politique ou la prétendue objectivité historique, n'en déplaisent aux marxistes. » D'ailleurs il n'aime que les hommes hors du commun et préfère rester seul avec Platon plutôt que d'avoir à fréquenter le tout-venant. »

Ce n'est pas qu'il soit snob, tout au contraire. Mais il est le premier à reconnaître qu'il est peu démocrate par nature. Si le mot n'avait pas été détourné de son sens de gouvernement par les meilleurs, c'est sans doute celui d'aristocratie qui correspondrait le mieux à ses vœux profonds. En tout cas, s'il a souhaité vivre dans l'intimité des grands, il a été comblé, et cela nous vaut quelques portraits réussis. Ainsi du cardinal Pacelli, futur Pie XII, « plus allemand qu'italien », D'Adenauer, avec son « visage de bois », sa « capacité de haine illimitée » et son « absolutisme légendaire », ou de Kissinger, qui « a tort de montrer qu'il s'estime supérieur à tout le monde ». Il aura été sans doute « pour Israël le meilleur secrétaire d'Etat qu'on puisse imaginer » bien que, s'il avait été israélien, « il serait probablement devenu un fonctionnaire de troisième rang ou ministre des affaires étrangères », peut-être un consul à Milwaukee...

Curieusement, et c'est peut-être l'une des racines du « paradoxe » qui donne sans beaucoup d'explications son titre au livre, ce sceptique sans illusion sur les hommes, est un optimiste. Goldmann croit que l'Europe se fera, que l'ONU, dans une ou deux générations, sera munie de véritables pouvoirs. Il s'attend même à une paix prochaine entre Israël et le monde

arabe, inaugurant une ère de reconnaissance au Proche-Orient, qui verrait l'Etat juif renouer « tout » provincialisme » et constituer un élément décisif de synthèse culturelle. Le ciel l'entende !

ANDRÉ FONTAINE.

* Nahum Goldmann, Le Paradoxe, Jull. Stock, 264 p., 38 F.

LA MORT DE M. JUAN PEREZ DE LA RIVA

Un historien de la traite des Noirs

Nous apprenons la mort, survenue le 28 novembre à La Havane, de M. Juan Perez de la Riva, professeur de géographie à l'université de La Havane et professeur associé à l'université Paris-X.

(Né à Biarritz, en 1913, dans une famille d'origine française installée à Cuba au dix-neuvième siècle, Juan Perez de la Riva a fait ses études secondaires à Cuba puis des études supérieures de géographie à l'université de Grenoble. Il a pris part aux luttes des étudiants cubains contre la dictature de Machado.

Spécialiste des questions de démographie et de géographie humaine, il s'est intéressé également à l'histoire économique. Professeur de géographie à l'université de La Havane puis, depuis sa création, immédiatement après la victoire des révolutionnaires en 1959, directeur de la revue de la bibliothèque nationale, il a écrit de nombreux ouvrages, notamment sur la traite des Noirs et l'esclavage à Cuba. Il laisse un ouvrage posthume sur le « masojisme », c'est-à-dire sur la vie des esclaves qui étaient parvenus à fuir les plantations et à se réfugier dans les régions les plus désertées de l'île.)

PRESSE

Les Britanniques, sans journaux depuis samedi 25, en raison des fêtes de Noël, sont encore privés, ce mardi 28 décembre, de la plupart de leurs quotidiens, par suite d'une grève des ouvriers d'imprimerie, qui réclament le paiement d'une prime spéciale pour travailler pendant les jours fériés.

Cinq des sept grands titres nationaux, le *Sun*, le *Daily Mirror*, le *Daily Mail*, le *Daily Telegraph* et le *Times* n'ont pas paru à Londres mardi matin, le *Daily Express* et le *Guardian* étant les seuls à être publiés.

M. Yvon Toussaint (le *Soleil*, Belgique) a été élu président de l'Association de la presse étrangère, qui vient de renouveler son comité. Ont été élus vice-présidents : M.M. Gerhard Leo (Nouvelles Deutschland, R.F.G.), Seld Tomoda (Sankei Shimbun, Japon) et Lev Volodine (Izvestia, U.R.S.S.).

Six mille cinq cents exemplaires du « *Parisien libéré* » détruits près de Senlis — Une dizaine d'inconnus ont, dans la nuit du dimanche à lundi 27 décembre, intercepté à Pontarmé, près de Senlis (Oise), une camionnette contenant six mille cinq cents exemplaires du *Parisien libéré* (édition de Compiègne). Les six mille cinq cents exemplaires ont été jetés dans les douves du château de Pontarmé.

Le ministre de la défense indique que, sur ces 34 000 appelés, environ 9 000 se sont présentés à des examens de sélection (entre, et que 4 200 ont été reçus à ces examens (soit un sur huit environ). « Si le taux de réussite dans les examens de sélection est faible, précise le ministre de la défense, il faut tenir compte du fait que le plus souvent ces examens sont passés à l'issue du service militaire. C'est ce qui indique le ministère de la défense dans un dossier qui vient de rendre public avec le concours de la Mission de la formation professionnelle et de la promotion sociale (M.F.P.P.S.).

Ce sont au total près de 34 000 inscriptions à des cours qui ont été prises par des appelés du contingent en 1976. Ces cours sont ceux qui ont par correspondance. On a enregistré environ 17 500 inscriptions dans l'enseignement primaire, 7 000 dans l'enseignement secondaire et 4 000 dans l'enseignement technique et 400 dans l'enseignement supérieur.

Le ministère de la défense indique que, sur ces 34 000 appelés, environ 9 000 se sont présentés à des examens de sélection (entre, et que 4 200 ont été reçus à ces examens (soit un sur huit environ). « Si le taux de réussite dans les examens de sélection est faible, précise le ministre de la défense, il faut tenir compte du fait que le plus souvent ces examens sont passés à l'issue du service militaire. C'est ce qui indique le ministère de la défense dans un dossier qui vient de rendre public avec le concours de la Mission de la formation professionnelle et de la promotion sociale (M.F.P.P.S.).

Ce sont au total près de 34 000 inscriptions à des cours qui ont été prises par des appelés du contingent en 1976. Ces cours sont ceux qui ont par correspondance. On a enregistré environ 17 500 inscriptions dans l'enseignement primaire, 7 000 dans l'enseignement secondaire et 4 000 dans l'enseignement technique et 400 dans l'enseignement supérieur.

Le ministère de la défense indique que, sur ces 34 000 appelés, environ 9 000 se sont présentés à des examens de sélection (entre, et que 4 200 ont été reçus à ces examens (soit un sur huit environ). « Si le taux de réussite dans les examens de sélection est faible, précise le ministre de la défense, il faut tenir compte du fait que le plus souvent ces examens sont passés à l'issue du service militaire. C'est ce qui indique le ministère de la défense dans un dossier qui vient de rendre public avec le concours de la Mission de la formation professionnelle et de la promotion sociale (M.F.P.P.S.).

Ce sont au total près de 34 000 inscriptions à des cours qui ont été prises par des appelés du contingent en 1976. Ces cours sont ceux qui ont par correspondance. On a enregistré environ 17 500 inscriptions dans l'enseignement primaire, 7 000 dans l'enseignement secondaire et 4 000 dans l'enseignement technique et 400 dans l'enseignement supérieur.

Le ministère de la défense indique que, sur ces 34 000 appelés, environ 9 000 se sont présentés à des examens de sélection (entre, et que 4 200 ont été reçus à ces examens (soit un sur huit environ). « Si le taux de réussite dans les examens de sélection est faible, précise le ministre de la défense, il faut tenir compte du fait que le plus souvent ces examens sont passés à l'issue du service militaire. C'est ce qui indique le ministère de la défense dans un dossier qui vient de rendre public avec le concours de la Mission de la formation professionnelle et de la promotion sociale (M.F.P.P.S.).

LETTRES

Le paradoxe de Nahum Goldmann

(Suite de la première page.)

Mais « il se prenait au sérieux et sous ce jour ou moins il était le contraire de moi-même ». D'accord sur la nécessité de créer un Etat juif, persuadés tous deux qu'il ne survivrait pas s'il devenait un Etat « comme les autres », ils s'opposaient totalement sur l'attitude à observer vis-à-vis des Arabes. Aux yeux de Ben Gourion, ceux-ci « ne comprennent que la manière forte », et les efforts de persuasion, avec eux, sont dénués d'effet. Goldmann, quant à lui, n'a cessé de croire à la nécessité d'une solution négociée, à défaut de laquelle Israël se trouvera tôt ou tard englouti dans la masse arabe.

Le président du Congrès juif mondial, qui préconise la neutralité de l'Etat d'Israël et sa participation à une confédération du Proche-Orient, est sévère à l'égard de la ligne actuellement suivie par le gouvernement de Jérusalem. Il est considéré de ce fait par un certain nombre de ses coreligionnaires comme un original ou un naïf. Ils ne peuvent oublier cependant sa clairvoyance face au péril nazi, son rôle dans le ralliement de l'administration Truman à la création de l'Etat juif et surtout dans le paiement de celui-ci, par la République fédérale d'Allemagne, de réparations sans lesquelles il aurait déjà fait faillite.

Le livre de Nahum Goldmann se lit avec un constant intérêt parce qu'à chaque instant l'anecdote éclaire le récit, étaye l'affirmation, parce que la psychologie, des individus comme des foules, y a toujours le pas sur le dogmatisme ou les affirmations de principe. Pour lui, comme pour Simone Weil, qui l'a si bien dit dans « l'Enracinement », les relations personnelles

ont une importance capitale. Le sens psychologique est plus déterminant que l'économie politique ou la prétendue objectivité historique, n'en déplaisent aux marxistes. » D'ailleurs il n'aime que les hommes hors du commun et préfère rester seul avec Platon plutôt que d'avoir à fréquenter le tout-venant. »

Ce n'est pas qu'il soit snob, tout au contraire. Mais il est le premier à reconnaître qu'il est peu démocrate par nature. Si le mot n'avait pas été détourné de son sens de gouvernement par les meilleurs, c'est sans doute celui d'aristocratie qui correspondrait le mieux à ses vœux profonds. En tout cas, s'il a souhaité vivre dans l'intimité des grands, il a été comblé, et cela nous vaut quelques portraits réussis. Ainsi du cardinal Pacelli, futur Pie XII, « plus allemand qu'italien », D'Adenauer, avec son « visage de bois », sa « capacité de haine illimitée » et son « absolutisme légendaire », ou de Kissinger, qui « a tort de montrer qu'il s'estime supérieur à tout le monde ». Il aura été sans doute « pour Israël le meilleur secrétaire d'Etat qu'on puisse imaginer » bien que, s'il avait été israélien, « il serait probablement devenu un fonctionnaire de troisième rang ou ministre des affaires étrangères », peut-être un consul à Milwaukee...

Curieusement, et c'est peut-être l'une des racines du « paradoxe » qui donne sans beaucoup d'explications son titre au livre, ce sceptique sans illusion sur les hommes, est un optimiste. Goldmann croit que l'Europe se fera, que l'ONU, dans une ou deux générations, sera munie de véritables pouvoirs. Il s'attend même à une paix prochaine entre Israël et le monde

arabe, inaugurant une ère de reconnaissance au Proche-Orient, qui verrait l'Etat juif renouer « tout » provincialisme » et constituer un élément décisif de synthèse culturelle. Le ciel l'entende !

ANDRÉ FONTAINE.

* Nahum Goldmann, Le Paradoxe, Jull. Stock, 264 p., 38 F.

LA MORT DE M. JUAN PEREZ DE LA RIVA

Un historien de la traite des Noirs

Nous apprenons la mort, survenue le 28 novembre à La Havane, de M. Juan Perez de la Riva, professeur de géographie à l'université de La Havane et professeur associé à l'université Paris-X.

(Né à Biarritz, en 1913, dans une famille d'origine française installée à Cuba au dix-neuvième siècle, Juan Perez de la Riva a fait ses études secondaires à Cuba puis des études supérieures de géographie à l'université de Grenoble. Il a pris part aux luttes des étudiants cubains contre la dictature de Machado.

Spécialiste des questions de démographie et de géographie humaine, il s'est intéressé également à l'histoire économique. Professeur de géographie à l'université de La Havane puis, depuis sa création, immédiatement après la victoire des révolutionnaires en 1959, directeur de la revue de la bibliothèque nationale, il a écrit de nombreux ouvrages, notamment sur la traite des Noirs et l'esclavage à Cuba. Il laisse un ouvrage posthume sur le « masojisme », c'est-à-dire sur la vie des esclaves qui étaient parvenus à fuir les plantations et à se réfugier dans les régions les plus désertées de l'île.)

هكذا من الامم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

LA GRÈVE DES EMPLOYÉS DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS

« La peau de l'écureuil ? »

Quelques deux cents personnalités appartenant au monde politique, judiciaire, artistique ou littéraire ont signé un manifeste en faveur des employés de la Caisse d'épargne de Paris qui, depuis le 6 octobre, ont déclenché, à l'initiative du syndicat unitaire de la C.F.D.T., un mouvement de grève suivi par 30 % du personnel. Les grévistes réclament le « maintien des avantages acquis » et, notamment, le versement intégral de la prime de fin d'année. Ce manifeste « exige l'ouverture médiate de réelles négociations ».

l'indexation des fonds déposés sur le livret ordinaire de la Caisse d'épargne, en fonction du taux réel de l'inflation, sans blocage des sommes déposées.

Cette grève, qui connaît aujourd'hui des prolongements judiciaires, suscite amertume et irritation chez de nombreux déposants de la capitale et de la proche banlieue. Plusieurs « comités de défense des usagers » se seraient créés, et, lundi 26 décembre, une délégation des retraités C.G.T. a eu une entrevue avec la direction de la Caisse d'épargne de Paris pour

« exprimer le désarroi et le mécontentement de dizaines de milliers de vieux Parisiens qui, en cette période de l'année, n'ont pu accéder aux guichets du fait de l'intransigeance du gouvernement et de la direction face aux justes revendications du personnel ».

Après l'article intitulé « La peau de l'écureuil » (« Le Monde » du 11 décembre), des lecteurs ont réagi, dans un sens plutôt défavorable aux grévistes. On lira ci-dessous des extraits de cette correspondance.

« La démagogie de l'état-major syndical »

M. Claude Guez et René Le...
« Caisse d'épargne de Paris et des événements du S.U.A.C.C.E. (Syndicat unitaire des agents et cadres des caisses d'épargne) ».

« Ces sommes syndiquées au livret unitaire depuis vingt ans, pour la première fois de notre adhésion, nous nous voyons dans l'obligation de nous opposer à un mouvement de grève que nous jugeons « déraisonnable. Vous n'avez pas été... »

« Remarque que les motivations du personnel en grève, qui multiples, ne se fondent pas sur des besoins matériels sé-

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

« Caisse d'épargne de Paris, tant à elle, comme encore une gestionnaire archaïque qui reste la situation de transition. (...) ancrément à environ quarante

A LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Un cadre fait la grève de la faim pour protester contre des méthodes d'enquête interne

Pour obtenir de « travailler dans des conditions normales », un cadre de la Société générale, muté il y a deux mois d'une agence de cette banque, située rue de Turenne, à Paris-3^e, a fait la grève de la faim depuis le 23 décembre. Selon le Groupement national des cadres et cadres du crédit (G.N.C.C.), ce salarié « subit depuis plus de trois mois des interrogatoires d'inspiration » de la part du service de l'inspection, qui dépend de la direction générale et qui se livre à « de véritables manœuvres d'intimidation poli-

par la convention collective des banques ». Après enquête, déclare la direction, un rapport est d'ailleurs soumis à l'intéressé, rapport qu'il est tenu de signer « et auquel il a le droit d'ajouter sa réponse écrite, qui lui permet, le cas échéant, de se justifier ou de se disculper s'il a fait l'objet d'une suspicion quelconque ».

À ces arguments, la C.G.T. répond que « les interrogatoires débordent largement le temps de travail » et réclame le droit, pour les personnes interrogées, de se faire assister par un délégué syndical. Selon les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T., la grève du personnel du siège de la SOFRES, à Montrouge, s'est élargie, lundi 27 décembre, aux enquêteurs. Plusieurs tentatives d'obtenir l'ouverture d'une négociation, y compris l'appel à un médiateur extérieur, ayant échoué, les salariés ont décidé, en assemblée générale, d'occuper dès lundi soir les locaux du siège.

À l'IFOP, autre organisme de sondage, la grève a pris fin, selon la direction, dès la fin de la semaine dernière. Les grévistes ont obtenu satisfaction sur plusieurs points, notamment au titre du pouvoir d'achat.

uniquement des quelques milliers de francs déposés à la Caisse de l'écureuil.

Je me fais l'interprète de l'anxiété qu'éprouvent plusieurs personnes de mon entourage à propos de la grève de l'écureuil. On soupçonne qu'il y a à cet

interminable et déplaisant conflit des raisons sous-jacentes, et l'on se demande s'il n'est pas dans les intentions de l'état de provoquer la disparition de la Caisse d'épargne de Paris ; si, au pis, cette grève ne risque d'aboutir à ce que l'on nommerait, dans le secteur privé, liquidation, banqueroute ou faillite.

(1) M.D.L.R. — Cet article du statut du personnel des caisses d'épargne ordinaire de France tire les conditions dans lesquelles une « prime d'association aux résultats » est versée au personnel.

Un expert, qui nous prie de lui conserver l'anonymat, écrit de son côté :

S'il est un rapport vraiment surprenant à la fois dans la forme et dans le fond, c'est bien celui de

l'expert commis par ordonnance de la Caisse d'épargne de Paris : (Cf. « L'écureuil »).

N'est-ce pas outrepasser ses fonctions, pour un expert — chargé dans le cas présent d'analyser et d'interpréter les textes — que de se substituer au juge en lui dictant les conditions de règlement du conflit ? D'autre

part, que le sache le « droit de grève », formellement inscrit dans notre législation, est encore respecté dans notre pays, si profondément attaché aux libertés fondamentales. Si les travailleurs d'une entreprise, publique ou privée, se mettent en grève, c'est en toute liberté et donc en toute responsabilité : qu'ils prennent leur décision : la grève ne leur est jamais « imposée », à moins qu'on ne les oblige pas non plus à ne pas faire grève.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
12 heures	5	5	2 1/2
1 mois	4 3/4	5 1/4	2 1/2
3 mois	4 1/2	5 1/4	2 1/2
6 mois	4 1/2	5 1/4	2 1/4

Pour une prime... aux épargnants

M. H. Aures, de Marseille, écrit :

Permettez-moi de vous suggérer une légère modification de l'article 69 (1), qui pourrait être ainsi rédigé : « Une prime d'association aux résultats est attribuée aux épargnants après publication du bilan et du rapport sur la gestion du dernier exercice ».

Je pense que cela mériterait tout le monde d'accord, car les seuls dont on ne parle pas dans ce conflit sont ceux qui déposent leur argent et permettent ainsi des bénéfices qui sont distribués à d'autres. Une trentième et une quatorzième part d'intérêts seraient pourtant les bienvenues pour les braves gens dont toute la fortune se compose parfois

FAITS ET CHIFFRES

Étranger

● EN ESPAGNE, le coût de la vie a augmenté de 1,9 % en novembre (chiffres provisoires). En un an, par rapport à novembre 1975, la hausse a atteint 20,4 %, contre 13,8 % de novembre 1974 à novembre 1975. — (Agefi.)

● AU DANEMARK, les prix ont augmenté de 1,1 % en novembre. En un an, par rapport à novembre 1975, la hausse a été de 8,4 %.

Prestations sociales

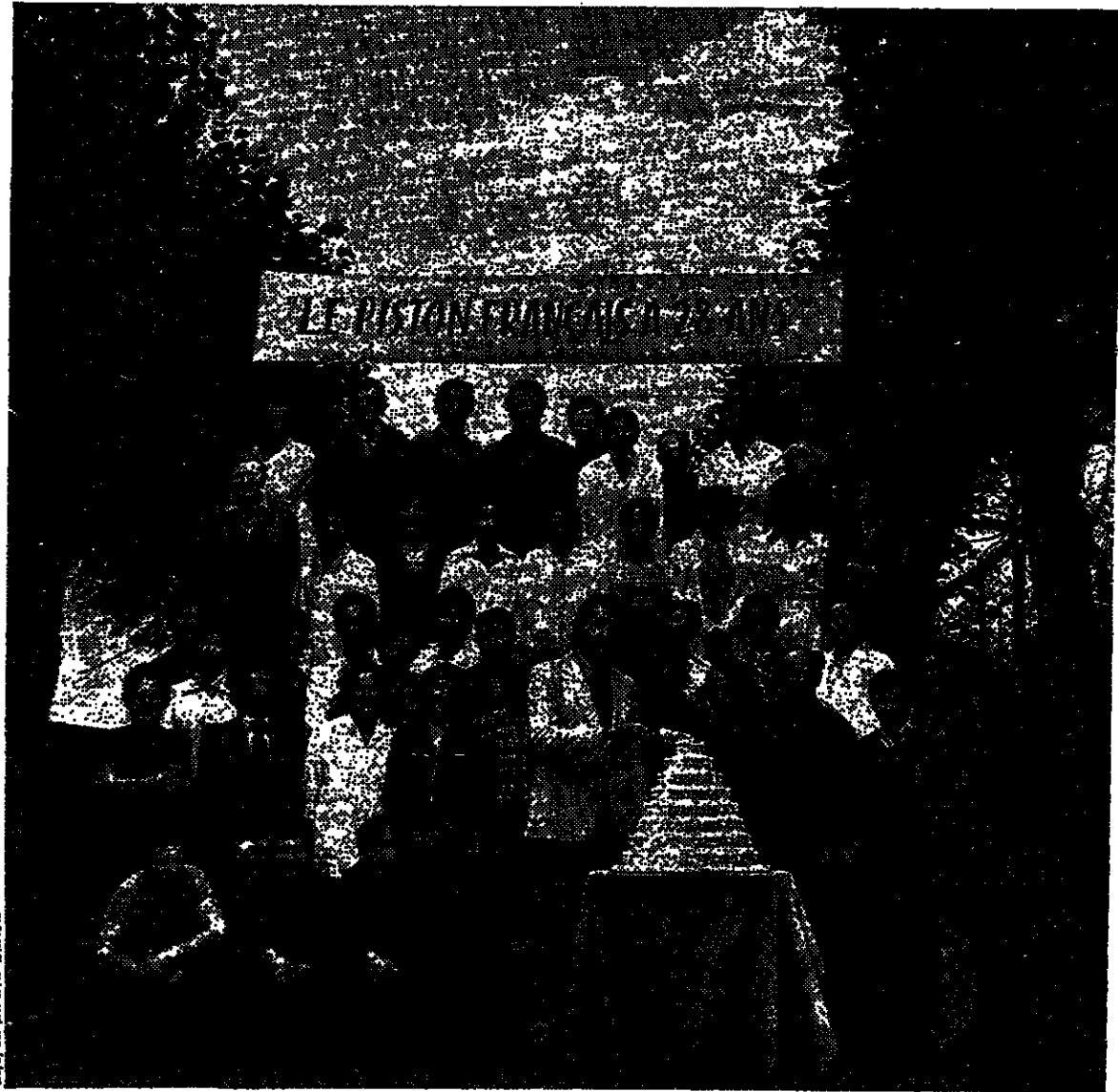
● LE C.N.F.P. PROTESTE contre l'augmentation du salaire minimum de la Sécurité sociale. Le patronat estime que cette majoration (+ 14,2 %) est « très largement supérieure à l'augmentation réelle des rémunérations des salariés qu'elle concerne directement », notamment des agents de maîtrise, des cadres et « plus généralement des salariés dont les rémunérations se situent à un niveau voisin du plafond ». Le C.N.F.P. affirme que ce relèvement « perturbe profondément le fonctionnement du régime des retraites complémentaires des cadres et apparaît comme incompatible avec les objectifs de la lutte contre l'inflation ».

ACTION SOCIALE

OBLIGATION ALIMENTAIRE N'EST SUPPRIMÉE QUE POUR CERTAINES CATÉGORIES D'ADULTES HANDICAPÉS.

À propos de la suppression de l'allocation alimentaire le 1^{er} janvier prochain (« Le Monde » du 28 décembre), le secrétaire d'État à l'action sociale précise que cette suppression, décidée en application de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées, ne concerne pas les personnes âgées ou handicapées en général, mais uniquement les adultes handicapés « en charge par l'aide sociale des établissements de rééducation professionnelle et d'aide au travail, ainsi que dans les autres ». Dans cette hypothèse seulement, ne sera plus demandé aux bénéficiaires d'aliments de participer aux frais d'entretien et d'entretien des adultes handicapés dans ces établissements, et le versement en rééducation des personnes d'aide sociale n'aura pas lorsque les bénéficiaires du bénéfice de l'allocation seront son conjoint, ses enfants ou la personne à l'assuré de façon effective, constante la charge du handicapé.

Autre part, toujours selon le statut d'Etat, le minimum de salaire assuré aux travailleurs handicapés dans un atelier protégé doit nous avoir été fixé à 90 % du C dans un an, sera fixé à 100 % le 1^{er} janvier 1978.



Le Pictor François produit des circuits électroniques pour IBM.

En confiant sa technologie à des sous-traitants de toutes tailles IBM associe de nombreuses entreprises au développement de l'industrie informatique en France.

Plusieurs dizaines de sous-traitants français travaillent avec IBM France.

IBM. Tout le monde sait ce que nous faisons, mais certains ignorent qui nous sommes.

IBM

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

LES DIFFICULTÉS DE L'INDUSTRIE TEXTILE

Boussac : rien n'est réglé...

Saint-Joseph s'effondra, les Tisseries de soieries réunies chancelèrent. Mas et Bayard sont sauvés de justesse et passent sous le contrôle de concurrents puissants. C'est l'écroulement dans le secteur textile depuis quelques semaines. Au début de l'année, la reprise des ventes, après un an de crise, avait ramené l'espoir des chefs d'entreprise. Mais, depuis la rentrée, le marché fléchit à nouveau. Les

Depuis deux mois, des rumeurs circulent à nouveau sur le groupe Boussac, faisant état de problèmes graves de trésorerie, de « accrochage » avec les banques et de pertes importantes au cours du premier semestre. L'affaire Boussac, qu'on avait crue réglée pour un moment, va-t-elle connaître de nouveaux rebondissements ? De crises ouvertes en échéances difficiles, le groupe avait vécu en 1975 les neuf mois les plus critiques de sa longue histoire, n'ayant de justesse évité l'effondrement que par les avances accordées par les banques et les apports répétés de gages et de cautions de son unique propriétaire, Marcel Boussac.

En décembre, une solution avait enfin été trouvée. Un plan de redressement mis sur pied à l'aide des pouvoirs publics et des banques prévoyait un certain nombre d'actions (investissements massifs, réduction d'effectifs notamment) ayant pour but de moderniser les usines, de réorienter la production vers des articles plus élaborés et de réduire les charges. Afin de régler les problèmes de trésorerie quasiment insolubles du C.I.T.F. (Comptoir de l'industrie textile française), société mère du groupe, un montage financier compliqué avait été mis au point. Il prévoyait au total une injection de fonds frais de 250 millions de francs, dont la plus grosse partie devait être versée par M. Marcel Boussac : 80 millions devaient servir à rembourser l'avance consentie en juin 1975 par les banques, qui était terminée en prêts à moyen terme, et 70 millions devaient être directement injectés (en deux étapes). Les banques apportaient de leur côté 50 millions de prêts à moyen et long terme et acceptaient de laisser en compte courant les 100 millions prêts en janvier 1975. L'Etat, enfin, s'engageait à verser 70 millions sous forme de prêts du F.D.S.

Ce plan ne valait que par son application. Et celle-ci reposait sur les épaules d'un inconnu célèbre, M. Jean-Claude Boussac, quarante-trois ans, qui, après avoir passé trente ans dans l'ombre de son oncle, s'était vu confier par celui-ci, quelques mois plus tôt, les rênes de l'empire cotonier.

Le groupe n'étant pratique-

ment plus dirigé depuis cinq ans, la tâche avait de quoi effrayer le manager le plus chevronné. Aux structures du groupe, embrouillées (cinq holdings sans liens financiers et plus de quatre-vingts sociétés distinctes), rigides, très hiérarchisées, s'ajoutait une routine de gestion quasi artisanale. L'affaire supportait des charges financières énormes (près de 70 millions d'agios par an) et allait très vite devoir faire face à des remboursements d'emprunts importants. En outre, les banques, qui avaient « trainé des pieds » pendant un an, n'étaient guère disposées à faire des cadeaux à la nouvelle direction.

M. Jean-Claude Boussac se faisait fort néanmoins de redresser le groupe en moins de trois ans. Douze mois plus tard, où en est-on ? Les larges réductions d'effectifs prévues par le plan ont été effectuées sans trop de « bavures ». De 14 500 personnes en 1975, les effectifs sont revenus à 11 600 (-20 %). Les licenciements ont été autant que possible évités par une accélération des départs à la retraite et de nombreux reclassements. De même, le plus gros des investissements prévus — 170 millions sur trois ans — a été réalisé : 90 millions ont déjà été investis, et une tranche supplémentaire de 20 millions doit l'être bientôt. Une bonne partie des usines disposent dorénavant d'équipements ultramodernes. Trop peut-être. Les machines livrées n'ont pas toujours correspondu aux prototypes choisis, et leur installation a posé de graves problèmes, entraînant des retards nombreux. A l'usine de Nemours, dans les Vosges, par exemple, il a fallu pallier en catastrophe les carences du matériel neuf en utilisant, plus longtemps que prévu, deux cents anciens métiers atyp de production des étoffes aussi proches que possible de celles promises à la clientèle.

Le groupe a liquidé une partie des stocks excédentaires (460 millions de francs au début de 1975), dont le financement pesait sur sa trésorerie. Le plan prévoyait l'écoulement de l'équivalent de 30 millions de francs par an pendant quatre ans, afin de ne pas peser sur le marché. En fait, depuis le début de l'opération de désstockage (en juillet 1975), le groupe a liquidé plus de 12 mil-

lions de mètres de tissu (ameublement et robes), et près de 5 millions de pièces (éponge, pour l'essentiel), soit l'équivalent de plus de 80 millions de francs. Cette cause fixée, le plan d'alléger la trésorerie du C.I.T.F. mais elle a, en dépit des engagements pris, perturbé le marché, notamment à la fin de l'an passé.

Enfin, le groupe est parvenu à améliorer légèrement son chiffre d'affaires : il devrait se situer dans la « fourchette » de l'hypothèse, c'est-à-dire entre 1 100 (850 millions de francs environ contre 800 en 1975). Toutefois, il est difficile d'évaluer quelle part de cette progression est due à la liquidation des stocks, les « produits nouveaux », objectifs essentiels du plan, ne représentant encore cette année qu'une part minime des ventes. Un bon tiers de celles-ci sera toujours réalisé

1975), ce sont de toutes petites sociétés qui se sont effondrées, la seconde vague de défaillances touche maintenant des entreprises de taille moyenne, voire importante. Si elle se poursuit, la crise pourrait atteindre les groupes les plus puissants du secteur, et parmi ceux-ci le groupe Boussac qui, en dépit du plan de redressement mis sur pied à la fin de 1975, reste fragile.

par les sociétés Boussac (chemises) et Bilzand (impermeables). Ce n'est qu'en 1977 que les nouveaux produits (tissus lourds d'ameublement, tissus fantaisie pour robes et chemises, draps, jeans, nouveaux articles en éponge) pourront représenter une part notable du chiffre d'affaires (80 % environ, selon M. J.-C. Boussac).

Pour l'heure, les possibilités de commercialisation de ces nouveaux produits demeurent incertaines, et nombre d'observateurs, à l'intérieur même de l'entreprise, s'interrogent sur leurs chances de succès. Le choix des investissements a été fondé, selon eux, sur les qualités techniques des machines plus que sur de sérieuses études de marché, éclairant les débouchés éventuels des nouveaux produits.

Des résultats financiers décevants

Il y a plus grave : en dépit de l'importance des fonds injectés, de la réduction des dépenses (liées notamment à la baisse des effectifs) et des recettes supplémentaires apportées par la liquidation des stocks et par l'hypothèque d'une partie des actifs (immeubles de la société Boussac et le siège du C.I.T.F., par exemple), les résultats financiers du groupe sont loin d'atteindre les objectifs fixés. Alors que le plan prévoyait une perte globale de 50 millions de francs seulement en 1975 (contre 100 millions en 1974), le groupe aurait perdu, au cours du premier semestre, plus de 40 millions de francs, selon les estimations d'observateurs extérieurs au groupe. Tout en maintenant que « les résultats de [sa] firme se trouvent dans les limites prévues », M. Jean-Claude Boussac reconnaît que « ces résultats n'ont pas toujours été ceux attendus ». Il explique ces contre-performances par « une dérive des dépenses de 600 millions de francs dans l'affaire et, pour faire face aux engagements pris auprès des banques en décembre dernier, il devra sacrifier cette année l'un des derriens « décrets » de son patrimoine (les haras de Jardy). Enfin, le bilan du groupe s'est détérioré, la plupart des actifs étant désormais hypothéqués.

On peut donc craindre, si la conjoncture s'aggrave, que le groupe Boussac ne se retrouve confronté au cours des prochains mois à de graves difficultés, d'autant qu'il aura à supporter en 1977 de lourds remboursements de prêts. Un an après la mise en œuvre du plan de redressement, rien n'est réglé.

VERONIQUE MAURUS.

M. EDOUARD HAUSER
DEVIENT LE P.-D. G.
DE PRÉNATAL

M. Edouard Hauser, P.-D.G. de la Société Financière Bretonne, vient d'être nommé P.-D.G. de Prénatal, en remplacement de M. Jacques Jolicoeur, qui avait exprimé le désir, lors de la prolongation de son mandat, au-delà de la limite d'âge de soixante-cinq ans, de ne demeurer à son poste que jusqu'à la clôture de l'exercice 1976. M. Jolicoeur reste administrateur de la Société.

La nomination à la tête de Prénatal d'un homme proche du groupe Farinès ne constitue pas une surprise, avec 13 % du capital de Prénatal, est en effet l'actionnaire principal de l'entreprise.

Déjà le 8 novembre 1970 à Paris, ingénieur civil des mines, M. Edouard Hauser fut élu P.-D.G. de la Société Financière Bretonne, à la Banque de Paris et des Pays-Bas. Il est depuis 1967 ingénieur-conseil. Président (1962-1966) de la Compagnie Générale de mono-services et (1966-1967) des Ateliers et Chantiers de Nantes, il devait être nommé administrateur de la Société Financière Bretonne, devenue en 1972 la Société financière de Bretagne, Vice-président des Ateliers et Chantiers de Bretagne, dont il avait été président-directeur général de 1972 à 1974. M. Edouard Hauser est également président-directeur général des sociétés Enareo et Genereo et administrateur de plusieurs sociétés, dont Trigonormandie, Bateau et la Néoprovence.

AUTOMOBILE

LA RÉGIE RENAULT REGROUPE UNE PARTIE
DES RÉSEAUX COMMERCIAUX DE BERLIET ET DE SAVI

La Régie Renault a décidé de regrouper les activités commerciales et industrielles à la grande exportation de ses deux filiales Savim et Berliet. Une nouvelle société, Renault véhicules industriels international, a été constituée à cet effet. Elle sera dirigée par M. Paul Berliet (président du conseil de surveillance) et M. Jean-Jacquet (président du conseil d'administration). La fusion d'une partie des réseaux commerciaux des deux firmes sœurs représente un pas nouveau dans l'intégration des deux firmes entreprises par la Régie depuis deux ans. Les réseaux de Berliet et de Savim en Europe resteront distincts, mais les marchés de grande exportation la Régie Renault commercialisera, désormais, indifféremment des véhicules Berliet ou Savim, sélectionnés en fonction des besoins de chaque marché. Jusqu'à présent, les trois quarts de ce réseau international appartenaient à Berliet, qui avait

su, mieux que Savim, s'imposer sur les marchés locaux, notamment au Moyen-Orient. Par ailleurs, la direction de Régie a décidé de changer la dénomination de la société : le développement des industries du véhicule industriel (SODIVI) sera chargé de la coordination des activités de Berliet et Savim, qui deviendront Renault véhicules industriels SODIVI.

LES VENTES DE VEHICULES AUTOMOBILES ALLEMANDS FÉDÉRAUX ont atteint, en 1975, 2,5 millions d'unités, soit 10 % de plus l'année précédente. Les ventes de véhicules allemands ont progressé de 30 %. La R.F.A. automobile de la R.F.A. passe, à la fin de 1976, 25 millions de véhicules, soit un million de véhicules pour 4 habitants.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

gimat

GROUPEMENT DES INDUSTRIES DE MATÉRIEL DE CONSTRUCTION
Société anonyme au capital de 25 000 000
Siège social : 12 rue de Valenciennes 75001 Paris - France

EMPRUNT
11,40%

de 187 millions de francs
décembre 1976

Nominal des obligations : F. 1000.

Prix d'émission : F. 1000 par obligation.

Jouissance : 29 décembre 1976.

Intérêt annuel : 11,40 % soit F. 114 par obligation.

Durée : 10 ans.

Amortissement obligatoire : en 8 ans au plus par tirage.

29 décembre 1976.

• soit par rachat en Bourse

• soit par remboursement au pair.

Amortissement anticipé :

Possible par rachat en Bourse.

Le GIMAT s'interdit formellement

anticiper par remboursement (sauf

le cas de remboursement anticipé

de prêts en application de l'article

1188 du Code civil).

Garantie : le service de l'emprunt

est garanti inconditionnellement et

solidairement par les sociétés

beneficiaires sans aucune

solidarité entre elles, mais

solidairement avec le "GIMAT" dans

la limite de leurs quotes-parts

respectives.

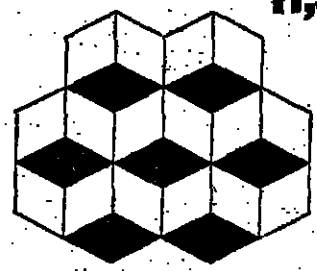
Cotation : la cotation de ces

obligations sera demandée dès la

clôture de la souscription.

Taux de rendement actuariel brut :

11,39%



Balo du 27 décembre 1976. Une note d'information ayant reçu le Visa COB n° 76-170 en date du 7 décembre 1976 est disponible au siège social du Groupement ainsi qu'après des Établissements chargés du placement.

FIAT

Società per Azioni - Turin, Corso Marconi, 10
Capital Social: 150 milliards de Lires

Convocation d'Assemblée

Messieurs les Actionnaires sont convoqués en assemblée extraordinaire mardi 18 janvier 1977 à 10 heures à Turin, auprès du Centro Storico Fiat - Via Chiabrega, 20 - en première convocation et, éventuellement, en seconde convocation, le 25 janvier 1977, mêmes lieu et heure, pour discuter et délibérer relativement au suivant :

Ordre du jour

- 1) Augmentation du capital social de 150 milliards à 165 milliards de Lires par l'émission de 20 millions d'actions ordinaires et de 5 millions d'actions privilégiées à la valeur nominale de 5 Lires chacune qui seront intégralement affectées à des tiers au termes de l'art. 2441, 5ème paragraphe du Code Civil italien ;
- 2) Emission de 90 millions d'obligations, à la valeur nominale de 1.000 Lires chacune, convertibles en actions, qui seront intégralement réservées aux souscripteurs de l'augmentation du capital social ;
- 3) Modification de l'article n° 5 du Statut et dispositions connexes.

Ont droit d'intervention et de vote les possesseurs d'actions ordinaires et/ou privilégiées qui auront déposé, cinq jours au moins avant celui fixé pour l'assemblée, les certificats actionnaires auprès des Banques italiennes autorisées ou auprès de l'une des Banques suivantes :

Banque Rivaud S.A. - Banque Rothschild S.A. - Crédit Lyonnais - Lazard Frères & Cie,

ou autres banques autorisées par des Banques italiennes aux termes de loi.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. Obligations 10,20 % 1975

Les intérêts courus du 1er janvier 1975 au 31 décembre 1976 seront payables à partir du 3 janvier 1977 par tirage de 1.000 F. par titre de 10.000 F. contre détachement du coupon n° 1, après une retenue de 10,20 %.

En cas d'option pour le régime de prépaiement d'impôt forfaitaire, le complément du prépaiement linéaire sera de 15,50 F. soit un net de 76,51 F.

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux guichets de Récupération de France et des États membres des Communautés européennes, ainsi qu'aux caisses des comptables du Trésor. L'admission générale, pour ces titres, des titres non cotés et après des bureaux de poste. Les coupons des titres non cotés seront réglés directement aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

DIRECTION NATIONALE DES COOPÉRATIVES
DE L'A.N.P.

DÉLÉGATION INDUSTRIELLE

E. N. I. B.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° P.M.I. 76 - 001

La D.N.C./A.N.P. - Délégation Industrielle, lance un appel d'offres international, pour la réalisation d'une menuiserie industrielle complète en lot unique clés en main

Les dossiers de soumissions sont à retirer contre le somme de 800,00 DA (huit cents Dinars) à D.N.C./A.N.P. Délégation Industrielle - Division Approvisionnement - Route de Dar-El-Baida, à Sidi-Moussa (Wilaya de Blida) - ALGER

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront parvenir sous pli recommandé avec la mention « APPEL D'OFFRES N° P.M.I. 76-001 », à D.N.C./A.N.P. - Délégation Industrielle - Commission des Marchés - de Sidi-Moussa (ALGER), avant le 12 février 1977, terme de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de trois (3) mois.

Pour louer une voiture,
mieux vaut réserver chez
europcar
645.21.25

SCAL (P.U.K.) organise ses activités grand public

M. Jean-Claude REYNARD, 36 ans, entré en 1966 dans le Groupe PECHINEY, vient d'être promu à la Direction du Département Grand Public de SCAL (P.U.K.).

Cette unité industrielle et commerciale regroupe l'aluminium ménager ALBAL, les textiles JOLIE-NAPPE, les plaques GLAD, les revêtements muraux TEBAL, et MOLYSCARRE (maison à Rueil en Normandie, et à Dijon).

Moteurs électriques neufs,
haute qualité, de 0,25 CV
à 500 CV. Prix très bas,
imbatibles par quantités.

H. ROCOPLAN - 52200 LANGRES.

مكتبة الأنجلو

Le dévôt du chab

Rome. — Le chah d'Iran a déclaré dans une interview accordée au quotidien de Milan *Il Giornale* qu'il aurait disposé à accepter une médiation du groupe Fiat tout comme le collectif *Realisti*. « Je l'aurais certainement fait », a-t-il assuré. Le chah, qui a été en Iran pendant 26 ans, a proposé différentes formes de coopération à Agnelli, mais je n'arrivai pas à comprendre pourquoi il refusait. Je ne sais pas si cela n'est pas dû au fait que non il n'y avait une petite fabrique de Mustang Fiat en Iran, mais Agnelli n'a pas pu comprendre pourquoi les iraniens refusaient vraiment pas à comprendre. Il y a cinq ans, Fiat avait des grosses cartes à crédit, mais maintenant, à cause d'un coup d'autre, les iraniens nous jouent. Fiat ne pourra plus jamais les jouer et a perdu toutes ses chances en Iran ».

C'est également ce que le chah répond à ceux qui lui reprochent d'avoir réalisé dans le cadre

maximum du prix du pétrole.
« Pourquoi personne ne
crie-t-il quand le prix
augmente ? Pourquoi les
prix augmentent-ils ? Pourquoi
le grand public ne se
dramatise-t-il jamais à propos
des tarifs de la sidérurgie,
que ne flent et ne comprennent
que les spécialistes ? Et
pourquoi ne s'agit-il que d'un
tarif ? Pourquoi ne s'agit-il
d'un tarif inscrit sur la liste de
ces tarifs peut signifier pour
les pays en voie de dévelop-
pement une augmentation
brutale de 100 % ? Pourquoi
ne comprennent-ils pas les
hausses du prix de l'acier qui
nous frappent et celle du pétrole
qui touche les pays
industrialisés. » - (Interim.)

[illegible]

Avec les MEILLEURS VŒUX
et la garantie
d'un maître tailleur.

20 % sur PARDESSUS
(cochemire
576 F au lieu de 845 F)

20 % sur IMPERS
Echarpes - Pulls - Polos

Prix spéciaux sur les rayons
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR

27 rue de la République 93000 - (Rond-Point)

l'échalote
14, rue chabanaïs, 75002 paris
Réveillon Saint Sylvestre
200 frs
on dansera dans les caves
réception - 141 DECEMBRE



DOMICAMAR

Pour ceux qui aiment offrir.

Pour ceux qui aiment offrir.

Tahabont est docteur et agrégé des sciences économiques. Après de longues années aux Archives du Ministère d'Algérie, il a la London School of Economics et à son université Edward et de Princeton. Il est professeur d'université à Alger (1961-1963) et à Aix-Marseille (1964).

Boursier de la Fondation Rockefeller (1894-1938), il dirige de 1938 à 1961 l'enseignement des sciences économiques et administratives de l'université d'Aix-Marseille. De 1962 à 1968, il est professeur à la faculté de droit et est membre des comités de profil et de l'économie de crédit.

En 1968, il est chargé par le ministre de l'éducation nationale, M. Schuman, de mettre en place le Centre universitaire d'Alger, qui devient l'université de Paris-X.

Conseiller technique, de 1969 à 1973, à la direction des enseignements supérieurs du ministère de l'Industrie nationale, il fut notamment le créateur des maîtrises de sciences de gestion. De 1973 à 1975, il fut attaché culturel auprès de l'ambassade de France à Washington. Il était, depuis août 1975, responsable en service des relations internationales au secrétariat d'Etat à l'université.

M. A. Tahabont est, depuis 1970, vice-président du conseil européen de chercheurs sur le management, et vice-président et depuis 1976, vice-président de la Fondation de la recherche internationale des échanges entre les

réserve : t

DU RICH

Pour ceux qui ai

CIBOT

36, bd Diderot, Paris 12^e
2, rue de Reuilly, Paris 12^e
tel. 546.63.78

ouvert tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Moutons : marmelade et vanille. 19,50. Moutons : 22, Mâle : Reuilly-Diderot.

**La
MODE D'ÉTÉ
dès maintenant
pour
celles qui partent
au soleil**

هكذا من الأصل